

2015

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

CONFLITS ARMÉS ET LE DÉFI DE LA FAIM



2015

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

CONFLITS ARMÉS ET LE DÉFI DE LA FAIM

Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Nilam Prasai, Sandra Yin, Yisehac Yohannes

Concern Worldwide :
Olive Towey

Welthungerhilfe :
Andrea Sonntag, Larissa Neubauer

World Peace Foundation/Tufts University :
Alex de Waal

Bonn/Washington, DC/Dublin
Octobre 2015

Une publication revue par





Un enfant dormant dans un bâtiment inachevé dans la région de Dohuk après avoir fui avec sa famille les montagnes de Sinjar dans le nord de l'Irak et de la Syrie. Ce garçon et sa famille ont reçu un kit pour l'hiver dont des matelas et des couvertures.

AVANT-PROPOS

Onze millions de personnes ont été déracinées à cause des violences en 2014. La plupart ont fui les conflits en Syrie, en Afghanistan et en Somalie. Cette même année, une moyenne de 42 500 personnes ont dû quitter leur foyer chaque jour. On dénombre aujourd'hui environ 59,5 millions de personnes déplacées dans le monde en raison des conflits et des persécutions, soit le niveau le plus élevé jamais atteint.

De plus en plus de personnes sont enfermées dans le « piège du conflit » qui les maintient dans la pauvreté. Actuellement, les populations déplacées vivent en moyenne 17 ans dans des camps ou dans des communautés d'accueil. En outre, parmi la quarantaine de pays touchés par des conflits internes depuis 2000, la plupart ont déjà souffert d'une ou plusieurs guerres civiles au cours des trois dernières décennies.

Les conflits peuvent avoir des répercussions néfastes sur le bien-être humain. Les pays qui font face à des conflits prolongés ou à répétition affichent des niveaux de malnutrition plus élevés, un accès à l'éducation plus réduit et des taux de mortalité infantile plus importants comparés aux pays stables ayant une position économique similaire.

L'Indice de la faim dans le monde 2015, rapport publié conjointement par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Concern Worldwide et Welthungerhilfe, montre que le niveau de faim dans les pays en développement a diminué de plus d'un quart depuis l'an 2000. Cependant, malgré les progrès réalisés, le niveau de faim dans le monde demeure inacceptable : 795 millions de personnes souffrent encore de la faim, plus d'un enfant sur quatre est atteint d'émaciation et 9% des enfants présentent un retard de croissance.

C'est la dixième année consécutive que l'IFPRI calcule l'Indice de la faim dans le monde (GHI) et livre une analyse pluridimensionnelle de la faim au niveau mondial. Cette série de rapports suit l'évolution de l'état de la faim dans le monde, pays par pays, et met en évidence les régions et les pays où il est nécessaire de combattre la faim en priorité.

Le calcul du GHI étant subordonné à la qualité des données collectées par les gouvernements et les agences internationales, ce rapport ne reflète pas complètement l'impact des derniers événements. Nous espérons que les gouvernements et les agences internationales renforceront leur coopération afin de livrer des données plus actualisées et complètes sur la faim au niveau mondial.



Dr. Till Wahnbaeck
Président et Secrétaire général
Welthungerhilfe



Dr. Shenggen Fan
Directeur général
Institut International de Recherche sur les
Politiques Alimentaires



Dominic MacSorley
Directeur exécutif
Concern Worldwide

Ce rapport identifie les pays et les régions où la faim est la plus grave et persistante. Il montre que les niveaux de faim demeurent « graves » ou « alarmants » dans 52 des 117 pays ayant un score GHI. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont les régions du monde qui continuent d'afficher les plus graves niveaux de faim.

Ce rapport se penche également sur la relation entre les conflits armés et la faim. Le dossier central de cette édition, écrit par Alex de Waal, directeur exécutif de la World Peace Foundation et enseignant-chercheur à l'Université Tufts, met en lumière un exploit peu connu de ces 50 dernières années : la probable disparition des « famines calamiteuses », c'est-à-dire les famines ayant tué plus d'un million de personnes.

M. de Waal observe que même si le lien entre les conflits et la faim est évident, grâce à l'efficacité des réponses humanitaires contemporaines, les conflits ne provoquent plus systématiquement des situations de faim extrême caractéristiques des famines.

Les Objectifs de Développement durable (ODD) sont le signe d'un engagement renouvelé envers l'élimination de la faim et de la pauvreté mondiale à l'horizon 2030. Dans le cadre de l'Objectif 2, qui vise à « éliminer la faim, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », il sera essentiel de garantir l'accès universel – et notamment celui des populations pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité – à une alimentation suffisante, saine et nutritive tout au long de l'année.

Comme d'autres ODD le proposent, nous devons redoubler d'efforts pour aider les personnes à devenir plus résilientes et à mieux résister aux répercussions des conflits armés. Afin que ces ODD ne restent pas des vœux pieux, nous devons trouver des solutions concrètes et durables aux conflits, pallier les inégalités croissantes à l'intérieur et entre les pays, atténuer les effets du changement climatique et éliminer l'insécurité alimentaire sévissant dans les endroits les plus pauvres de la planète.

Face aux conflits nouveaux et anciens, nous devons intensifier notre lutte contre la faim. A l'ère des déplacements massifs et sans précédent, une réponse mondiale adaptée est indispensable afin de venir en aide à tous ceux qui fuient les conflits et les persécutions. A l'avenir, la communauté internationale doit porter sur le devant de la scène politique la prévention, la médiation et la résolution des conflits.

SOMMAIRE



RÉSUMÉ	5
CHAPITRES	
01 Le concept du Global Hunger Index / Indice de la faim dans le monde	6
02 Tendances mondiales, régionales et nationales	12
03 Conflits armés et le défi de la faim : une issue est-elle envisageable ?	22
ANNEXES	
A Sources des données et mode de calcul des scores GHI de 1990, 1995, 2000, 2005, et 2015	30
B Données brutes pour le calcul des Indices de la faim dans le monde (GHI) 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015	31
C Scores de l'Indice de la faim 2015	33
D Tendances par pays pour les Indices de la faim dans le monde (GHI) 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015	34
BIBLIOGRAPHIE	38
PARTENAIRES	42

RÉSUMÉ

L'Indice de la faim dans le monde 2015 (GHI) montre que le niveau de la faim dans les pays en développement pris dans leur ensemble s'améliore depuis l'an 2000, affichant une baisse de 27%. Cependant, l'état de la faim dans le monde demeure malgré tout « grave ».

Pour l'IFPRI, cette année marque le dixième anniversaire de son travail d'analyse multidimensionnelle de la faim dans le monde. Les scores GHI de ce rapport ont été calculés à l'aide d'une nouvelle formule améliorée : l'indicateur de l'insuffisance pondérale infantile utilisé les années précédentes a été remplacé par l'émaciation et le retard de croissance infantiles. Ce changement reflète les courants de pensée actuels sur l'indicateur de la sous-alimentation infantile le plus pertinent, une des trois dimensions prises en compte dans le mode de calcul du GHI.

Les scores GHI varient fortement selon les pays et les régions. A l'échelle régionale, ce sont encore l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud qui présentent les scores GHI les plus importants, et par conséquent les niveaux de faim les plus élevés. Même si les deux régions sont parvenues à réaliser les meilleures améliorations en termes absolus, elles continuent de souffrir de niveaux de faim « graves ».

Les niveaux de faim sont « alarmants » ou « graves » dans 52 pays. La plupart des huit pays ayant un score GHI « alarmant » se situent en Afrique subsaharienne. Bien que cette année aucun pays ne figure dans la catégorie « extrêmement alarmant », cela ne témoigne pas nécessairement d'une avancée. En raison de l'absence de données actualisées sur la sous-alimentation, les scores GHI 2015 n'ont pas pu être calculés pour des pays ayant historiquement souffert de niveaux de faim élevés tels que le Burundi, les Comores, l'Érythrée, le Soudan et le Soudan du Sud. En outre, le GHI de la République démocratique du Congo n'a pas pu être calculé en raison de l'absence totale de données concernant ce pays, détenteur du plus mauvais score GHI dans le classement par pays du rapport 2011.

Entre le GHI de 2000 et celui de 2015, 17 pays sont parvenus à diminuer leur score GHI de 50% ou plus. Les 10 pays ayant réalisé les réductions en pourcentage les plus notables des scores GHI entre 2000 et 2015 sont l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Croatie, le Kirghizistan, la Lettonie, la Mongolie, le Pérou, l'Ukraine et le Venezuela.

En termes de progrès absolus, une comparaison des scores GHI 2000 et 2015 montre que le Rwanda, l'Angola et l'Éthiopie ont enregistré les plus gros progrès. Toutefois, en dépit de la baisse considérable de leurs scores GHI, le niveau de la faim demeure élevé dans ces pays.

Les pays présentant les scores GHI 2015 les plus importants, et donc les niveaux de faim les plus élevés, sont la République centrafricaine, le Tchad et la Zambie. Il n'est pas étonnant de constater que ces deux premiers pays sont accablés par des niveaux de

faim élevés, étant donné l'instabilité permanente et les conflits violents auxquels sont confrontés les populations. Les conflits armés et la faim sont étroitement liés. En général, les pays avec les plus mauvais scores GHI sont en guerre ou en sortent tout juste.

Alex de Waal, directeur exécutif de la World Peace Foundation, est l'auteur de l'essai de la présente édition. Il nous présente un exploit historique et pourtant méconnu : l'éradication des famines « calamiteuses », soit celles dont le bilan est supérieur à 1 million de morts. Les tendances sont frappantes ; jusqu'à récemment, les grandes famines – celles causant la mort d'au moins 100 000 personnes – étaient beaucoup plus fréquentes. Le nombre de morts imputables à ces famines a dépassé les 15 millions dans cinq décennies distinctes du 20^e siècle. A ce jour, le bilan est de 600 000 morts pour le 21^e siècle.

La fin de la Guerre Froide, l'adoption des règles internationales sur les droits de l'Homme ainsi que la progression de la mondialisation sont parmi les facteurs clés qui nous permettront d'éliminer à jamais les famines.


Malgré le fait qu'il y ait eu moins de guerres au cours des dernières décennies, le nombre de conflits armés et de décès liés aux conflits est reparti à la hausse après avoir connu en 2006 le niveau le plus bas de son histoire. Même si les chiffres demeurent relativement bas par rapport aux moyennes historiques, ils laissent entrevoir qu'il reste encore beaucoup à faire pour éliminer la faim et la guerre.

Les famines actuelles sont des urgences humanitaires complexes, provoquées principalement par des conflits armés. Ces « guerres d'un nouveau genre » voient s'affronter non seulement des armées régulières et des insurgés, mais également des paramilitaires, des milices ethniques, des gangs criminels, des mercenaires et des coalitions internationales. La plupart de ces guerres nouvelles sont des guerres civiles, qui se propagent de plus en plus aux pays frontaliers, perturbant les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance, et poussant les gens à fuir.

Bien que les conflits armés et la faim aillent souvent de pair, l'Histoire montre qu'il est possible d'éviter les famines. Les conflits n'entraînent pas nécessairement la faim.

Enfin, si l'éradication des grandes famines constitue un succès formidable, la lutte contre la faim chronique et aiguë, elle, est loin d'être finie. Le développement économique, de meilleures politiques alimentaires, la résolution des conflits et la réponse humanitaire internationale continueront de jouer un rôle clé dans les avancées réalisées. A moins de parvenir à diminuer la prévalence et la persistance des conflits armés, ou de préférence à les éliminer, et à répondre aux besoins des nombreuses victimes visibles et invisibles de la violence, tous les progrès obtenus jusqu'à présent seront perdus.

01



Personnes déplacées dans le camp de Bentiu au Soudan du Sud lors d'une distribution d'aide alimentaire comprenant du sorgho, du sel, de l'huile végétale et des aliments pour bébé. De nombreux Soudanais du Sud ont fui leurs villages à la recherche de nourriture et d'un abri contre les violences ethniques.

LE CONCEPT DU GLOBAL HUNGER INDEX

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

Le Global Hunger Index (GHI), ou Indice de la faim dans le monde, est un outil statistique permettant de mesurer et de suivre de manière détaillée l'évolution de la faim dans le monde, pays par pays et région par région¹.

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) calcule les scores GHI tous les ans afin d'évaluer les progrès, ou reculs, enregistrés dans la lutte contre la faim. Cet indice vise à susciter une prise de conscience et à favoriser une meilleure compréhension des différences régionales et nationales au regard de la faim. Nous espérons que ce rapport, en attirant l'attention sur cette

ENCADRÉ 1.1 LES CONCEPTS DE LA FAIM

Le mot **faim** désigne le plus souvent la sensation douloureuse ressentie après un certain temps sans manger. Pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la privation alimentaire ou « sous-alimentation » correspond à une consommation inférieure à 1800 calories par jour – le minimum requis par la plupart des personnes pour être en bonne santé et mener une vie active¹.

Le terme **sous-alimentation** va au-delà du nombre de calories et renvoie aux carences énergétiques, protéiques, en vitamines et/ou en minéraux essentiels. La sous-alimentation est le résultat d'une alimentation insuffisante – tant en quantité qu'en qualité – ou d'une mauvaise assimilation des nutriments due à des infections et/ou à d'autres maladies, ou à une combinaison de ces facteurs, eux-mêmes résultant de l'insécurité alimentaire du ménage, de l'insuffisance des soins de santé infantile et maternelle, et de l'accès inadéquat aux services de santé, à l'eau potable et à l'assainissement.

La **malnutrition** désigne dans un sens large aussi bien la sous-alimentation (carence alimentaire) que la suralimentation (régime alimentaire déséquilibré avec un apport calorique excessif par rapport aux besoins énergétiques avec ou sans un apport suffisant d'aliments riches en nutriments).

Dans ce rapport, le terme « faim » désigne l'indice calculé à partir des quatre indicateurs présentés dans cette page. Regroupés, ces indicateurs reflètent tant les carences en calories qu'en micronutriments, couvrant ainsi les deux aspects de la faim.

¹ La FAO prend en compte la structure démographique de la population (âge et sexe) pour calculer les moyennes des besoins énergétiques minimums pour un individu ayant une activité physique faible. Celles-ci varient en fonction des pays d'environ 1650 kilocalories/personne/jour à plus de 1900 kilocalories/personne/jour dans les pays en développement en 2014-2016 (FAO, 2015). La moyenne des besoins énergétiques minimum par pays est utilisée pour estimer la sous-alimentation (FAO, FIDA et PAM, 2015).

problématique, servira de déclic à la mise en place de programmes de lutte contre la faim partout dans le monde.

La faim est un problème multidimensionnel, riche d'une terminologie variée permettant de décrire ses différents aspects (Encadré 1.1). Afin de refléter la nature multidimensionnelle de la faim, le GHI réunit en un seul indice, les quatre indicateurs suivants :

1. **La sous-alimentation** : proportion de la population sous-alimentée exprimée en pourcentage par rapport à la population totale (reflète la part de la population ayant un apport calorique insuffisant) ;
2. **L'émaciation infantile** : proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation (c'est-à-dire ayant un poids trop faible par rapport à leur taille, signe d'une sous-alimentation aiguë) ;
3. **Le retard de croissance infantile** : proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (c'est-à-dire, ayant une taille trop petite par rapport à leur âge, conséquence d'une sous-alimentation chronique) ;
4. **La mortalité infantile** : taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (reflète partiellement la synergie fatale entre l'insuffisance en quantité et en qualité de l'apport nutritionnel et un environnement insalubre)².

L'approche pluridimensionnelle choisie pour calculer le GHI présente plusieurs avantages (Tableau 1.1). Elle permet notamment de refléter la situation nutritionnelle de la population dans son ensemble mais également celle des enfants, un des segments les plus vulnérables et pour lequel un apport insuffisant en énergie, en protéines ou en micronutriments (vitamines et minéraux essentiels) entraîne des risques élevés de maladies, de retards dans le développement physique et cognitif, voire la mort. En outre, le fait que le GHI combine plusieurs indicateurs calculés de manière indépendante réduit les erreurs dues aux techniques d'échantillonnage³.

Cette année, les scores GHI ont été calculés à l'aide d'une formule révisée et améliorée (Encadré 1.2). L'insuffisance pondérale infantile, seul indicateur de la sous-alimentation infantile pris en compte jusqu'à présent, a été remplacé par deux indicateurs de la sous-alimentation infantile – l'émaciation et le retard de croissance infantiles – également pondérés dans le calcul du GHI. Tous les

¹ Pour plus d'informations sur ce concept, cf. Wiesmann (2004) et Wiesmann, von Braun et Feldbrügge (2000).

² Selon des estimations récentes, la sous-alimentation est responsable de 45 % des décès d'enfants de moins de 5 ans (Black et al. 2013).

³ Pour une mesure pluridimensionnelle de la pauvreté, voir l'indice développé par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) pour le Programme des Nations Unies pour le développement (Alkire et Santos 2010).

TABLEAU 1.1 CARACTERISTIQUES DU GLOBAL HUNGER INDEX

Trois dimensions	Quatre indicateurs	Pondération	Justification de l'inclusion
Apport alimentaire inadéquat FAO	Sous-alimentation	1/3	→ Mesure un apport de nourriture insuffisant, un indicateur important de la faim → Représente l'ensemble de la population, infantile et adulte → Est utilisé comme un indicateur majeur des objectifs internationaux
Sous-alimentation infantile UNICEF OMS Banque mondiale	Emaciation	1/6	→ Va au-delà du simple nombre de calories, en considérant la qualité du régime alimentaire → Les enfants sont particulièrement vulnérables aux déficiences nutritionnelles → Prend en compte une distribution inégale de la nourriture au sein du foyer → L'émaciation et le retard de croissance infantiles sont les indicateurs nutritionnels suggérés par les Objectifs du Développement durable (ODD)
	Retard de croissance	1/6	
Mortalité infantile IGME	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	1/3	→ La mort est la conséquence la plus dramatique de la faim et les enfants sont les plus vulnérables → Améliore la capacité du GHI de refléter la déficience en micronutriments → L'émaciation et le retard de croissance infantiles ne reflètent que partiellement le risque mortel de la sous-alimentation

Source : Wiesmann et al. (2015).

Notes : Tous les indicateurs sont normalisés. Les indicateurs de la sous-alimentation infantile incluent des données provenant de sources additionnelles lorsque celles-ci étaient disponibles. Voir page 10 pour une liste complète des sources des données utilisées dans ce rapport pour la sous-alimentation infantile.

indicateurs ont été uniformisés dans cette formule améliorée afin d'équilibrer leur contribution à l'indice global et aux changements des scores GHI dans le temps (Encadré 1.3).

Le GHI 2015 a été calculé pour 117 pays pour lesquels il existe des données pour les quatre indicateurs et pour lesquels mesurer la faim est considéré comme particulièrement pertinent. Certains pays à revenu élevé ont été exclus de fait du calcul du GHI en raison d'une prévalence de la faim très faible.

L'actualité des données du GHI dépend de celles de ses quatre indicateurs. Le GHI de cette année a été calculé à l'aide des données et projections nationales disponibles pour la période 2010-2016. Par conséquent, il reflète les niveaux de la faim pendant cette période et non pas uniquement la situation en 2015⁴. Pour certains pays comme le Burundi, les Comores, la République démocratique

du Congo, l'Érythrée, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Soudan du Sud, le Soudan et la Syrie, le GHI n'a pas pu être calculé en raison de l'absence de données sur la sous-alimentation⁵.

Les données sources utilisées pour calculer le GHI sont révisées continuellement par les agences des Nations Unies chargées de leur collecte, et chaque année le rapport GHI prend en compte ces révisions. Celles-ci permettent d'améliorer la fiabilité des données ;

⁴ Les estimations les plus récentes de la sous-alimentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) incluent des projections pour 2014-2016 prises en compte dans le calcul du GHI 2015 (FAO, FIDA et PAM, 2015).

⁵ La FAO a cessé de publier des estimations nationales de la sous-alimentation pour la République démocratique du Congo en 2011 (FAO, FIDA et PAM, 2011). Dans des rapports antérieurs du GHI, le score GHI de la République Démocratique du Congo faisait partie de la catégorie « extrêmement alarmant » présentant les niveaux de faim les plus élevés. Pour le Soudan du Sud - pays indépendant depuis 2011 - et le Soudan actuel, la FAO ne dispose pas encore d'estimations distinctes de la sous-alimentation (FAO, FIDA et PAM, 2015).

ENCADRÉ 1.2 CALCUL DU SCORE GHI

Le calcul des scores GHI se fait en trois étapes :

En premier lieu, la valeur de chacun des quatre indicateurs qui composent le GHI est déterminée à partir des données disponibles pour chaque pays. Ces quatre indicateurs sont les suivants :

- Le pourcentage de la population sous-alimentée ;
- Le pourcentage des enfants de moins de cinq ans atteints d'émaciation (poids trop faible par rapport à la taille) ;
- Le pourcentage des enfants de moins de cinq ans atteints d'un retard de croissance (taille trop petite par rapport à l'âge) ;
- Le pourcentage des enfants qui décèdent avant l'âge de cinq ans (mortalité infantile).

Deuxièmement, un score normalisé est attribué à chacun des quatre indicateurs en se basant sur des seuils définis légèrement au-dessus des valeurs nationales les plus élevées observées au niveau mondial pour chaque indicateur entre 1988 et 2013¹. A titre d'exemple, l'estimation la plus élevée de la sous-alimentation pour cette période est de 76,5% ; ainsi, le seuil pour le score normalisé a été fixé un peu au-dessus, soit à 80%². Pour une année donnée, si un pays présente une prévalence de la sous-alimentation égale à 40%, son score normalisé pour la sous-alimentation est de 50% pour cette année. Autrement dit, la sous-alimentation dans ce pays se situe à mi-chemin entre zéro et le niveau maximum observé.

Troisièmement, les scores normalisés sont agrégés afin de calculer le score GHI de chaque pays. La sous-alimentation et la mortalité infantile comptent respectivement pour un tiers du score GHI, tandis que les indicateurs de la sous-alimentation infantile – l'émaciation et le retard de croissance – comptent chacun pour un sixième.

Ce mode de calcul aboutit à une échelle allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces extrêmes n'est atteint en réalité. Un score égal à 100 signifierait que les niveaux de la sous-alimentation, et de l'émaciation, des retards de croissance et de la mortalité infantiles seraient identiques aux seuils normalisés définis pour chaque indicateur. Un score égal à 0 correspondrait à un pays où personne ne serait sous-alimenté, aucun enfant de moins de cinq ans ne souffrirait ni d'émaciation ni de retard de croissance et aucun enfant ne décèderait avant son cinquième anniversaire. L'échelle ci-dessous montre la sévérité du niveau de faim — de

« bas » à « extrêmement alarmant »—associée aux différents scores GHI possibles calculés à l'aide de la formule révisée.

ETAPE 1

Définition des valeurs des indicateurs composant le GHI :

- PPS proportion de la population sous-alimentée (en %)
- PEI prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (en %)
- PRC prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (en %)
- TMI proportion des enfants décédant avant l'âge de 5 ans (en %)

ETAPE 2

Indicateurs normalisés :

$$\text{PPS normalisée} = \text{PPS}80 \times 100$$

$$\text{PEI normalisée} = \text{PEI}30 \times 100$$

$$\text{PRC normalisée} = \text{PRC}70 \times 100$$

$$\text{TMI normalisée} = \text{TMI}35 \times 100$$

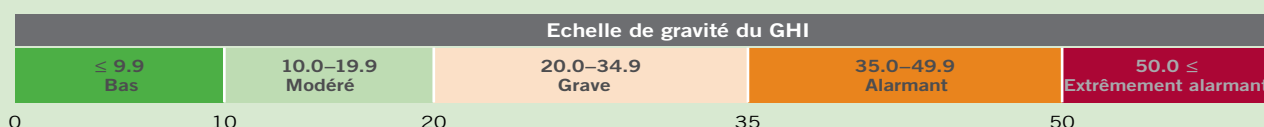
ETAPE 3

Indicateurs agrégés :

$$\begin{aligned} & 1/3 \times \text{PPS normalisée} \\ & + 1/6 \times \text{PEI normalisée} \\ & + 1/6 \times \text{PRC normalisée} \\ & + 1/3 \times \text{TMI normalisée} \\ & = \text{Score GHI} \end{aligned}$$

¹ Les seuils pour la normalisation ont été définis légèrement au-dessus des valeurs les plus élevées observées en prévision d'un possible futur dépassement de ces valeurs.

² Le seuil pour la sous-alimentation est de 80 ; ce seuil a été calculé en se basant sur la valeur maximale observée (76,5%). Le seuil pour l'émaciation infantile est de 30 et se base sur le maximum observé, soit 26%. Le seuil pour le retard de croissance est égal à 70, basé sur le maximum observé de 68,2%. Enfin, le seuil pour la mortalité infantile est de 35, basé sur le maximum observé de 32,6%.



ENCADRÉ 1.3 RAISONS DE LA REVISION DU GLOBAL HUNGER INDEX

L'Indice de la faim dans le monde (GHI) a été présenté pour la première fois par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Welthungerhilfe en 2006¹. Depuis, ce rapport est publié tous les ans avec des données actualisées. Jusqu'à présent, le GHI comprenait les trois indicateurs non normalisés ci-dessous, pondérés de façon égale :

1. la proportion de la population sous-alimentée ;
2. la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile chez les enfants de moins de 5 ans ;
3. le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Cette année, afin de refléter le débat actuel en matière de mesure de la nutrition et les pratiques usuelles dans la conception des indices, la formule a été révisée en remplaçant l'insuffisance pondérale infantile par l'émaciation et le retard de croissance infantiles, ainsi qu'en normalisant les différents indicateurs (Wiesmann et al. 2015). Ces modifications s'expliquent de la manière suivante.

La prévalence de l'insuffisance pondérale infantile chez les enfants de moins de 5 ans a longtemps été l'indicateur de référence pour la sous-alimentation infantile. Toutefois, l'efficacité du suivi de la sous-alimentation infantile - telle que reflétée par l'insuffisance pondérale - a été remise en question ces dernières années. Cela est en partie dû au fait qu'un enfant peut avoir un poids normal, voire de l'embonpoint, par rapport à son âge tout en souffrant d'émaciation (Martorell 2008). Dans ce type de scénario, la simple mesure de l'insuffisance pondérale donnerait l'impression erronée que l'enfant est bien nourri, n'arrivant pas à prendre en compte l'émaciation dont souffre l'enfant,

conséquence d'une sous-alimentation chronique. Pour palier cette lacune et nuancer davantage le GHI, l'insuffisance pondérale infantile a été remplacée par l'émaciation et le retard de croissance infantiles. Les autres indicateurs qui composent le GHI – la sous-alimentation et la mortalité infantile - sont restés inchangés. Dans les éditions précédentes de ce rapport, les indicateurs pris en compte dans le calcul du GHI n'étaient pas normalisés. Néanmoins, les valeurs de la sous-alimentation et du retard de croissance infantile sont généralement plus élevées que celles de la mortalité et de l'émaciation infantiles, et varient plus fortement en fonction des pays. Cette nuance est très importante ; en effet, imaginons un pays qui a toujours eu un taux de mortalité infantile de 10% et une prévalence de la sous-alimentation de 50%. Si la mortalité infantile recule de 5% et la prévalence de la sous-alimentation descend à 45%, nous constaterions une baisse absolue de 5 points de pourcentage pour chacun des indicateurs. Avec l'ancien mode de calcul du GHI, ces deux changements auraient eu le même impact sur le score GHI. Cependant, puisque l'indicateur de la sous-alimentation atteint souvent des niveaux plus élevés et est sujet à des fluctuations plus importantes que celui de la mortalité infantile, la réduction de 5 points de pourcentage du taux de mortalité infantile est en réalité beaucoup plus significative.

En utilisant des valeurs normalisées pour le score GHI global, la nouvelle formule permet de donner plus de poids à la baisse de 5 points de pourcentage de la mortalité infantile qu'à celle de la prévalence de la sous-alimentation. Ainsi, grâce à la normalisation des quatre indicateurs, il est possible d'équilibrer leurs effets chaque année et dans le temps.

¹ Concern Worldwide a rejoint le partenariat en 2007.

cependant cela implique aussi que les scores GHI calculés les années précédentes ne sont pas directement comparables entre eux. Le rapport de cette année présente les scores GHI 2015 ainsi que celles de quatre périodes de référence —1990, 1995, 2000 et 2005. Tous les scores ont été calculés à l'aide de la formule révisée afin de pouvoir comparer les niveaux de faim dans le temps.

Les scores GHI de 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015 présentés dans ce rapport reflètent les dernières données révisées disponibles pour les quatre indicateurs du GHI⁶. En l'absence de données originales pour l'un des indicateurs du GHI, des estimations ont été réalisées à partir des dernières données connues (voir Annexe A pour des informations détaillées sur les sources des données et les modes de calcul des scores GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015).

Les quatre indicateurs utilisés pour calculer les scores GHI contenus dans ce rapport se basent sur les données tirées des sources suivantes :

1. **Sous-alimentation** : des données actualisées de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées pour les scores GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015. Les données et les projections pour l'indicateur sous-alimentation du GHI 2015 couvrent la période 2014–2016 (FAO, 2015 ; estimations des auteurs).

⁶ Pour les calculs antérieurs du GHI, voir von Grebmer et al. (2014, 2013, 2012, 2011, 2010, 2009, 2008), IFPRI/Welthungerhilfe/Concern (2007), Wiesmann (2006a, b) et Wiesmann, Weingärtner et Schöniger (2006).

2. Émaciation et retard de croissance infantiles : les indicateurs pour la sous-alimentation infantile (émaciation et retard de croissance infantiles) des scores GHI de ce rapport ont été calculés à partir de la base de données commune du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale, des dernières actualisations de la base de données sur la croissance et la malnutrition de l'enfant de l'OMS, des derniers résultats des enquêtes démographiques et sanitaires (DHS) et des enquêtes en grappes à indicateurs multiples ainsi que des tableaux statistiques de l'UNICEF et des résultats de la dernière enquête nationale en Inde effectuée par UNICEF Inde⁷. Les données sur l'émaciation et le retard de croissance infantiles du GHI 2015 sont celles de la dernière année de la période 2010–2014 (UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ; UNICEF, 2015 ; UNICEF, 2013 ; UNICEF, 2009 ; MEASURE DHS 2015, Inde, Ministère de la promotion de la femme et de l'enfant et UNICEF 2014 ; estimations des auteurs).

3. Mortalité infantile : des données actualisées provenant du Groupe inter-institutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (IGME) ont été utilisées pour les scores GHI 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015. Pour le GHI 2015, les données sur la mortalité infantile correspondent à celles de l'année 2013 (IGME, 2014).

Bien qu'il existe une multitude d'outils techniques permettant la collecte et le traitement quasi instantané des données, des délais importants persistent encore dans la transmission de statistiques vitales concernant la faim et la sous-alimentation. Malgré certaines améliorations récentes et la disponibilité d'estimations de la sous-alimentation jusqu'en 2016, le besoin de données approfondies par pays, plus actualisées et fiables, demeure urgent. De nouvelles améliorations dans la collecte de données de qualité sur la faim permettront d'obtenir une analyse plus fine et actualisée de la situation de la faim dans le monde et, à partir de là, de mieux cibler nos efforts en vue d'éradiquer la faim.

⁷ Les données concernant les taux d'émaciation et de retard de croissance infantiles les plus récents en Inde sont provisoires.



Deux enfants syriennes d'origine kurde apportent du pain à leur famille dans le camp de réfugiés de Domiz géré par le Haut Commissariat aux Réfugiés au Kurdistan irakien, à environ 60 kilomètres de la frontière entre la Syrie et l'Irak.

TENDANCES MONDIALES, REGIONALES ET NATIONALES

Des progrès significatifs ont été réalisés dans la lutte contre la faim depuis l'année 2000¹. Cette année là, le score GHI pour les pays en développement pris dans leur ensemble était de 29,9. En 2015, ce score s'élève à 21,7, soit une baisse de 27% (Graphique 2.1)². Afin de contextualiser ces données, il est utile de noter que plus le score GHI est important, plus le niveau de la faim est élevé, comme le présente l'échelle de sévérité. Les scores compris entre 20 et 34,9 sont considérés comme « graves ». Ainsi, bien que le score GHI des années 2000 et 2015 des pays en développement – également appelé GHI mondial – se situent tous les deux dans la catégorie « grave », le premier se rapprochait davantage de la catégorie « alarmante » tandis que le second est plus proche de la catégorie « modérée ». Comme indiqué dans le chapitre 1, tous les calculs des indices GHI de ce rapport, y compris ceux des années de référence 1990, 1995, 2000 et 2005 ont été réalisés à l'aide de la formule révisée. L'échelle de sévérité a été ajustée afin de refléter ce changement.

Malgré la diminution du niveau de la faim, telle que reflétée par le GHI mondial 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde atteint encore des niveaux excessivement élevés et inacceptables. Selon les projections de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), environ 795 millions de personnes à travers le monde — soit une personne sur neuf — sont considérées comme étant chroniquement sous-alimentées en 2014–2016 (FAO, FIDA et PAM, 2015). En 2013, 161 millions d'enfants

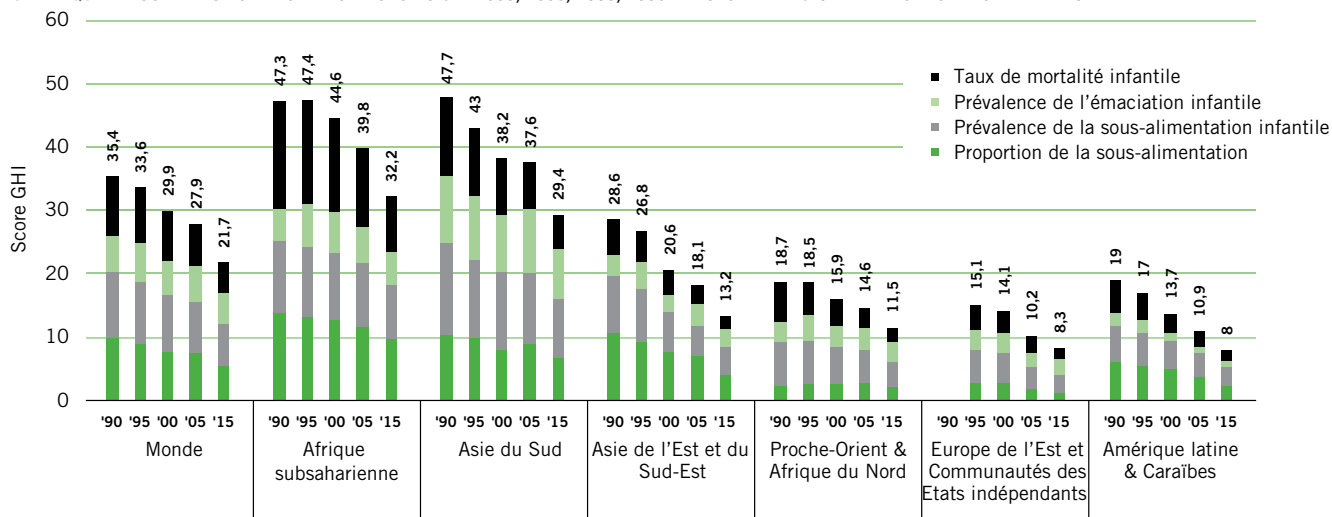
– environ 1 sur 4 – souffraient d'un retard de croissance et 51 millions d'enfants étaient atteints d'émaciation, c'est-à-dire d'un poids insuffisant par rapport à la taille (UNICEF, 2015b). Près de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans sont dus à la malnutrition, responsable de la mort d'environ 3,1 millions d'enfants tous les ans (Black, 2013). Bien que des progrès significatifs aient été réalisés, il suffit de regarder les pays avec des niveaux de faim graves ou alarmants, les écarts disproportionnés des niveaux de faim entre les régions d'un même pays, ou encore le sort des enfants marqués à vie par les séquelles de la malnutrition pour comprendre l'ampleur du travail qu'il reste à accomplir.

Dans les pays en développement, les quatre composantes du GHI (sous-alimentation, retard de croissance, émaciation et mortalité infantiles) ont diminué depuis 2000, mais à des rythmes différents.

¹ Alors que les analyses des rapports GHI précédents étaient centrées sur les comparaisons avec les niveaux de faim de 1990, les analyses du présent rapport se basent sur des comparaisons avec les niveaux de faim de 2000. De nombreux pays ont vu leur GHI fluctuer entre 1990 et 2015, le fait d'effectuer des comparaisons avec les données de 2000 permet donc de refléter les tendances les plus récentes.

² Les agrégats régionaux et mondiaux pour chacune des composantes de l'Indice GHI sont calculés en tant que moyennes pondérées en fonction de la population à partir des valeurs présentées dans l'Annexe B. Des estimations provisoires de la sous-alimentation au Burundi, aux Comores, en République démocratique du Congo, en Érythrée, en Libye, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Somalie et en Syrie ont seulement été utilisées pour le calcul des agrégats régionaux et mondiaux (ces données ne sont pas reportées dans l'Annexe B). Ces estimations sont basées sur des données publiées précédemment et sur des estimations provisoires fournies par la FAO en 2014 à des fins exclusives d'agrégations mondiales et régionales. Les scores régionaux et mondiaux sont calculés à partir des agrégats régionaux et mondiaux pour chacun des indicateurs à l'aide de la formule révisée décrite dans le Chapitre 1.

GRAPHIQUE 2.1 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2015 PAR RÉGION ET DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Note : Voir annexe A pour les données sources. Le score GHI régional pour les pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants n'a pas été calculé car de nombreux pays n'avaient leurs frontières actuelles.

La proportion de la population sous-alimentée est passée de 18,5% à 13,1%, ce qui représente une variation relative de 29%. La prévalence du retard de croissance infantile a connu une variation relative de 25% depuis 2000, passant de 37,5% à 28,2%. La proportion d'enfants souffrant d'émaciation est passée de 9,8% à 8,8%, soit une variation relative de 10%. Enfin, la proportion d'enfants décédant avant l'âge de cinq ans a baissé de 8,2% à 4,9%, affichant une variation relative de 40%³.

Écarts importants au niveau régional

Les moyennes mondiales masquent des disparités importantes entre régions et pays. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud obtiennent les scores GHI 2015 les plus élevés, soit 32,2 et 29,4 respectivement, et figurent dans la catégorie des niveaux de faim graves. À l'opposé, les scores de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, du Proche-Orient et l'Afrique du Nord, de l'Amérique Latine et Caraïbes ainsi que de l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants oscillent entre 13,2 et 8 points, traduisant des niveaux de faim faibles ou modérés.

En termes absolus, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont les deux régions ayant enregistré les améliorations les plus marquées entre le GHI de 2000 et celui de 2015, avec des réductions de 12,4 et 8,8 points respectivement. L'Asie de l'Est et du Sud-Est a également diminué son score GHI de manière notable, avec une baisse de 7,4 points depuis le GHI 2000. Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique Latine et Caraïbes ainsi que l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants ont enregistré des baisses de leurs scores de 4,4 à 5,8 points, et ce alors qu'ils affichaient déjà les plus bas scores GHI en 2000.

Concernant les variations relatives en pourcentage par rapport à 2000, l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants ainsi que l'Amérique Latine et Caraïbes affichent des réductions d'un peu plus de 40%. L'Asie de l'Est et du Sud-Est n'est pas loin derrière, avec une réduction de 36%. L'Afrique subsaharienne et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord sont parvenus à réduire leurs scores GHI de 28%. Depuis 2000, le score GHI de l'Asie du Sud a diminué de 23%. Étant donné que le niveau de faim a stagné en Afrique subsaharienne entre 1990 et 1995, il convient de souligner que son score GHI a diminué à un rythme comparable à celui des autres régions depuis le GHI de 2000.

Le score GHI de l'Asie du Sud a diminué à un rythme modéré entre 1990 et 2000. Les progrès sont restés bloqués entre 2000 et 2005, puis les scores GHI ont connu une nouvelle baisse entre 2005 et 2015. Cette évolution correspond de près à celle des scores GHI de l'Inde, pays qui abrite les trois-quarts de la population de l'Asie du Sud. La réduction de plus de 8 points du score GHI de

l'Asie du Sud depuis 2005 peut être en grande partie attribuée aux succès récemment accomplis par l'Inde dans la lutte contre la sous-alimentation infantile. Selon les dernières données concernant ce pays, l'émaciation infantile est passée de 20% en 2005-2006 à 15% en 2013-2014, et le retard de croissance a diminué de 48% à 39% au cours de la même période (IIPS et Macro International 2007 ; Inde, Ministère de la promotion de la femme et de l'enfant, et UNICEF, 2014)⁴.

Le gouvernement indien a renforcé ses interventions ciblées sur la nutrition au cours de la dernière décennie, à travers (1) un dernier effort pour élargir le système de services intégrés pour le développement de l'enfant, programme qui vise à améliorer la santé, la nutrition et le développement des enfants indiens, et (2) le lancement de la Mission nationale pour la santé rurale, une initiative communautaire visant à renforcer le système public (Avula, 2013). Cependant, les progrès dans la lutte contre la sous-alimentation infantile ont été inégalement répartis selon les États indiens. S'il est difficile de déterminer clairement les facteurs de progrès - ou leur absence -, il semble que la défécation à l'air libre, qui contribue aux maladies et empêche l'absorption des nutriments, est fortement corrélée à la sous-alimentation en Inde. De surcroît, le statut social précaire des femmes indiennes, qui affecte leur santé et leur nutrition, renforce la probabilité que les bébés naissent en sous-poids (Economist, 2015).

L'Afrique subsaharienne détient le score GHI 2015 le plus élevé avec 32,2 points. Globalement, l'Afrique subsaharienne a enregistré une forte croissance économique depuis 2000 (CNUCED, 2014). La région a également profité des avancées dans le secteur de la santé publique, et notamment de la baisse des taux de transmission du VIH/Sida ainsi que de meilleurs traitements, tout comme de la diminution du nombre de cas et de décès de paludisme (AVERT, 2014 ; OMS, 2013). Dans certains pays tels que l'Angola, l'Éthiopie et le Rwanda, les guerres civiles sanglantes des années 1990 et 2000 ont pris fin. Ces pays renouent avec la stabilité politique et les niveaux de faim ont nettement diminué. En revanche, des pays comme la République Centrafricaine et le Tchad - dans lesquels de violents conflits ont récemment eu lieu - connaissent des niveaux de faim en progression, bien que les causes de la famine soient complexes et ne puissent pas être exclusivement attribuées à la guerre. En dépit des améliorations, les niveaux de faim en Afrique subsaharienne, tant sur le plan régional que national, demeurent préoccupants.

³ Les estimations dans ce paragraphe font référence aux pays en développement pour lesquels les données relatives au GHI étaient disponibles. Ces estimations peuvent varier légèrement par rapport à celles concernant les mêmes indicateurs et publiées par d'autres organisations en raison de l'inclusion de pays différents.

⁴ Les données sur les taux de retard de croissance et d'émaciation infantiles en Inde pour la période 2013-2014 sont provisoires et ont été obtenues en 2014 auprès du Ministère indien de la Femme et de l'enfant.

CARTE 2.1 **PROGRÈS DANS LA RÉDUCTION DU SCORE GHI PAR PAYS**

Evolution du GHI en pourcentage de 2015 par rapport au GHI de 2000



Le lien entre l'agriculture et la nutrition est une question qui revêt une importance fondamentale pour l'Afrique subsaharienne. L'agriculture constitue la seule source de revenu de plus des deux tiers de la population de cette région, y compris des 90% des personnes vivant dans la pauvreté extrême (O'Sullivan, 2014). Pourtant, cette région affiche les rendements agricoles les plus bas au niveau mondial. Les solutions adaptées à l'Afrique seront sans aucun doute complexes, en partie du fait de la diversité des situations écologiques et sociales à travers le continent. Les organisations à tous les niveaux doivent continuer de chercher des moyens pour améliorer la productivité agricole, ainsi que la diversité du régime alimentaire et la soutenabilité environnementale afin de bénéficier aux plus vulnérables dans le cadre de leur stratégie de lutte contre la faim.

Les meilleurs et les moins bons résultats par pays

Entre le GHI de 2000 et celui de 2015, 17 pays ont accompli de remarquables progrès, réussissant à réduire leur score GHI de 50% ou plus (Carte 2.1). Soixante-huit pays ont réalisé des progrès considérables, avec des diminutions de leurs scores comprises entre 25% et 49,9%, et 28 pays ont diminué leur score de moins de 25%. En dépit de ces améliorations, 52 pays continuent de souffrir de niveaux de faim « graves » ou « alarmants ».

Parmi les 10 pays ayant obtenu les meilleurs pourcentages de réduction du score GHI entre 2000 et 2015, trois se situent en

Amérique du Sud (le Brésil, le Pérou et le Venezuela), un en Asie (la Mongolie), quatre sont d'anciennes républiques soviétiques (l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, la Lettonie et l'Ukraine), et deux sont d'anciennes républiques yougoslaves (la Bosnie-Herzégovine et la Croatie). Les scores GHI de ces pays ont fortement diminué (avec des baisses comprises entre 53% et 71%) depuis le GHI 2000.

Le Brésil a réduit son score GHI d'environ deux tiers depuis 2000. Ses résultats impressionnants sont partiellement dus au programme gouvernemental « zéro faim », qui comprend notamment *Bolsa Família* — un large dispositif de transferts sociaux sous conditions. *Bolsa Família* a contribué au recul de la mortalité infantile au Brésil, en partie grâce à l'amélioration de la nutrition résultant de la participation requise des familles à des activités de promotion de la santé, dont notamment des séances d'éducation nutritionnelle destinées aux femmes enceintes et allaitantes (Rasella, 2013). Le programme « zéro faim » comprenait également des volets de soutien aux exploitations agricoles familiales en vue d'augmenter la disponibilité des fruits et légumes (Rocha, 2009). Le Brésil a atteint en 2009 l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de moitié de la pauvreté et de la malnutrition, soit bien avant l'échéance de 2015. Toutefois, la mauvaise qualité du régime alimentaire, le surpoids et l'obésité restent des défis à surmonter.

Le Pérou a accompli un exploit notable en diminuant son score GHI de 56% par rapport à 2000. En plus d'être l'une des économies

les plus dynamiques d'Amérique latine (Banque mondiale, 2015b), le pays a récemment été reconnu pour son engagement dans la lutte contre la faim et la sous-alimentation (Gillespie, 2013). Au cours des campagnes présidentielles de 2006 et 2011, l'Initiative contre la Malnutrition Infantile (IMI), un collectif important d'organisations de la société civile, a réussi à faire figurer la lutte contre la sous-alimentation chronique dans les promesses de campagne de tous les candidats, les engageant en cas de victoire à réduire le retard de croissance d'au moins cinq points de pourcentage en cinq ans.

En conséquence, le président Alan Garcia a mis en place un programme multisectoriel ayant contribué à la réduction du retard de croissance infantile d'environ 10 points de pourcentage, soit une baisse de 18% entre 2006 et 2011 (Acosta et Haddad, 2014). Suite à sa prise de fonctions en 2011, et fidèle à sa promesse d'éradiquer la pauvreté, le président Ollanta Humala a lancé le programme « Inclure pour Grandir » et a créé le Ministère du développement et de l'inclusion sociale afin de faciliter la coordination intersectorielle, notamment dans le domaine de la sous-alimentation. Malgré les avancées constatées, les inégalités sont un défi constant : au cours de la dernière décennie, la corrélation entre le niveau de la sous-alimentation infantile et la situation socio-économique des familles a été plus forte au Pérou que dans les 52 autres pays en développement échantillonnés (Bredenkamp, Buisman et Van de Poel, 2014).

La Mongolie a également vu son score GHI 2000 diminuer de 56%. Au cours de la période entre 2000 et 2015, la Mongolie a connu une croissance économique régulière, à l'exception d'une brève récession lors de la crise financière mondiale de 2008. La croissance économique portée par l'exploitation des mines et des carrières, combinée à des programmes d'aides sociales comprenant une stratégie nationale globale de nutrition visant à éliminer la sous-alimentation (UNICEF, 2009), ont coïncidé avec un recul des niveaux de pauvreté et de faim entre 2000 et 2015, ainsi qu'avec la diminution des valeurs de tous les indicateurs pris en compte par le GHI : la sous-alimentation et l'émaciation, le retard de croissance et la mortalité infantiles. Toutefois, la pauvreté et la sous-alimentation persistent dans les régions rurales du pays, touchant particulièrement les petits éleveurs et leurs familles, très vulnérables aux conditions climatiques extrêmes et à la dégradation de l'environnement (Mongolie, 2013).

Bien que la situation de chaque pays soit unique, il est possible de dégager certaines tendances communes aux anciens pays communistes. Pour la plupart des États issus de l'ancienne Union soviétique et de l'Ex-Yougoslavie, la transition entre le communisme et le capitalisme a été difficile et marquée par les récessions des années 1990. Toutefois, dans les années 2000 leur croissance économique a été soutenue jusqu'à l'arrivée de la crise financière mondiale de 2008, qui les a durement frappés. Les anciens pays communistes se sont

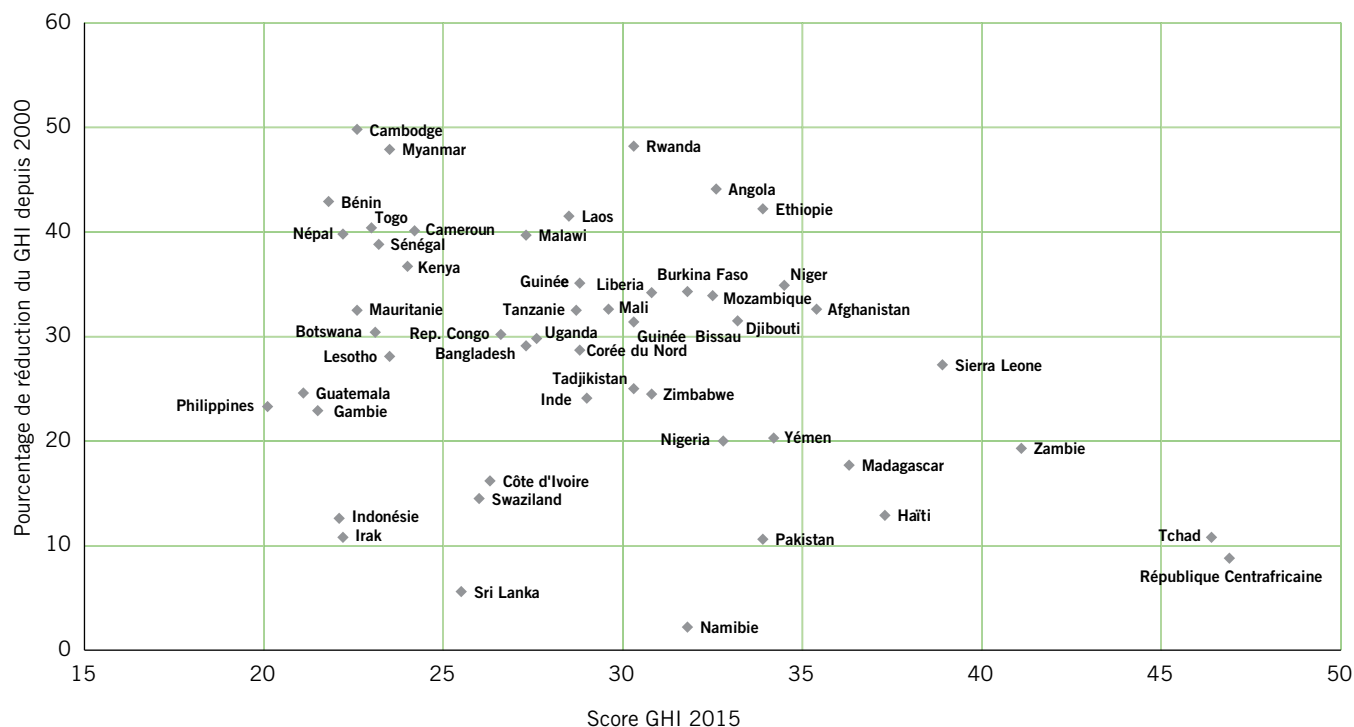
tout juste remis de la récession de 2008 et ont renoué avec une croissance économique modeste, bien que les impacts négatifs de cette crise demeurent encore visibles (Roaf et al. 2014).

Pour chacun de ces pays, le rapport entre la croissance macroéconomique, la pauvreté et les niveaux de faim est différent. À titre d'exemple, ces dernières années, la croissance économique de l'Azerbaïdjan a été portée par les revenus du pétrole. Néanmoins, des programmes gouvernementaux visant à améliorer les salaires, fournir une protection sociale et investir dans le secteur public ont permis de garantir que les retombées économiques bénéficient à l'ensemble de la population (PNUD, 2012). En Ukraine également, la hausse du PIB depuis 2000 s'est accompagnée d'une baisse des niveaux de pauvreté et de faim. Toutefois, d'importantes inégalités continuent de se creuser, rendant encore plus vulnérables à la faim et à la pauvreté des groupes traditionnellement marginalisés, tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées (Ukraine, Ministère de l'Économie, 2010). De plus, les troubles politiques en Ukraine entre 2013 et le début de 2015 ont entraîné des pénuries alimentaires dans le pays (Lambers, 2015 ; PAM, 2015a). Les effets à moyen terme de ces troubles sur les niveaux de faim restent encore à voir.

Depuis 2000, le Rwanda, l'Angola et l'Éthiopie ont enregistré les meilleures réductions de la faim en termes absolus, avec des diminutions des scores GHI comprises entre 25 et 28 points pour chacun d'entre eux. En dépit de ces améliorations, les niveaux de faim demeurent « graves » dans ces pays. En effet, parmi les pays dont les données sont disponibles, le Rwanda, l'Angola et l'Éthiopie détenaient en 2000 les plus mauvais scores GHI (58,5, 58,3 et 58,6 respectivement), ce qui explique pourquoi les niveaux de faim y sont encore élevés d'après les calculs basés sur les dernières données (30,3, 32,6 et 33,9), malgré les progrès notables. Le Rwanda, l'Angola et l'Éthiopie sont encore en train de se relever des séquelles de guerres civiles, et bien qu'il soit impossible d'attribuer directement leurs niveaux de faim aux conflits antérieurs, cet héritage contribue sans aucun doute aux difficultés qu'ils traversent.

Au Rwanda, la pauvreté et la faim ont atteint des sommets suite à une guerre civile meurtrière entre 1990 et 1993 qui a ravagé le pays et a conduit au génocide de 1994. Depuis, le gouvernement rwandais a volontairement mis en place des politiques de promotion d'une croissance économique inclusive. Le pays voit son PIB s'accroître en même temps que diminuent les inégalités, en particulier depuis 2005–2006 (PNUD, 2015). Le taux de mortalité infantile au Rwanda est tombé à 5,2% en 2013 et l'émaciation infantile est descendue à 3% d'après une enquête effectuée en 2011, ce qui semble indiquer que la malnutrition aiguë est sur le point de disparaître. Néanmoins, selon des données de 2010-2011, la prévalence du retard de croissance infantile reste élevée (44,3%).

FIGURE 2.3 EVOLUTION DES PAYS DEPUIS L'AN 2000



Note : Les pays figurant dans ce graphique sont ceux ayant obtenu des scores GHI 2015 égaux ou supérieurs à 20, reflétant des niveaux de faim « graves » ou « alarmants » et dont les données nécessaires au calcul du GHI étaient disponibles. Ainsi, faute de données, certains pays susceptibles d'y figurer en sont absents.

L'Angola est également en train de se remettre d'une guerre civile. Ce pays a souffert une guerre de 27 ans qui s'est terminée en 2002 (Banque mondiale, 2015a). Son PIB a fortement augmenté après la fin de la guerre, grâce notamment à l'accroissement des revenus pétroliers. La prévalence de la sous-alimentation est passée de 63,5% entre 1990 et 1992 à 14,2% entre 2014 et 2016 (FAO, 2015). Toutefois, la mortalité infantile était encore élevée en 2013, à hauteur de 16,7%. Certains affirment que le problème en Angola n'est pas le manque de nourriture mais plutôt sa dépendance à l'égard des aliments ayant une faible valeur nutritive, qui contribuent à la sous-alimentation et à la forte mortalité infantile (McClelland et Soque, 2015).

L'Éthiopie a été le théâtre de guerres civiles multiples et simultanées ainsi que de grandes famines entre 1974 et 1991, dont notamment la pire famine de l'histoire contemporaine entre 1983 et 1985 (Africa Watch, 1991 ; von Braun et Olofinbiyi, 2007). Le problème de la faim y demeure grave, particulièrement pour les femmes et les enfants. Le gouvernement d'Éthiopie a créé de nombreux programmes pour pallier ce problème, mais les sécheresses récurrentes et la forte dépendance de la population vis-à-vis de l'agriculture pluviale

– accablée par des niveaux de productivité très faibles – constitue un enjeu permanent pour la sécurité alimentaire (USAID, 2014).

Le Koweït est le seul pays ayant connu une augmentation de son score GHI entre 2000 et 2015. Toutefois, cette augmentation de 4,2 points à 5 points entre le GHI de 2000 et celui de 2015 reste faible en termes absolus et le niveau de faim du Koweït en 2015 est considéré comme étant bas. Surtout, le fait que le GHI 2015 du Koweït soit égal à 5 constitue une amélioration spectaculaire par rapport aux scores de 1990 et 1995, dates auxquelles il s'élevait respectivement à 24,3 (grave) et 16,1 (modéré). En fait, selon le rapport GHI 2014, les comparaisons des scores GHI 2014 et 1990 ont montré que le Koweït était le grand gagnant en matière de réduction en pourcentage des scores GHI parmi les pays pour lesquels les scores avaient été calculés. Le score anormalement élevé en 1990 est dû à l'invasion du Koweït par l'Irak, qui a précipité la Première guerre du Golfe. L'évolution des niveaux de faim au Koweït doit être évaluée au regard de ce contexte. Huit pays continuent d'afficher un niveau de faim « alarmant ». La plupart d'entre eux se situent en Afrique subsaharienne, les seules exceptions étant l'Afghanistan, Haïti et le Timor-Oriental. Dans le rapport GHI de l'année dernière, basé sur l'ancien mode de calcul du GHI, deux pays ont obtenu des scores

TABLEAU 2.1 INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI), PAR PAYS : GHI 1990, GHI 1995, GHI 2000, GHI 2005 ET GHI 2015

Rang	Pays	1990	1995	2000	2005	2015	Rang	Pays	1990	1995	2000	2005	2015					
1	Koweït	24.3	16.0	<5	<5	5.0	63	Botswana	31.3	34.3	33.2	31.2	23.1					
2	Arabie Saoudite	15.8	14.3	10.4	11.8	5.1	64	Sénégal	36.8	36.9	37.9	28.5	23.2					
2	Turquie	14.5	13.4	10.5	7.6	5.1	65	Lesotho	25.8	28.5	32.7	30.2	23.5					
4	Slovaquie	–	8.2	8.0	7.4	5.2	65	Myanmar	56.3	53.3	45.1	37.4	23.5					
5	Roumanie	9.1	9.6	8.6	6.1	5.3	67	Kenya	34.8	40.0	37.9	36.6	24.0					
6	Tunisie	11.5	14.2	8.9	6.7	5.6	68	Cameroun	39.8	43.7	40.4	34.0	24.2					
7	Uruguay	12.2	9.4	7.6	8.1	5.7	69	Sri Lanka	31.3	29.7	27.0	25.9	25.5					
8	Jordanie	12.8	10.5	9.8	6.5	5.8	70	Swaziland	22.8	25.8	30.4	27.4	26.0					
9	Macédoine	–	11.2	7.9	8.6	5.9	71	Côte d'Ivoire	33.8	32.1	31.4	32.7	26.3					
10	Liban	12.1	9.4	9.0	10.4	6.4	72	République du Congo	38.9	41.1	38.1	33.5	26.6					
11	Fédération de Russie	–	11.7	10.4	7.2	6.6	73	Bangladesh	52.2	50.3	38.5	31.0	27.3					
12	Iran	18.5	16.5	13.7	9.5	6.8	73	Malawi	58.9	55.9	45.3	39.1	27.3					
13	Vénézuéla	16.3	15.3	15.2	13.1	7.0	75	Ouganda	39.8	40.9	39.3	32.2	27.6					
14	Serbie	–	–	–	–	7.1	76	Laos	52.9	51.1	48.7	36.9	28.5					
15	Mexique	16.8	16.9	10.8	8.9	7.3	77	Tanzanie	42.2	45.2	42.5	36.4	28.7					
16	Kazakhstan	–	15.4	10.7	12.3	8.0	78	Guinée	47.8	45.8	44.4	38.0	28.8					
17	Jamaïque	12.5	10.7	8.8	8.2	8.1	78	Corée du Nord	30.1	35.9	40.4	32.4	28.8					
18	Trinidad & Tobago	13.7	14.7	12.3	11.4	8.3	80	Inde	48.1	42.3	38.2	38.5	29.0					
19	Bulgarie	8.1	10.2	9.4	9.2	8.5	81	Mali	51.9	51.3	43.9	38.3	29.6					
19	Géorgie	–	31.8	15.2	10.2	8.5	82	Guinée-Bissau	46.1	42.1	44.2	41.8	30.3					
21	Chine	25.1	23.2	15.9	13.2	8.6	82	Rwanda	53.9	66.3	58.5	44.5	30.3					
22	Algérie	17.1	18.0	14.8	12.2	8.7	82	Tadjikistan	–	40.3	40.4	36.5	30.3					
22	Fidji	12.5	11.2	10.1	9.3	8.7	85	Liberia	54.4	55.2	46.8	41.5	30.8					
24	Colombie	16.7	13.0	11.4	10.7	8.8	85	Zimbabwe	33.3	38.1	40.8	39.2	30.8					
25	Moldavie	–	16.0	15.3	15.7	9.1	87	Burkina Faso	53.0	46.1	48.4	49.6	31.8					
25	Pérou	30.7	25.0	20.9	18.8	9.1	87	Namibie	35.8	37.0	32.5	28.8	31.8					
27	Kirghizistan	–	24.1	20.2	14.3	9.4	89	Mozambique	64.5	63.2	49.2	42.4	32.5					
28	Maroc	18.7	18.8	15.7	17.7	9.5	90	Angola	67.3	66.8	58.3	45.3	32.6					
29	Panama	21.5	18.4	20.1	18.1	9.6	91	Nigeria	47.7	47.1	41.0	35.2	32.8					
30	Azerbaïdjan	–	28.3	27.2	16.7	10.0	92	Djibouti	56.1	56.1	48.5	46.1	33.2					
31	Malaisie	20.4	17.4	15.5	14.6	10.3	93	Ethiopie	71.7	67.3	58.6	48.5	33.9					
32	Suriname	18.5	16.5	16.5	13.1	10.4	93	Pakistan	43.6	40.9	37.9	38.3	33.9					
33	Paraguay	17.2	15.8	13.5	12.0	10.5	95	Yémen	44.4	44.4	42.9	42.1	34.2					
34	Rép. Dominicaine	26.3	20.3	19.4	18.1	10.8	96	Niger	64.7	62.7	53.0	42.8	34.5					
35	Salvador	22.4	18.6	16.8	13.1	11.1	97	Afghanistan	47.4	55.9	52.5	44.9	35.4					
36	Arménie	–	21.8	17.4	14.1	11.2	98	Madagascar	44.8	45.1	44.1	44.4	36.3					
37	Thaïlande	28.4	22.3	17.6	13.6	11.9	99	Haïti	52.1	52.1	42.8	45.4	37.3					
38	Afrique du Sud	18.7	16.5	18.6	21.0	12.4	100	Sierra Leone	58.8	56.0	53.5	52.4	38.9					
39	Gabon	23.2	20.8	18.5	16.2	12.5	101	Timor-Oriental	–	–	–	42.7	40.7					
40	Ile Maurice	18.2	17.0	16.1	15.2	12.9	102	Zambie	47.0	49.0	50.9	46.7	41.1					
40	Turkménistan	–	24.5	22.2	17.5	12.9	103	Tchad	65.0	60.6	52.0	53.1	46.4					
42	Albanie	21.4	19.1	21.1	17.1	13.2	104	République Centrafricaine	51.9	51.0	51.4	51.0	46.9					
43	Ouzbékistan	–	23.7	21.9	18.5	13.3	PAYS AVEC UN SCORE GHI 2015 INFÉRIEUR À 5											
44	Honduras	26.5	24.7	20.4	17.8	13.4							Pays	'90	'95	'00	'05	'15
45	Egypte	20.5	18.9	15.1	13.1	13.5							Argentine	7.7	7.2	5.3	5.0	<5
46	Nicaragua	38.3	32.2	25.6	17.8	13.6							Estonie	–	10.0	6.8	5.6	<5
47	Equateur	23.8	19.7	20.2	19.0	14.0							Biélorussie	–	<5	<5	<5	<5
48	Guyane	25.4	22.7	19.0	17.3	14.4							Bosnie-Herzégovine	–	10.8	9.6	6.8	<5
49	Mongolie	32.0	39.3	33.1	27.0	14.7							Brésil	18.2	15.0	12.0	6.7	<5
49	Vietnam	44.6	38.8	30.3	24.6	14.7							Chili	6.8	<5	<5	<5	<5
51	Ghana	45.7	36.8	29.9	23.3	15.5							Costa Rica	7.5	7.0	6.1	5.7	<5
52	Bolivie	38.9	35.1	30.5	27.2	16.9							Croatie	–	8.6	6.1	<5	<5
53	Philippines	30.7	28.9	26.2	22.1	20.1	Cuba	8.0	13.5	6.1	<5	<5						
54	Guatemala	28.8	27.8	28.0	23.9	21.1	– = Données non disponibles ou non présentées. Certains pays, comme les pays post-soviétiques avant 1991, n'avaient pas les frontières actuelles de l'année choisie ou de la période de référence.											
55	Gambie	36.4	35.4	27.9	26.3	21.5	Note : Classement effectué selon les scores du GHI 2015. Les pays affichant un score GHI 2015 inférieur à 5 n'ont pas été inclus dans ce classement, les différences entre les scores étant minimales. Les pays ayant des scores identiques occupent le même rang (à titre d'exemple, la Bulgarie et la Géorgie sont au même rang 19). Les pays suivants n'ont pu être inclus faute de données : Bahreïn, Bhoutan, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Erythrée, Libye, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Syrie.											
56	Benin	46.1	42.6	38.2	33.3	21.8												
57	Indonésie	34.8	32.5	25.3	26.5	22.1												
58	Irak	17.4	24.3	24.9	23.6	22.2												
58	Népal	44.5	40.3	36.9	31.6	22.2												
60	Cambodge	46.9	45.2	45.0	29.8	22.6												
60	Mauritanie	40.0	36.6	33.5	29.6	22.6												
62	Togo	42.5	44.1	38.6	36.4	23.0												

GHI 2014 « extrêmement alarmants » : le Burundi et l'Érythrée. Leurs scores GHI 2015 n'ont pas pu être calculés en raison de l'absence de données sur la sous-alimentation ; il est pourtant très probable qu'ils figurent encore parmi les principaux foyers de faim dans le monde. Si les données nécessaires au calcul de leur GHI étaient disponibles, la République démocratique du Congo et la Somalie seraient probablement eux aussi dans la catégorie « extrêmement alarmant ».

D'après les scores GHI 2015 aucun pays ne figure dans la catégorie de faim « extrêmement alarmant » (scores GHI égaux ou supérieurs à 50 points). Néanmoins, plusieurs pays ont franchi ce seuil au cours des années de référence 1990, 1995, 2000 et 2005. Parmi les pays ayant connu des niveaux de faim « extrêmement alarmants » en l'an 2000 figurent l'Afghanistan, le Niger et la Sierra Leone, pour ne citer qu'eux. Le fait qu'autant de pays obtiennent des scores GHI moins importants qu'auparavant témoigne de l'ampleur des avancées réalisées.

La situation en République Centrafricaine, au Tchad et en Zambie est extrêmement préoccupante. Ces pays détiennent les scores GHI 2015 les plus élevés et la réduction en pourcentage de leurs niveaux de faim depuis 2000 est très faible (Carte 2.2). La République Centrafricaine est minée par l'instabilité, les dictatures et les coups d'Etat à répétition depuis son indépendance de la France en 1960. Plus récemment, début 2013, les combats entre différentes factions ont fait de nombreuses victimes et provoqué le déplacement interne d'environ 20% de la population (Arieff, 2014).

L'instabilité sévit également au Tchad depuis plusieurs décennies, en partie en raison des conflits avec les pays voisins et l'afflux de réfugiés, notamment en provenance du Soudan et de la République Centrafricaine (IDMC, 2014). En revanche, ces dernières années, la Zambie a bénéficié d'un climat relativement pacifique et démocratique. Malgré cela, elle reste un pays extrêmement pauvre dont l'économie est largement tributaire de l'exploitation minière du cuivre, ce qui en fait l'un des meilleurs exemples pour illustrer le phénomène désigné par « la malédiction des ressources » dans le débat scientifique (Boos et Holm-Müller, 2015). Selon cette théorie de la malédiction des ressources, les pays possédant d'abondantes ressources naturelles sont accablés par un faible taux de croissance (Sachs et Warner, 2001), des inégalités sociales et la pauvreté (Humphreys, Sachs et Stiglitz, 2007).

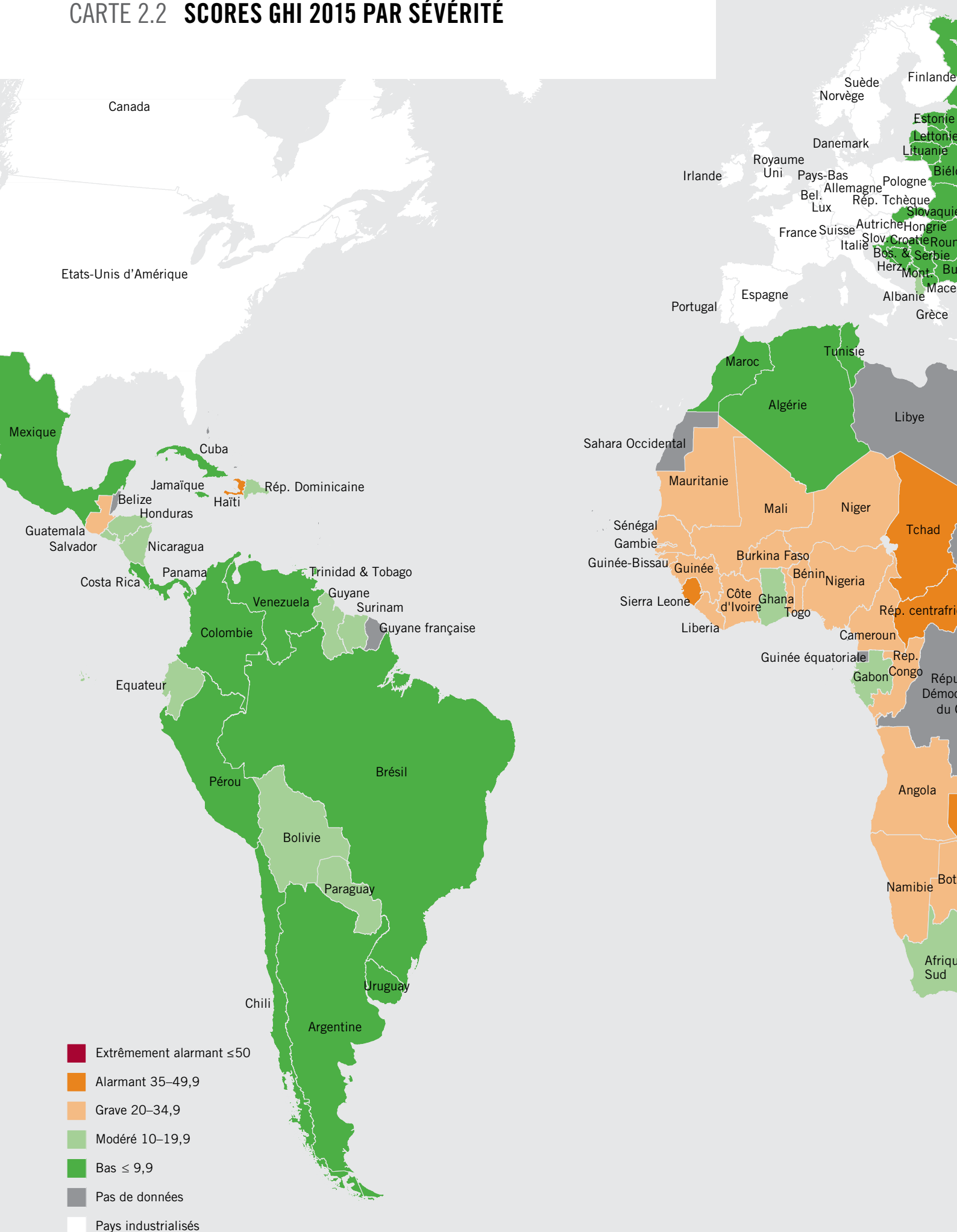
En termes de composantes du GHI, Haïti, suivi de la Zambie et de la République Centrafricaine affichent la plus forte proportion de personnes sous-alimentées – entre 48 et 53% de la population. Le Timor-Oriental, le Burundi et l'Érythrée ont la plus forte prévalence d'enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), s'élevant à plus de 50% dans chaque

pays. Le Soudan du Sud, Djibouti et le Sri Lanka présentent la plus forte prévalence d'émaciation chez les moins de 5 ans, comprise entre 21 et 23%. L'Angola, le Sierra Leone et le Tchad affichent les plus forts taux de mortalité infantile, qui varient de 15 à 17%.

Le rapport de cette année n'inclut pas les scores GHI de plusieurs pays ayant obtenu des scores GHI 2014 très élevés (« alarmant » ou « extrêmement alarmant ») : Burundi, Comores, Érythrée, Soudan du Sud et Soudan, en raison de l'absence de données actualisées. En outre, faute de données, il n'a pas été possible de calculer le score de la République démocratique du Congo depuis le rapport de 2011 ; ce pays avait alors obtenu le score GHI national le plus élevé. Les scores GHI n'ont jamais été calculés pour la Somalie à cause des contraintes liées aux données ; toutefois, ce pays est considéré par le Programme alimentaire mondial comme l'un des plus touchés par l'insécurité alimentaire au monde (PAM, 2015b). Bien que l'absence de données masque leurs niveaux de faim, l'insécurité alimentaire régnant dans ces pays reste très préoccupante et ne doit pas être oubliée.

⁵ Dans le rapport GHI 2014, les scores du Soudan du Sud et du Soudan ont été calculés conjointement et affectés à l'ancien Soudan. Dans la présente édition, les GHI 2015 du Soudan et du Soudan du Sud ont été présentés séparément puisque les organisations fournissant les données sur les différents indicateurs qui composent le GHI les publient en tant que pays distincts.

CARTE 2.2 SCORES GHI 2015 PAR SÉVÉRITÉ





Personnel du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge libyen déchargeant de l'aide alimentaire et d'autres biens pour les populations déplacées à Swah en Libye. La guerre civile en cours ainsi que les affrontements entre milices rivales ont forcé plus de 500 000 personnes à fuir leur foyer.

CONFLITS ARMÉS ET LE DÉFI DE LA FAIM : UNE ISSUE EST-ELLE ENVISAGEABLE ?

Par Alex de Waal

La guerre et la famine, tels deux redoutables cavaliers, ont souvent chevauché côte à côte. Les conflits armés perturbent les systèmes alimentaires, détruisent les moyens de subsistance, déplacent des populations et terrorisent celles qui ne fuient pas, qui restent inquiètes et incertaines quant à leur sécurité alimentaire.

La plupart des reportages journalistiques et des articles universitaires portant sur les conflits et la faim sont pessimistes, présument ceux-ci comme des parties inhérentes à la condition humaine. Cependant, l'analyse des tendances actuelles permet d'être optimiste et d'espérer pouvoir potentiellement mettre fin à la faim et aux famines causées par la guerre à l'horizon 2030. Ce chapitre passe en revue ces tendances, identifie les populations vulnérables et explore la relation complexe entre les conflits et la faim, soulignant les mesures à prendre dans le but d'éradiquer définitivement les famines.

Victimes invisibles

De nos jours, les conflits armés sont la principale cause des situations de famine ou de malnutrition aiguë dans le monde. Selon la meilleure estimation disponible, le nombre de personnes touchées par un conflit s'élève à 172 millions (CRED, 2013). Même si les réfugiés sont plus visibles, 87% des personnes affectées par les conflits sont en réalité celles qui ne fuient pas et dont le sort est bien souvent pire que celui des déplacés (CRED, 2013). Hors de portée des agences d'aide humanitaire, ces populations souffrent en silence.

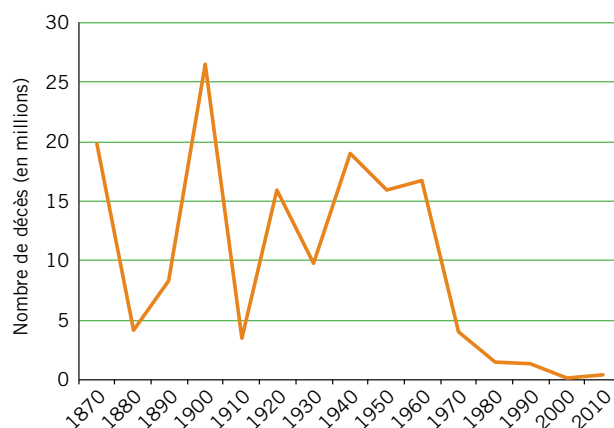
Les victimes de violences dans des pays officiellement en paix constituent un groupe encore plus large et moins visible de personnes souffrant de la faim. Il s'agit de victimes de crimes violents, de violences perpétrées par des gangs ou par des organes étatiques, ou encore de violences conjugales ; ensemble, elles représentent la majorité des actes de violences commis dans le monde (Déclaration de Genève, 2011). A l'échelle mondiale entre 2004 et 2009, sur les 780 000 personnes décédées chaque année suite à des violences et à leurs effets immédiats, 66% ont été tuées dans des contextes hors conflit (principalement au cours d'actes criminels), 27% sont mortes de faim et de maladies causées par les conflits, et seulement 7% sont mortes directement à cause de la guerre. Parmi les 14 pays présentant des taux annuels de morts violentes supérieurs à 30 pour 100 000, seulement six étaient engagés dans une guerre. Les huit pays restants – avec le Salvador en tête de liste – connaissent tous des taux élevés de criminalité violente. Les répercussions de toutes ces formes de violence sur le développement sont graves et profondes et les victimes sont plus pauvres, plus vulnérables et plus affamées que d'autres (Banque mondiale, 2011).

Les rescapés de guerre constituent un autre groupe de personnes peu reconnu pour leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Les séquelles de la violence peuvent persister pendant des années, sous forme de traumatismes psychologiques pour les rescapés et leurs proches, au détriment de leur bien-être le plus basique. Des études récemment réalisées en Ouganda sur les séquelles à long terme des blessures et des traumatismes liés à la guerre montrent que les foyers affectés souffrent davantage de la faim ou de maladies et sont plus pauvres que d'autres (Mazurana et al. 2014). Répondre aux besoins des survivants représente un défi considérable et trop souvent négligé en termes de politique sociale et alimentaire.

La fin des famines calamiteuses

Bien qu'il reste encore des progrès à faire pour répondre de manière appropriée aux besoins spécifiques de ces groupes invisibles, de nombreuses avancées ont été réalisées. Mais, à force de nous focaliser sur les problématiques actuelles, nous perdons de vue les immenses changements survenus sur le long terme. A titre d'exemple, le déclin historique de tous les types de violence (Pinker, 2012) et la diminution de la fréquence et de la létalité des conflits armés.

GRAPHIQUE 3.1 BILAN MONDIAL DES VICTIMES DES GRANDES FAMINES, 1870-2010



Note : Chaque grande famine a fait plus de 100 000 victimes.
Source : World Peace Foundation (2015).

Note : Les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'IFPRI, de Welthungerhilfe, de Concern Worldwide ou d'ACTED.

(Rapport sur la sécurité humaine, 2013) sont souvent éclipsés par les crises du moment.

Il en va de même pour les famines. En effet, il est bien trop facile de passer à côté d'un exploit sans précédent - et pourtant méconnu - de ces cinquante dernières années : la quasi-éradication des famines calamiteuses, c'est-à-dire celles causant plus d'un million de décès (Graphique 3.1).

Jusqu'au milieu du 20^e siècle, le fléau de la famine a ravagé le monde en tuant des millions de personnes durant chaque décennie. Entre 1870 et 2014, 106 épisodes de famine généralisée ont fait chacun au moins 100 000 victimes mortelles (Mallory, 1926 ; Newman, 1990 ; Devereux, 2000 ; Dyson et Ó Gráda, 2002). Les famines sont classées selon leur gravité (Howe et Devereux, 2004), et celles causant plus de 100 000 décès sont appelées « grandes famines ».

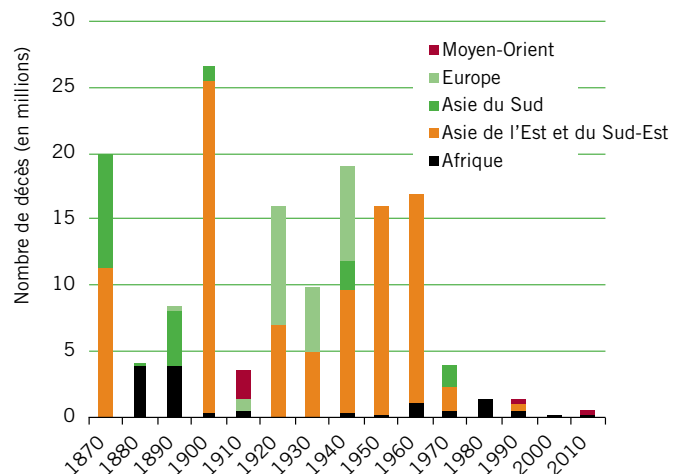
L'évolution des tendances est frappante (Graphiques 3.1 et 3.2). Au cours du 20^e siècle, le bilan des victimes des grandes famines a évolué en dents de scie, passant du plus haut niveau avec 27 millions entre 1900 et 1909, à plus de 15 millions au cours de chacune des décennies 1920, 1940, 1950 et 1960, pour descendre à 1,4 million durant les années 1990. Pour le 21^e siècle, le bilan est, à ce jour, de 600 000 morts.

En analysant les événements historiques qui sous-tendent ces graphiques, nous voyons des famines associées à l'impérialisme entre les années 1870 et la Première Guerre mondiale (Hobsbawm, 1989). Ces famines se sont soldées par des millions de morts en Asie du Sud, en Chine et en Afrique, un peu moins au Brésil. Les causes : la sécheresse et le chaos provoqués par la conquête impériale et la prédation, avec des pratiques telles que le démantèlement des systèmes locaux de production et le travail forcé sur les plantations de coton ou de caoutchouc destinés à l'exportation. La fin de cette période d'expansion colonialiste impitoyable a mis un terme à ces famines, aussi connues sous le terme d'« Holocaustes de la fin de l'époque victorienne » (Davis, 2002).

Pendant la période dénommée l'« Âge des Extrêmes », par l'historien Eric Hobsbawm (1996), soit entre la Première Guerre mondiale et la fin de la Guerre Froide, les systèmes totalitaires – militarisme allemand et japonais, stalinisme et maoïsme – furent à l'origine de grandes famines. Au cours de cette période, la privation de nourriture était utilisée systématiquement comme arme de guerre.

La collectivisation forcée en Ukraine et dans le sud de la Russie entre 1932 et 1933 — campagne probablement génocidaire connue par les ukrainiens sous le nom de « Holodomor » — constitue peut-être l'exemple le plus consternant de politique d'affamement menée par un Etat (Conquest, 1987). Si le plan nazi visant à affamer entre 20 et 30 millions de Biélorusses, Polonais et Ukrainiens avait été pleinement déployé, le bilan aurait été encore plus désastreux

GRAPHIQUE 3.2 BILAN MONDIAL DES VICTIMES DES GRANDES FAMINES 1870-2010, PAR CONTINENT



Note : Chaque grande famine a fait plus de 100 000 victimes.
Source : World Peace Foundation (2015).

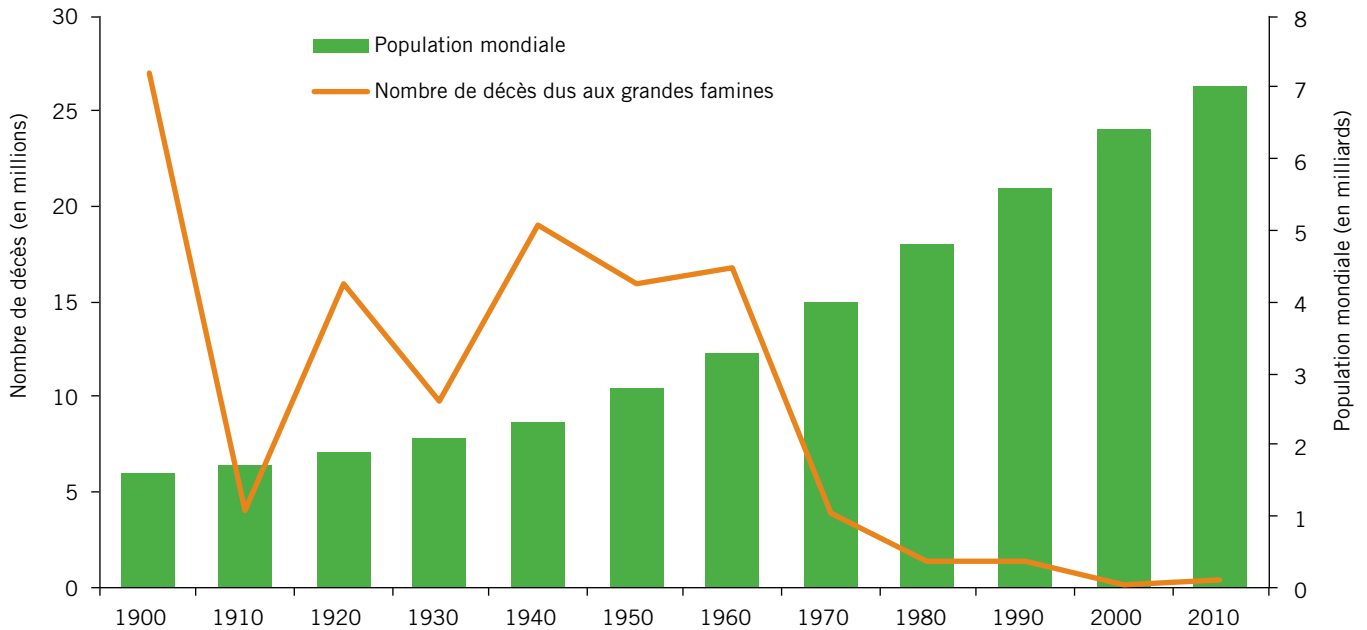
(Lowe, 2012). Entre 1936 et 1945, les famines liées aux guerres asiatiques ont décimé les populations du Bengale, de la Chine, d'Indonésie et du Vietnam.

Après la Seconde Guerre mondiale, les politiques communistes ont provoqué d'atroces famines. Trente millions de personnes sont décédées lors de la famine chinoise de 1958 à 1962, conséquence du Grand Bond en Avant orchestré par Mao Zedong (Becker, 1996). 1,5 million de Cambodgiens sont morts de faim sous les Khmers rouges dans les années 1970 (Kiernan, 2008). La fin des régimes « faminogéniques » à l'instar des gouvernements totalitaires et des guerres d'extermination a mis un terme à ces terribles famines (Marcus, 2003). Les dernières grandes famines communistes ont eu lieu en Éthiopie entre 1983 et 1985, période où la collectivisation et la faim comme arme de guerre se sont ajoutées à la sécheresse, faisant plus d'un million de morts (de Waal, 1997), ainsi qu'en Corée du Nord lors de la crise alimentaire de 1996 à 1997 qui a fait entre 500 000 et 600 000 victimes (Goodkind et al. 2011).

Au 20^e siècle, la majorité des décès dus à la faim se sont produits en Europe et en Asie (Graphique 3.2). Seules deux famines africaines au cours des 100 dernières années – au Biafra et en Éthiopie – ont tué plus d'un million de personnes chacune. La menace de la famine ne plane désormais plus sur l'Europe et l'Asie, d'où elle a pratiquement disparu.

Enfin, le recul des famines (Graphique 3.3) contraste avec l'augmentation de la population mondiale, passée de 1,7 milliard en

GRAPHIQUE 3.3 CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE MONDIALE ET BILAN DES VICTIMES DES GRANDES FAMINIES, 1900-2015



Note : Chaque grande famine a fait plus de 100 000 victimes.
 Source : World Peace Foundation (2015).

1900 à 7,3 milliards aujourd’hui. Cette évolution réfute le pessimisme du pasteur Thomas Malthus, clerc érudit du 19^e siècle, qui craignait que la progression démographique soit plus rapide que l’augmentation des ressources alimentaires. Cela fait plus de deux siècles qu’il a écrit qu’une « famine gigantesque et inévitable traquerait l’essor démographique et pourrait d’un seul coup faire redescendre le niveau de la population en dessous des ressources disponibles » (Malthus, 1798, 140). En fait, c’est exactement l’inverse qui est en train de se produire.

Evolutions positives

La fin de la Guerre Froide, l’adoption des règles internationales sur les droits de l’Homme ainsi que la progression de la mondialisation sont parmi les facteurs clés qui ont permis d’éliminer les famines pour la première fois de l’Histoire. Les gouvernements ne détiennent plus le privilège grotesque d’affamer leur peuple en disant au reste du monde de s’occuper de leurs affaires. La prospérité et l’interconnectivité mondiales sans précédent, la légitimité de l’inquiétude de la communauté internationale face aux violations domestiques, ainsi qu’un échange accru d’informations ont pour effet de diminuer le nombre de personnes susceptibles de mourir de faim dans le plus grand anonymat en raison de l’ignorance de leur dirigeants ou de celle de la communauté internationale.

L’espoir de venir à bout des famines s’appuie principalement sur le cas de la Chine. Ce pays, autrefois une « terre de famine » (Mallory, 1926), avec plus de 80 millions de décès liés à la faim entre 1870 et 1970, soit plus de la moitié des 149 millions de ces décès recensés dans le monde entier (World Peace Foundation, 2015), ne souffre plus depuis un demi siècle.

La plupart des tendances sont positives. En 2013, le Centre de recherche sur l’épidémiologie des catastrophes (CRED) a communiqué des « nouvelles encourageantes relatives au recul des taux de décès, précisant que les périodes de stabilisation ainsi que les actions humanitaires avaient pu sauver des vies » (CRED, 2013, 23–24).

Signaux d’alarme

Cependant, selon le « Rapport sur les personnes touchées par les conflits » publié par le CRED, la courbe de la malnutrition n’a pas évolué aussi favorablement, avec des niveaux mondiaux de malnutrition aiguë (émaciation ou œdème nutritionnel) en hausse depuis 2008. Cette augmentation récente coïncide avec une autre tendance préoccupante : la stagnation de la baisse du nombre de conflits (Apps, 2015 ; PS21, 2015). D’après le groupe de réflexion *Project for the Study of the 21st Century* (Projet pour l’étude du 21^e siècle), le nombre de conflits et de décès liés aux conflits a connu en 2006 le niveau le plus bas de son histoire, avec des valeurs qui

restent toutefois bien inférieures aux moyennes observées sur le long terme.

Entre 2013 et 2014, les 20 pays les plus touchés par les conflits ont enregistré une augmentation de 28,7% du nombre de morts violentes, soit de 127 134 à 163 562 morts. La Syrie est de loin le pays le plus affecté, avec plus de 70 000 décès pour cette seule période. Au regard des moyennes historiques, ces chiffres demeurent bas mais nous rappellent qu'il reste encore beaucoup à faire pour gagner la bataille contre la guerre et la faim.

Nouveaux conflits, nouvelles famines

Les famines d'aujourd'hui sont des « urgences humanitaires complexes », provoquées principalement par des conflits armés et exacerbées par des catastrophes naturelles ou des politiques internationales (Keen, 2008). Ces « guerres d'un nouveau genre » (Kaldor, 1999) voient s'affronter non seulement des armées régulières et des insurgés, mais également des paramilitaires, des milices ethniques, des gangs criminels, des mercenaires et des coalitions internationales. La plupart de ces guerres nouvelles sont des guerres civiles, qui se propagent de plus en plus aux pays frontaliers, perturbant les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance, poussant les gens à fuir. Elles ont tendance à être moins meurtrières que les guerres conventionnelles, tant en termes de violence que de famine (Rapport sur la sécurité humaine, 2013). Mais ces guerres sont souvent interminables, et présentent des schémas de violence erratiques et imprévisibles dont personne ne semble être à l'abri. Auparavant, les gouvernements et les groupes rebelles autorisaient ou bloquaient l'accès aux humanitaires. Lorsqu'elle était autorisée, l'aide humanitaire se faisait sous le contrôle de ces groupes qui garantissaient la sécurité des travailleurs humanitaires. Aujourd'hui, ces derniers mettent davantage leur vie en péril, s'aventurant dans des micro-terrains de guerre encore plus dangereux, village par village. Dans ces conditions, acheminer l'aide alimentaire aux personnes dans le besoin exige des compétences exceptionnelles et ces situations à hauts risques peuvent donner lieu à l'émergence de « famines d'un nouveau genre » (Devereux, 2007). Les exemples ci-dessous illustrent la manière dont ces famines se déclenchent :

- **Soudan** Entre 2003 et 2004, le conflit armé entre les militaires soudanais et plusieurs groupes rebelles au Darfour s'est soldé par la mort d'environ 200 000 civils due à la faim, les maladies et les déplacements (General Accountability Office, 2006). Une situation extrême s'est produite dans le petit village de Keilal en avril 2004, où une équipe des Nations Unies a constaté des taux de décès 40 fois supérieurs au seuil standard pour déclarer l'état d'urgence. Cet épisode est resté isolé

et dès lors que l'ONU a donné l'alerte, le commandant local a levé le siège et l'aide alimentaire a pu être distribuée.

- **SOMALIE** La famine en Somalie de 2011 à 2012, avec un bilan d'environ 250 000 morts, est à ce jour la pire du siècle (Maxwell et Majid, 2015). Elle est le résultat d'une urgence complexe où se mêlent la sécheresse, la crise économique et la guerre. La situation politique a rendu la sécurité alimentaire encore plus complexe. Les agences humanitaires ont dû non seulement composer avec des restrictions en matière d'accès, de risques de kidnapping et de violence, mais également avec les législations anti-terrorisme américaines qui leur interdisaient d'opérer dans les zones contrôlées par les insurgés. L'ONU n'a donné l'alarme qu'une fois la situation de famine déjà largement répandue. Entre 2014 et 2015, des facteurs similaires ont engendré des situations de faim aiguë dans les parties de Syrie et d'Irak contrôlées par l'Etat islamique, et de famine chez la minorité Yezidi.
- **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** Depuis 1996, les conflits en République démocratique du Congo ont provoqué une immense catastrophe humanitaire, avec un bilan frisant les 5,4 millions de morts (International Rescue Committee, 2008). Ces décès sont majoritairement dus à la faim et aux maladies liées à l'effondrement des services de santé et autres infrastructures basiques, ainsi qu'à la perturbation des marchés alimentaires et de l'emploi.
- **IRAK** Dans les années 1990, le peuple irakien a subi le joug fatal de Saddam Hussein : déprédations, sanctions globales, utilisation d'un système de rationnement alimentaire pour récompenser ses partisans fidèles et rester au pouvoir (Alnasrawi, 2000). Entre 250 000 et 500 000 enfants sont morts de faim et de maladies (UNICEF, 1999).

Même lorsque la nourriture a été utilisée en tant qu'arme de guerre, les conflits récents n'ont pas forcément provoqué de grandes famines. Par exemple, lors de son offensive finale contre les Tigres Tamouls en 2009, le gouvernement sri-lankais a interdit de venir en aide à la population civile assiégée et affamée (International Crisis Group, 2010). Cependant, la victoire finale du gouvernement a été rapide, mettant fin à la possibilité d'un siège prolongé comme au Biafra. A son apogée entre 2008 et 2009, le siège imposé par Israël sur Gaza comprenait des contrôles stricts sur les approvisionnements essentiels au territoire. L'ONU n'a été autorisée à transporter que l'aide nécessaire à des fins humanitaires (Cook, 2012). Les privations souffertes par les Gazaouis ont été extrêmes mais ont apparemment

ENCADRE 3.1 LES CAUSES MULTIPLES DES CONFLITS

Les causes des conflits sont complexes non linéaires et influencées par une multitude de facteurs parmi lesquels figurent les institutions politiques et les structures économiques (Banque mondiale, 2011). Un large éventail de menaces pesant sur la sécurité humaine – atteintes contre les communautés, les moyens de subsistance et le bien-être de base – sert de base pour comprendre le recours à la violence. La faim figure très certainement parmi les causes de conflit, mais son impact varie en fonction des contextes.

Une telle complexité appelle à la plus grande prudence lorsqu'il s'agit de tirer des conclusions sur chacun des facteurs de conflit. Dans des pays comme l'Afghanistan, la Colombie, le Congo, le Soudan ou le Yémen, les schémas de violence sont tumultueux. A l'instar des torrents en montagne, ces schémas passent du calme au chaos en un instant, mais gardent une dynamique reconnaissable au fil du temps. Si un chercheur sélectionne des données sur la violence dans n'importe quel pays, pendant n'importe quelle période de temps, et les analyse informatiquement à la recherche de corrélations avec les conditions météorologiques, les prix du marché, les niveaux de malnutrition ou tout autre indicateur. Il trouvera indéniablement certaines corrélations positives. Néanmoins, la plupart ne seront pas nécessairement validées lors d'une analyse approfondie des données (Buhag, 2014). Pourtant, les réserves émises par les chercheurs concernant la validité de leurs travaux sont trop souvent mises de côté et seules les conclusions sont reprises et divulguées.

cessé avant de donner lieu à une famine généralisée. Dov Weisglass, un conseiller du premier ministre israélien Ehud Olmert, aurait déclaré que l'« idée n'était pas de faire mourir les Palestiniens de faim mais juste de les mettre au régime » (Urquhart, 2006).

La faim mène-t-elle aux conflits ?

Les conflits et la faim sont intimement liés. Les pays avec les niveaux les plus bas de sécurité alimentaire selon l'Indice de la faim dans le monde 2014, sont actuellement en guerre ou viennent tout juste d'en sortir ; il s'agit du Burundi, des Comores, de l'Érythrée, du Soudan, du Soudan du Sud et du Timor-Oriental (von Grebmer et al. 2014)^{1,2}. Il est frappant de constater que tandis que la plupart des pays ont

réalisé des progrès notables dans la réduction de la faim au cours des 25 dernières années, une poignée l'a vue stagner voire empirer – notamment le Burundi, les Comores, l'Irak, le Soudan (pays touchés par des conflits) et le Swaziland, meurtri par la pire épidémie de VIH-Sida au niveau mondial (Whiteside et Henry, 2011). A l'inverse, la faim recule au Ghana et au Rwanda, pays relativement paisibles.

Il est évident que les conflits sont la principale cause de la persistance des famines sévères. Mais la faim – que ce soit sous forme de famine, de malnutrition chronique ou de privations généralisées – constitue-t-elle également un facteur susceptible de déclencher des conflits ? Cette possibilité existe, mais elle est moins probable.

Le Rapport 2011 sur le développement mondial publié par la Banque mondiale a conclu qu'il n'existe pas de lien simple de cause à effet à l'origine des conflits (Banque mondiale, 2011), synthétisant ainsi plus d'une décennie de controverses sur les causes des conflits armés — débat largement connu comme « l'avidité ou les griefs » (Collier et Hoeffler, 2004). Les sources de conflit sont nombreuses (Encadré 3.1). Différents facteurs économiques sont susceptibles de faire basculer un pays dans une guerre civile. Il est bon de noter toutefois que l'amélioration de la gouvernance au cours des dernières décennies s'est accompagnée d'une régression constante des niveaux de faim, de pauvreté et du nombre de conflits. Malheureusement, les évolutions sont inégales. Pire encore, des données récentes portent à croire que les progrès stagnent.

Alors que les grandes famines et la guerre ont pratiquement disparu en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient n'a cessé de voir augmenter les conflits armés et la faim au cours des cinq dernières années. L'Afrique – le continent le plus pauvre et le plus enclin aux conflits – est le plus exposé de tous. En raison de la « malédiction des ressources », les pays dont l'économie est fortement dépendante de l'exploitation des ressources naturelles, et notamment minières, pour accélérer leur croissance économique sont vulnérables aux régimes autoritaires et à la compétition violente (Kaldor et al. 2007).

Le « grand accaparement des terres en Afrique » (Cotula, 2013) — caractérisé par l'expropriation de millions de petits exploitants agricoles par des élites locales et des multinationales – contribue à l'exacerbation des griefs et de l'insécurité humaine, donnant lieu à des résistances violentes et non-violentes dans des pays aussi différents que l'Éthiopie et la Sierra Leone.

¹ Le score GHI 2014 n'a pu être calculé que pour l'ancien Soudan en tant qu'une seule et même entité en raison du manque d'estimations distinctes de la sous-alimentation entre 2011 et 2013 pour le Soudan du Sud - pays indépendant depuis 2011 - et le Soudan actuel.

² Pour la plupart de ces pays déchirés par la guerre, les scores GHI 2015 n'ont pas pu être calculés à cause du manque de données disponibles.

ENCADRÉ 3.2 LIENS ENTRE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, CONFLITS ET FAIM

L'augmentation en nombre et en sévérité des catastrophes climatiques est un fait incontestable (Guha-Sapir, Hoyois et Below, 2014). Par conséquent, devons-nous nous attendre à voir émerger davantage de conflits et par là même de famines ?

L'étude des conflits et de l'environnement appelle une grande rigueur méthodologique. La perspective globale sur le changement climatique, la faim et les conflits est à ce jour encourageante mais encore incomplète. Au cours des 50 dernières années, tant les guerres que la faim ont diminué, alors même que le réchauffement climatique a progressé et que les désastres naturels sont devenus plus fréquents et plus destructeurs.

Au niveau des pays, certains craignaient que ce siècle ne soit celui des « guerres de l'eau » ; mais en réalité, davantage d'initiatives de coopération que de conflits voient le jour dans les bassins versants transfrontaliers, notamment dans ceux de l'Indus et du Jourdain (Islam et Susskind, 2013). L'accord signé en mars 2015 par l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan visant à définir les principes du partage des eaux du Nil illustre l'évolution positive de la situation.

Au niveau local, le tableau est plus sombre. Des données sur l'Afrique de l'Est montrent que les variations extrêmes de la pluviométrie – que ce soit trop ou insuffisamment de pluie - augmentent les risques de conflits (Raleigh et Kniverton, 2012). Les fluctuations du prix du bétail et les changements dans les migrations saisonnières locales, tous deux influencés par les pluies, sont associés à des risques de violence (Maystadt, Calderone et Yov, 2014 ; Maystadt et Ecker, 2014). Mais étendre ces résultats à des prévisions plus larges peut s'avérer trompeur. Ces facteurs s'inscrivent en effet dans les paramètres normaux des conflits au niveau local mais ne doivent pas être pris pour des signes avant-coureurs de conflits à plus grande échelle.

Les tentatives récentes visant à identifier le changement climatique en tant que facteur des conflits armés de grande envergure ont été vivement critiquées en raison de la complexité des liens de causalité (Raleigh, Linke et O'Loughlin, 2014). Des études récentes contestent tant l'ampleur de l'impact du changement climatique sur les conflits que la direction des effets. Une de ces études a révélé que les « recherches effectuées n'ont pas réussi

à converger sur un lien de causalité spécifique et direct entre le climat et les conflits violents » (Buhag et al. 2014, 394–395).

Afin de comprendre la dynamique entre les conflits et les phénomènes climatiques extrêmes, nous devons garder à l'esprit le rôle joué par les dirigeants politiques. Ainsi, la sécheresse prolongée qui a sévi en Syrie entre 2006 et 2010 a-t-elle rempli le rôle de catalyseur dans le déclenchement du conflit en 2011 ? La chercheuse Francesca de Châtel affirme que les politiques gouvernementales sont la principale cause du conflit, et notamment la mauvaise gestion depuis longtemps des ressources naturelles par les bureaucrates (De Châtel, 2014). Ces derniers se sont focalisés sur les projets de construction de barrage et d'irrigation dans le nord-est du pays, négligeant les besoins des petits paysans de la région et entraînant leur appauvrissement et leur mécontentement.

La défaillance du gouvernement face à la crise humanitaire et à la flambée des prix des aliments est venue s'ajouter aux autres nombreux griefs ayant déclenché les révoltes de mars 2011.

Francesca de Châtel conteste activement tout établissement de lien de causalité solide, notant qu'évoquer « le possible rôle du climat dans cette série d'événements est non seulement inapproprié mais constitue également une diversion nocive et un parfait alibi pour les défaillances du régime d'Assad » (De Châtel 2014, 532). Les analyses d'autres chercheurs sur l'ampleur de la sécheresse et l'épuisement des eaux souterraines en Syrie suggèrent que ces facteurs ont pu contribuer au déclenchement des émeutes de 2011 (Kelley, 2015).

La relation entre les catastrophes naturelles et les conflits doit être abordé de manière très nuancée. Selon des chercheurs de l'Overseas Development Institute (ODI) de Londres, « les catastrophes naturelles diminuent certains facteurs de conflit tout en exacerbant d'autres » (Harris, 2013). Ces catastrophes, couplées aux défaillances des gouvernements, peuvent accentuer les tensions sociales existantes tandis que les perturbations offrent une opportunité économique pour les activités criminelles. Les crises sont souvent l'occasion de promouvoir les programmes politiques partisans ou de l'opposition. Enfin, les catastrophes peuvent augmenter la fréquence des conflits en modifiant l'équilibre des pouvoirs, ou la capacité d'une partie belligérante à détourner l'aide.

Les effets déstabilisateurs de la faim

La faim est quelque peu différente des autres facteurs de stress humains. La nourriture et la famine touchent une corde très sensible et profonde, même auprès de ceux qui n'ont jamais personnellement connu la faim. Partout dans le monde, les gens pensent qu'un gouvernement qui n'est pas en mesure de nourrir son peuple perd sa légitimité.

La hausse du prix du pain a été à l'origine de la prise des rues de Paris par les révolutionnaires de 1789 (Grove 1998 ; Neely 2007). La famine de 1943 au Bengale a discrédité l'empire britannique, trahissant sa promesse d'empêcher que des gens meurent de faim (Drèze, 1991). La famine dans la province de Wollo a porté atteinte au règne de l'empereur d'Éthiopie Haile Selassie entre 1973 et 1974. L'échec du Président soudanais Jaafar Nimeiri dans la gestion de l'aide suite à la sécheresse de 1985 a entraîné la chute de son gouvernement (Article 19 1990 ; de Waal, 1997). En 1970, après le passage du cyclone Bhola au Bengale Oriental, la plus meurtrière des tempêtes de ces 100 dernières années, la réponse lente et inappropriée du gouvernement pakistanais d'Ayub Khan aux privations et à la famine ont contribué à l'affirmation du mouvement d'indépendance du Bangladesh (Sommer et Mosley, 1972 ; Hossain, 2010).

Plus récemment, les émeutes de la faim ont permis de renverser le gouvernement haïtien en 2008, et les hausses des prix alimentaires ont coïncidé avec les manifestations durant le Printemps Arabe de 2011 (Brinkman et Hendrix, 2011). Les manifestations sont plus susceptibles de déboucher sur des violences politiques dans les États instables (Banque mondiale, 2011). Les liens entre les pénuries alimentaires et les manifestations sont complexes et spécifiques à chaque situation, mais tous ces exemples présentent un dénominateur commun. En effet, la sécurité alimentaire est non seulement un composant essentiel du bien-être humain, mais également un pilier de la stabilité politique. Les gouvernements qui menacent la sécurité alimentaire le font à leurs risques et périls.

Rester ferme

Certains gouvernements parviennent à garder le pouvoir en dépit de leur incapacité à prévenir les famines. Le gouvernement du Myanmar a survécu à la dévastation causée par le cyclone Nargis en 2008, dont le bilan estimé est de 138 000 morts et environ 2 millions de personnes laissées sans abri, eau potable ou denrées alimentaires de base (Guha-Sapir et Vogt, 2009). Craignant une présence internationale accrue lors du référendum sur la nouvelle constitution, le Myanmar a refusé l'aide humanitaire pendant deux semaines (Zarni, 2015). Des dirigeants tels que Mao Zedong en Chine, Kim Jong-Il en Corée du Nord ou Mengistu Haile Mariam en

Éthiopie ont réussi à rester en place, indifférents aux souffrances humaines. Ils ont même utilisé les privations et le contrôle des approvisionnements en nourriture pour asseoir leur pouvoir (Becker, 1996 ; Natsios, 2001 ; de Waal, 1997). Ainsi, les gouvernements qui ne font rien pour empêcher les privations et les épisodes de famine ne sont pas nécessairement déçus ; il n'en demeure pas moins qu'une politique de sécurité alimentaire avisée constitue une bonne assurance politique.

Ces éléments aboutissent à une conclusion dans l'ensemble positive : de nos jours la faim constitue une menace moins importante qu'elle ne l'était auparavant. En outre, les désastres naturels ne provoquent pas nécessairement de crise politique ou de famine (Encadré 3.2).

Vision prospective

Les dernières décennies du 20^e siècle ont marqué la fin des famines calamiteuses, soit celles dont le bilan est d'au moins 1 million de morts. Mais que faut-il faire pour enrayer les famines et la faim aiguë d'ici 2030 ?

Il est possible de distinguer deux tâches incontournables pour éliminer les famines liées aux conflits. En premier lieu, nous avons besoin de mécanismes plus efficaces pour prévenir et résoudre les conflits. Les tendances sur le long terme des conflits violents sont très encourageantes : on note de moins en moins de guerres et celles-ci sont moins meurtrières (Rapport sur la sécurité humaine, 2013). Cependant, les progrès semblent stagner, et les défis du moment— par exemple au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen — sont considérables. En second lieu, nous devons activer le système de secours d'urgence international afin de distribuer de l'aide alimentaire à grande échelle là où elle est le plus nécessaire.

Engagement politique

Nous avons besoin d'une direction politique qui renforce les politiques internationales de sécurité alimentaire. Ces dernières sont dépendantes des décisions prises dans les capitales occidentales, décisions qui ne sont pas toujours faciles à prendre. Bien que les Nations Unies et l'Union européenne soient indispensables au déblocage des réponses humanitaires d'urgence, le rôle des États-Unis reste central – notamment dans des situations controversées au niveau politique. Grâce à leurs excédents céréaliers continus, piliers de l'aide alimentaire internationale, à leur influence dans la détermination de l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU, et à leur capacité à imposer des sanctions juridiques et financières à ceux qui enfreignent sa législation anti-terrorisme, les États-Unis demeurent les « détenteurs du veto » quant à la gestion des famines mondiales.

En 1997, lorsque les premiers signaux de la famine en Corée du Nord sont devenus évidents aux yeux du monde, un débat musclé a enflammé la presse américaine. Certains ont soutenu qu'il serait regrettable de conditionner l'aide à des changements politiques par le régime, malgré sa responsabilité dans la famine. D'autres ont plaidé de manière implicite pour affamer la Corée du Nord jusqu'à son effondrement, affirmant que l'aide serait utilisée *in fine* pour soutenir l'appareil militaire d'un gouvernement hostile tant à son peuple qu'aux États-Unis. Dans le groupe pro-aide, Andrew Natsios - devenu par la suite l'administrateur de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) de 2001 à 2006 -, a remarqué que l'aide américaine avait contribué à rendre le régime plus ouvert à la communauté internationale et qu'aucun dictateur totalitaire n'avait jamais été renversé durant ou après une famine (Natsios, 2001).

M. Natsios a été chargé d'honorer la promesse « zéro famine sous mon mandat » du Président George W. Bush. Une des actions les plus remarquables, mais méconnues, de l'USAID au cours de cette période a été le lancement d'un programme de secours pour le Darfour en septembre 2003 – six mois avant que la crise humanitaire fasse la une des journaux. M. Natsios était tout à fait conscient que cette décision soulèverait les mêmes critiques que lorsque les États-Unis avaient aidé la Corée du Nord mais il a tout de même fait ce choix qui lui paraissait inévitable. L'aide alimentaire a permis de sauver des milliers de vie au Darfour.

Bien que les Nations Unies et les gouvernements des grandes puissances soient en mesure de prédire et d'arrêter les principales crises alimentaires, la décision finale est toujours politique. Confronté à une famine imminente en Somalie en 2011, le gouvernement américain n'a pas réussi à passer outre son antipathie envers Al-Shabab et a attendu que la famine soit généralisée avant d'autoriser les opérations d'aide (Maxwell et Majid, 2015). En toile de fond, la législation américaine anti-terrorisme a rendu impossible toute mission des agences onusiennes ou des ONG dans les régions contrôlées par Al-Shabab, sous peine d'être accusé de soutenir une organisation terroriste. C'est seulement lorsque les Nations Unies ont déclaré l'état de famine en Somalie que les États-Unis se sont mobilisés pour répondre à l'urgence et ont autorisé les autres acteurs à en faire de même sans enfreindre pour autant sa législation anti-terrorisme.

La leçon est claire : l'engagement politique au plus haut niveau, indépendamment du contexte politique, est indispensable pour éviter les famines. Les pays dans le besoin doivent être aidés, quelle que soit leur position par rapport à tout autre gouvernement.

Enfin, si l'éradication des grandes famines constitue un succès formidable, la lutte contre la faim chronique et aiguë, elle, est loin d'être finie. Le développement économique, de meilleures politiques

alimentaires, la résolution des conflits et la réponse humanitaire internationale continueront de jouer un rôle clé dans cette entreprise. A moins de parvenir à diminuer les conflits armés, voire même à les éradiquer, et à atteindre les nombreuses victimes invisibles de la violence avec des actions humanitaires et des politiques sociales adaptées, les progrès ne seront que de courte durée.

COMPOSANTES DU GLOBAL HUNGER INDEX 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2015

GHI	Nombre de pays avec un GHI	Indicateurs	Années de référence	Source des données
1990	96	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1990–1992 ^b	FAO, 2015 et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance	1988–1992 ^c	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ^d et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'émaciation	1988–1992 ^e	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ^d et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	1990	IGME, 2014
1995	115	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1994–1996 ^b	FAO, 2015 et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance	1993–1997 ^f	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ; UNICEF, 2009 ^d et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'émaciation	1993–1997 ^f	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ; UNICEF, 2009 ^d et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	1995	IGME, 2014
2000	115	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1999–2001 ^b	FAO, 2015 et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance	1998–2002 ^g	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ^d et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'émaciation	1998–2002 ^g	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ^d et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	2000	IGME, 2014
2005	116	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2004–2006 ^b	FAO, 2015 et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance	2003–2007 ^h	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; UNICEF, 2013 ; UNICEF, 2009 ^d et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'émaciation	2003–2007 ^h	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; UNICEF, 2013 ; UNICEF, 2009 ^d et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	2005	IGME, 2014
2015	117	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2014–2016 ^b	FAO, 2015 et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance	2010–2014 ⁱ	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ; Measure DHS, 2015 ; UNICEF, 2015, Inde, Ministère de la promotion de la femme et de l'enfant et UNICEF, Inde 2014 ^d et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'émaciation	2010–2014 ⁱ	UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2015 ; OMS, 2015 ; Measure DHS, 2015 ; UNICEF, 2015 ; Inde, Ministère de la promotion de la femme et de l'enfant et UNICEF, Inde 2014 ^d et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	2013	IGME, 2014

^a Proportion de la population ayant un apport calorique insuffisant.

^b Moyenne pour la période de trois ans. Les données pour l'intervalle 2014–2016 sont des estimations provisoires.

^c Données de l'année la plus proche de 1990 ; si les données de 1988 et 1992, ou 1989 et 1991, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^d Les données de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale en 2015 sont les données primaires et celles de l'OMS, 2015 ; UNICEF, 2015 ; 2013 et 2009, et MEASURE DHS, 2015 sont secondaires. Concernant le score GHI 2015 de l'Inde, les données de l'émaciation et le retard

de croissance infantiles proviennent du Ministère indien de la promotion de la femme et de l'enfant, et de l'UNICEF en Inde.

^e Données de l'année la plus proche de 1995 ; si les données de 1993 et 1997, ou 1994 et 1996, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^f Données de l'année la plus proche de 2000 ; si les données de 1998 et 2002, ou 1999 et 2001, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^g Données de l'année la plus proche de 2005 ; si les données de 2003 et 2007, ou 2004 et 2006, étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^h Les dernières données recueillies pendant cette période.

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI) 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2015

Pays	Pourcentage de la population sous-alimentée (%)					Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (%)					Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans (%)					Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (%)				
	'90-'92	'94-'96	'99-'01	'04-'06	'14-'16	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'10-'14	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'10-'14	1990	1995	2000	2005	2013
Afghanistan	29.5	45.4	45.2	35.2	26.8	11.0 *	18.2	13.7 *	8.6	9.5	50.0 *	53.2	55.2 *	59.3	40.9	17.9	14.9	13.6	11.9	9.7
Albanie	8.5 *	4.1 *	6.1 *	11.2 *	8.5 *	8.8 *	9.3 *	12.2	7.3	7.2 *	37.9 *	38.3 *	39.2	27.0	17.8 *	4.1	3.3	2.6	2.0	1.5
Algérie	7.7	7.7	8.7	7.0	2.9 *	7.1	9.6	3.1	4.0	4.1	22.9	22.5	23.6	15.9	11.7	4.7	4.3	4.0	3.4	2.5
Angola	63.5	62.2	51.1	34.2	14.2	8.5 *	8.6	9.0 *	8.2	5.9 *	61.1 *	61.7	47.8 *	29.2	31.5 *	22.6	22.5	21.7	20.5	16.7
Argentine	2.2 *	1.2 *	0.9 *	1.9 *	0.2 *	2.1 *	2.9	1.7 *	1.2	1.6 *	12.2 *	12.0	8.8 *	8.2	7.7 *	2.8	2.3	2.0	1.7	1.3
Arménie	-	22.7	21.4	10.9	5.8	-	4.6 *	2.5	5.5	4.2	-	25.6 *	17.7	18.2	20.8	-	3.9	3.0	2.3	1.6
Azerbaïdjan	-	25.4	22.5	3.7 *	1.7 *	-	3.8	9.0	6.8	3.1	-	28.0	24.1	26.8	18.0	-	9.4	7.4	5.2	3.4
Bahraïn	-	-	-	-	-	6.8	6.6	6.7 *	6.0 *	2.8 *	13.9	13.6	13.9 *	11.4 *	8.5 *	2.3	1.8	1.3	1.1	0.6
Bangladesh	32.8	36.9	23.1	17.1	16.4	17.5	15.1	13.8	11.8	14.3	63.4	65.8	54.0	45.9	36.1	14.4	11.4	8.8	6.7	4.1
Biélorussie	-	1.1 *	2.1 *	3.0 *	0.8 *	-	2.5 *	2.3 *	2.2	2.2 *	-	5.5 *	4.7 *	4.5	3.7 *	-	1.8	1.4	0.9	0.5
Bénin	28.1	27.5	23.9	15.9	7.5	11.9 *	12.3	9.0	8.4	4.5	44.9 *	39.1	39.1	44.7	34.0	17.9	15.7	14.6	11.9	8.5
Bhoutan	-	-	-	-	-	5.2	5.8 *	2.5	6.0 *	5.9	60.9	59.2 *	47.7	41.4 *	33.6	13.4	10.5	7.9	5.9	3.6
Bolivie	38.0	35.3	34.6	31.1	15.9	1.5	3.6	1.6	1.7	1.6 *	44.0	37.1	33.1	32.5	23.8 *	12.3	10.0	7.7	5.8	3.9
Bosnie-Herzégovine	-	7.3 *	4.1 *	2.5 *	0.9 *	-	5.2 *	7.4	4.0	2.3	-	15.3 *	12.1	11.8	8.9	-	1.3	0.9	0.8	0.7
Botswana	25.1	30.1	35.6	32.8	24.1	11.0 *	13.2	6.0	8.0 *	5.5 *	41.8 *	35.1	29.1	29.2 *	23.1 *	5.0	6.4	8.5	6.4	4.7
Brésil	14.8	13.8	12.3	4.7 *	1.6 *	2.8 *	2.8	2.3 *	1.6	1.8 *	19.4	13.5	10.5 *	7.1	6.0 *	6.2	4.7	3.3	2.3	1.4
Bulgarie	4.5 *	8.7 *	7.7 *	9.1 *	9.0 *	3.8 *	3.6 *	3.5 *	3.2	3.2 *	8.3 *	10.2 *	9.4 *	8.8	7.6 *	2.2	2.3	2.1	1.6	1.2
Burkina Faso	26.0	21.1	26.6	25.9	20.7	20.5 *	15.5	15.7	24.4	10.9	48.6 *	40.7	45.5	42.4	32.9	20.2	20.0	18.6	15.9	9.8
Burundi	-	-	-	-	-	7.2 *	7.5 *	8.2	9.0	6.1	58.1 *	59.6 *	63.1	57.7	57.5	17.1	17.0	14.9	11.9	8.3
Cambodge	32.1	29.3	32.0	20.8	14.2	14.4 *	13.4	16.9	8.3	9.6	60.0 *	58.6	49.2	43.7	32.4	11.8	12.2	11.1	6.4	3.8
Cameroun	37.8	38.0	32.3	23.1	9.9	4.5	7.1 *	6.2	6.8	5.8	36.3	40.1 *	38.2	35.9	32.6	13.6	15.1	15.1	12.6	9.5
République Centrafricaine	47.3	49.6	44.1	41.8	47.7	9.6 *	8.3	10.5	12.2	7.4	42.2 *	38.0	44.6	45.1	40.7	17.7	17.5	17.4	16.9	13.9
Tchad	59.1	51.5	40.1	39.7	34.4	16.2 *	16.4	13.9	16.1	15.7	45.6 *	45.0	39.3	44.8	38.7	21.5	20.3	19.1	17.8	14.8
Chili	9.0	5.8	4.7 *	4.0 *	2.5 *	0.5 *	0.5	0.5	0.5	0.3	4.1 *	3.9	2.9	2.3	1.8	1.9	1.3	1.1	0.9	0.8
Chine	23.9	20.1	16.2	15.6	9.3	4.2	5.0	2.5	2.9	2.3	32.3	31.2	17.8	11.7	9.4	5.4	4.8	3.7	2.4	1.3
Colombie	14.6	10.7	9.9	9.5	8.8	3.8	1.7	1.1	1.5	0.9	21.8	19.7	18.1	16.2	12.7	3.5	3.0	2.5	2.2	1.7
Comores	-	-	-	-	-	5.3	10.7	13.3	9.6	11.1	38.5	40.0	46.9	49.8	32.1	12.5	10.8	10.1	9.7	7.8
Rép. dem. Congo	-	-	-	-	-	10.8 *	11.4	20.9	14.0	8.1	45.6 *	51.0	44.4	45.8	42.6	17.6	17.6	17.6	15.6	11.9
Congo	43.2	45.0	35.9	30.2	30.5	7.9 *	7.8 *	7.7 *	8.0	5.9	32.7 *	32.9 *	30.9 *	31.2	25.0	9.2	10.7	12.1	9.5	4.9
Costa Rica	5.2	5.4	5.2	6.0	3.8 *	2.1 *	2.4	1.6 *	1.5 *	1.1 *	10.5 *	8.2	7.7 *	6.1 *	3.5 *	1.7	1.5	1.3	1.0	1.0
Côte d'Ivoire	10.7	11.6	14.9	14.8	13.3	10.3 *	8.3	6.9	8.4	7.6	38.5 *	34.2	31.5	40.1	29.6	15.2	15.2	14.6	12.9	10.0
Croatie	-	15.1 *	10.5 *	2.7 *	2.5 *	-	1.7	1.2 *	1.1 *	1.2 *	-	1.6	1.3 *	1.0 *	1.0 *	-	1.0	0.8	0.7	0.5
Cuba	5.7	20.7	5.6	1.6 *	0.8 *	4.0 *	3.2 *	2.4	2.7	2.1 *	9.1 *	8.7 *	7.0	7.5	4.9 *	1.3	1.1	0.8	0.7	0.6
Djibouti	74.8	71.5	52.4	37.2	15.9	12.5	14.9	19.4	26.0	21.5	28.0	31.7	26.5	32.6	33.5	11.9	11.0	10.1	8.8	7.0
Rép. dominicaine	34.3	26.9	30.7	26.9	12.3	2.2	2.0	1.5	1.9	2.4	21.2	13.9	8.0	10.5	7.1	6.0	4.9	4.1	3.5	2.8
Equateur	19.4	14.7	17.8	19.3	10.9	3.3 *	3.0 *	3.2	2.3	2.3	35.5 *	32.6 *	32.5	29.0	25.2	5.7	4.4	3.4	2.9	2.3
Egypte	3.9 *	3.2 *	2.7 *	3.8 *	1.9 *	4.5	5.7	6.9	5.3	9.5	34.9	34.9	24.6	23.8	22.3	8.5	6.4	4.5	3.1	2.2
Salvador	16.2	15.6	12.5	10.2	12.4	2.2	1.4	1.5	1.3	2.0	36.7	29.5	32.3	24.6	14.0	6.0	4.5	3.2	2.4	1.6
Erythrée	-	-	-	-	-	-	17.0	14.9	12.9 *	15.3	-	47.8	43.7	49.6 *	50.3	-	11.7	8.9	7.0	5.0
Estonie	-	6.2 *	4.2 *	3.6 *	2.0 *	-	6.3 *	4.2 *	3.6 *	2.4 *	-	9.9 *	7.0 *	5.9 *	3.6 *	-	1.6	1.1	0.7	0.3
Ethiopie	74.8	71.4	57.9	45.9	32.0	9.2	12.6 *	12.4	12.3	8.7	66.9	58.2 *	57.4	50.7	40.4	20.5	17.5	14.6	11.0	6.4
Fidji	6.6	5.3	4.7 *	4.3 *	4.5 *	9.7 *	9.8	8.1 *	6.3	6.6 *	6.3 *	4.3	5.9 *	7.5	3.7 *	3.0	2.6	2.4	2.3	2.4
Gabon	11.7	9.5	4.3 *	3.9 *	2.7 *	4.1 *	4.0 *	4.3	3.8 *	3.4	30.1 *	26.3 *	26.3	22.0 *	17.5	9.3	8.8	8.5	7.6	5.6
Gambie	13.3	17.3	14.1	15.0	5.3	11.3 *	11.0 *	8.9	7.4	11.5	35.4 *	36.1	24.1	27.6	24.5	17.0	14.2	11.9	9.8	7.4
Géorgie	-	46.4	14.8	6.3	7.4	-	4.1 *	3.1	3.0	2.4 *	-	25.2 *	16.1	14.7	11.8 *	-	4.4	3.6	2.5	1.3
Ghana	47.3	24.2	17.5	11.6	2.3 *	7.9	10.9	9.9	6.1	4.7	39.7	41.2	31.3	28.1	18.8	12.8	11.4	10.1	8.8	7.8
Guatemala	14.9	15.5	22.1	16.2	15.6	3.6 *	3.8	3.7	2.4 *	2.1 *	54.1 *	55.4	50.0	50.1 *	44.0 *	8.1	6.3	5.1	4.1	3.1
Guinée	23.2	23.9	27.2	23.1	16.4	10.2 *	14.0	10.3	10.8	7.8	41.1 *	35.3	46.9	39.3	33.5	23.8	20.6	17.0	13.7	10.1
Guinée-Bissau	23.1	21.3	28.4	25.4	20.7	8.5 *	7.8 *	11.8	8.9	6.0	43.3 *	39.7 *	36.1	47.7	27.6	22.5	20.4	18.1	15.7	12.4
Guyane	22.8	16.4	10.4	10.1	10.6	11.4 *	13.3	12.1	8.3	6.4	15.8 *	14.0	13.8	18.2	12.0	6.1	5.4	4.9	4.4	3.7
Haïti	61.1	62.8	55.2	57.6	53.4	5.9	9.4	5.6	10.3	5.2	40.1	37.2	28.3	29.7	21.9	14.5	12.4	10.4	9.0	7.3
Honduras	23.0	20.5	19.0	16.7	12.2	2.1	2.0	1.2	1.4	1.4	42.5	44.5	34.5	29.9	22.7	5.9	4.7	3.8	3.1	2.2
Inde	23.7	21.6	17.0	21.2	15.2	20.3	19.1	17.1	20.0	15.0	62.7	51.8	54.2	47.9	38.8	12.6	10.9	9.1	7.5	5.3
Indonésie	19.7	15.5	17.2	18.8	7.6	11.9 *	14.9	5.5	14.4	13.5	50.3 *	48.1	42.4	28.6	36.4	8.4	6.6	5.2	4.1	2.9
Iran	5.1	4.5 *	5.2	6.5	3.2 *	8.3 *	8.1	6.1	4.8	4.0	26.7 *	24.4	20.4	7.1	6.8	5.7	4.5	3.5	2.6	1.7
Irak	7.9	21.0	24.6	25.1	22.8	4.4	6.7 *	6.6	6.4	7.4	27.6	29.9 *	28.3	23.8	22.6	5.3	4.9	4.5	4.1	3.4
Jamaïque	10.4	8.4	7.8	6.8	8.1	4.9	4.5	3.0	3.9	3.5	10.8	9.5	6.6	5.1	4.8	3.0	2.6	2.4	2.1	1.7
Jordanie	5.5	8.3	7.0	1.9 *	1.8 *	3.8	2.4	2.5	2.1 *	2.4	20.5	11.1	12.0	9.5 *	7.8	3.7	3.2	2.8	2.4	1.9
Kazakhstan	-	2.9 *	4.4 *	5.5	2.5 *	-	6.4	2.5	4.9	4.1	-	23.3	13.9	17.5	13.1	-	5.3	4.4	3.3	1.6
Kenya	32.4	35.3	32.3	31.8	21.2	5.5	9.4	7.4	7.7	4.0	37.0	39.8	41.0	40.9	26.0	9.9	11.1	11.1	9.8	7.1
Koweït	39.4	10.8	1.9 *	1.5 *	3.1 *	5.0 *	12.0	2.2	3.3	2.4	14.7 *	14.9	4.0	4.5	5.8	1.7	1.4	1.3	1.2	1.0
Kyrghizistan	-	15.7	15.2	10.4	6.0	-	5.7	3.9 *	3.4	2.8	-	36.2	29.4 *	18.1	12.9	-	6.1	4.9	4.0	2.4
Laos	42.8	44.0	39.2	29.5	18.5	11.3 *	12.3	17.5	7.3	6.4	56.1 *	52.9	48.2	47.6	43.8	16.2	14.0	11.7	9.7	7.1
Lettonie	-	2.2 *	5.4 *	1.9 *	1.4 *	-	4.9 *	4.5 *	3.6 *	2.5 *	-	7.6 *	8.1 *	5.8 *	2.9 *	-	2.4	1.7	1.3	0.8
Liban	2.0 *	2.0 *	1.8 *	3.5 *	3.0 *	5.5 *	3.6	4.5 *	6.6	3.5 *	21.8 *	17.2	16.2 *	16.5	9.9 *	3.2	2.6	2.0	1.4	0.9
Lesotho	15.6	16.0	13.0	11.0	11.2	3.2	7.3 *	6.7	5.6	2.8	39.2	37.5	53.0	45.2	33.2	8.6	9.3	11.5	12.3	9.8
Liberia	29.0	38.4	36.5	39.7	31.9	8.4 *	8.8 *	7.4	7.8	5.6	59.0 *									

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI) 1990, 1995, 2000, 2005 ET 2015

Pays	Pourcentage de la population sous-alimentée (%)					Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (%)					Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans (%)					Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (%)				
	'90-'92	'94-'96	'99-'01	'04-'06	'14-'16	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'10-'14	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'10-'14	1990	1995	2000	2005	2013
Libye	-	-	-	-	-	-	3.7	7.3 *	6.5	6.7 *	-	20.9	24.3 *	21.0	21.8 *	4.2	3.4	2.8	2.3	1.5
Lituanie	-	4.6 *	3.2 *	2.5 *	1.4 *	-	6.2 *	4.4 *	3.2 *	2.6 *	-	10.1 *	7.5 *	5.6 *	2.9 *	-	1.7	1.2	1.0	0.5
Macédoine	-	11.0 *	8.4 *	6.3 *	2.4 *	-	4.0 *	1.7	3.4	4.3	-	8.4 *	8.0	11.5	7.7	-	2.5	1.6	1.4	0.7
Madagascar	27.3	32.7	34.8	37.4	33.0	6.4	9.0	10.6 *	15.2	9.8 *	60.9	55.2	55.1 *	52.8	49.3 *	16.1	14.0	11.1	8.2	5.6
Malawi	44.7	43.2	28.6	27.7	20.7	6.6	8.5	6.8	6.3	3.8	55.8	53.8	54.6	52.5	42.4	24.5	21.4	17.4	12.1	6.8
Malaisie	5.1	2.4 *	2.6 *	3.9 *	2.0 *	17.8 *	17.0 *	15.3	14.7 *	10.7 *	28.5 *	23.9 *	20.7	17.2	11.2 *	1.7	1.3	1.0	0.8	0.9
Mali	16.7	18.3	13.9	10.1	4.1 *	15.8 *	17.4	12.6	15.3	12.7	50.4 *	47.0	42.7	38.5	38.3	25.4	24.0	22.0	17.2	12.3
Mauritanie	14.6	14.1	11.5	11.4	5.6	17.4	16.1 *	15.3	13.4	11.6	54.8	46.3 *	39.5	28.9	22.0	11.8	11.3	11.3	11.0	9.0
Ile Maurice	8.1	7.1	7.1	5.6	4.9 *	16.6 *	15.7	15.0 *	15.4 *	12.8 *	14.5 *	13.6	12.7 *	11.9 *	10.1 *	2.3	2.2	1.9	1.6	1.4
Mexique	6.9	6.4	4.4 *	5.3	4.3 *	6.1	8.5	2.3	2.0	1.6	26.0	25.8	21.7	15.5	13.6	4.6	3.5	2.6	2.0	1.5
Moldavie	-	17.1 *	17.0 *	18.4 *	12.2 *	-	4.5 *	3.9 *	5.8	1.9	-	12.5 *	12.8 *	11.3	6.4	-	3.6	3.1	2.2	1.5
Mongolie	29.9	51.7	38.2	34.9	20.5	2.4	3.9 *	7.1	2.7	1.0	33.1	31.5 *	29.8	27.5	10.8	10.8	8.5	6.5	4.6	3.2
Montenegro	-	-	-	-	0.3 *	-	-	-	4.2	2.8	-	-	-	7.9	9.4	-	-	-	-	0.5
Maroc	5.9	7.7	6.5	5.5	4.4 *	2.6	4.7	4.3 *	10.8	2.3	29.9	29.0	24.3 *	23.1	14.9	8.1	6.4	5.1	4.1	3.0
Mozambique	56.1	56.1	42.0	37.3	25.3	9.4 *	9.6	6.8	5.4	6.1	56.0 *	59.9	49.6	47.0	43.1	23.7	21.2	16.9	13.3	8.7
Myanmar	62.6	60.6	52.4	36.9	14.2	12.7	9.2	10.7	10.7	7.9	53.6	58.7	40.8	40.6	35.1	10.9	9.4	8.0	6.7	5.1
Namibie	35.9	39.9	30.4	25.4	42.3	9.6	10.1 *	10.0	7.5	7.1	35.7	34.0 *	29.5	29.6	23.1	7.4	7.0	7.6	7.3	5.0
Népal	22.8	24.9	22.2	17.0	7.8	11.6 *	6.0	11.3	12.7	11.3	63.2 *	68.2	57.1	49.3	37.4	14.2	10.9	8.2	6.0	4.0
Nicaragua	54.4	45.1	34.8	24.3	16.6	2.0 *	2.4	2.3	0.3	1.1 *	34.1 *	29.6	25.2	18.8	15.9 *	6.7	5.3	4.0	3.2	2.4
Niger	27.7	34.9	22.8	15.4	9.5	18.9	16.5 *	16.2	12.4	18.7	48.3	52.0 *	54.2	54.8	43.0	32.7	27.9	22.7	17.3	10.4
Nigeria	21.3	12.7	9.2	7.2	7.0	11.8	20.6	17.6	12.3	18.1	50.5	43.8	39.7	42.9	36.4	21.3	20.9	18.8	15.9	11.7
Corée du Nord	23.3	31.4	37.9	34.2	41.6	9.9 *	9.0 *	12.2	8.5	4.0	45.4 *	45.8 *	51.0	43.1	27.9	4.3	7.3	6.0	3.3	2.7
Oman	15.1	16.9	10.4	8.6	-	7.8	7.2	7.3	6.3 *	3.7 *	24.2	21.1	12.9	13.0 *	5.0 *	3.9	2.4	1.7	1.3	1.1
Pakistan	25.1	22.1	22.4	24.7	22.0	12.5	17.2	14.2	14.1 *	10.5	54.5	42.7	41.5	44.5 *	45.0	13.9	12.6	11.3	10.1	8.6
Panama	26.4	23.5	27.4	23.8	9.5	1.5 *	1.4	1.4 *	1.3 *	1.0 *	28.1 *	21.5	22.7 *	22.2	14.3 *	3.1	2.8	2.6	2.3	1.8
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	-	8.8 *	8.2 *	8.3 *	4.4	14.3	51.6 *	47.8 *	48.1 *	43.9	49.5	8.9	8.3	7.8	7.5	6.1
Paraguay	19.5	16.5	13.3	10.7	10.4	0.6	1.6 *	1.4 *	1.1	2.7	18.3	18.2 *	16.4 *	17.5	10.8	4.6	3.9	3.4	2.9	2.2
Pérou	31.6	26.5	21.6	20.3	7.5	1.9	1.6	1.1	1.0	0.4	37.3	31.6	31.3	29.8	17.5	8.0	5.8	4.0	2.8	1.7
Philippines	26.3	24.6	21.3	17.6	13.5	6.9	9.1	8.0	6.0	7.9	43.3	38.9	38.3	33.8	30.3	5.9	4.6	4.0	3.6	3.0
Qatar	-	-	-	-	-	-	2.1	2.6 *	2.5 *	1.9 *	-	11.6	3.6 *	3.0 *	1.6 *	2.1	1.5	1.2	1.0	0.8
Roumanie	2.4 *	2.4 *	1.4 *	0.6 *	0.8 *	3.3	4.2 *	4.3	3.0 *	2.9 *	11.2	13.5 *	12.8	9.3 *	9.5 *	3.8	3.2	2.7	2.1	1.2
Fédération de Russie	-	5.3 *	4.9 *	2.0 *	0.7 *	-	5.1	4.5 *	3.5 *	4.4 *	-	17.6	15.4 *	11.6 *	12.3 *	-	2.6	2.3	1.7	1.0
Rwanda	55.6	60.8	60.6	46.7	31.6	5.0	11.0	8.3	4.8	3.0	56.8	45.4	47.5	51.7	44.3	15.2	25.3	18.2	10.6	5.2
Arabie Saoudite	3.2 *	3.8 *	1.2 *	2.8 *	1.2 *	9.2 *	7.9	7.2 *	11.8	4.0 *	21.7 *	23.5	15.6 *	9.3	3.4 *	4.4	2.9	2.3	2.0	1.6
Sénégal	24.5	28.6	29.4	22.9	24.6	9.0	8.2	10.0	8.7	5.9	34.4	28.8	29.5	20.1	18.7	14.1	14.3	13.7	9.8	5.5
Serbie	-	-	-	-	6.9 *	-	-	-	4.5	3.9	-	-	-	8.1	6.0	-	-	-	-	0.7
Sierra Leone	42.8	36.7	38.0	39.3	22.3	10.2	11.1 *	11.6	10.2	9.4	40.9	42.7 *	38.4	46.9	37.9	26.8	25.6	23.2	20.2	16.1
Slovaquie	-	3.4 *	5.4 *	5.4 *	4.8 *	-	5.0 *	4.3 *	4.0 *	2.9 *	-	11.1 *	9.4 *	8.4 *	3.7 *	-	1.4	1.2	1.0	0.7
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	19.3	13.2	-	-	-	29.2	42.1	-	18.0	17.4	17.4	17.4	14.6
Afrique du Sud	5.0 *	5.2	4.6 *	3.6 *	1.7 *	5.6 *	3.3	4.5	7.4	3.6 *	32.4 *	28.7	30.1	32.8	22.9 *	6.1	6.0	7.4	8.0	4.4
Soudan du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22.7	-	-	-	-	31.1	-	-	-	-	9.9
Sri Lanka	30.6	31.3	29.9	29.5	22.0	18.5 *	15.3	15.5	14.7	21.4	26.5 *	26.1	18.4	17.3	14.7	2.1	2.0	1.6	1.4	1.0
Soudan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16.3	-	-	-	-	38.2	-	-	-	-	7.7
Surinam	15.5	14.2	14.1	12.2	8.0	7.1 *	6.3 *	7.0	4.9	5.0	14.7 *	13.3 *	14.5	10.7	8.8	4.8	4.1	3.5	2.9	2.3
Swaziland	15.9	19.4	21.7	15.8	26.8	1.6 *	1.6 *	1.7	2.9	2.0	34.5 *	34.8 *	36.6	29.5	25.5	7.4	9.0	12.3	12.8	8.0
Syrie	-	-	-	-	-	-	10.4	4.9	10.3	-	-	26.5	24.3	28.6	-	3.7	3.0	2.3	1.9	1.5
Tadjikistan	-	30.6	38.8	42.3	33.2	-	10.3 *	9.4	8.7	9.9	-	43.5 *	42.1	33.1	26.8	-	12.0	9.4	6.5	4.8
Tanzanie	24.2	32.1	36.8	36.7	32.1	7.9	8.5	5.6	3.5	3.8	49.7	49.7	48.3	44.4	34.7	16.7	16.0	13.2	9.0	5.2
Thaïlande	34.6	27.8	19.0	13.4	7.4	8.5 *	6.7	5.9 *	4.7	6.7	24.3 *	18.1	17.8 *	15.7	16.3	3.7	2.8	2.3	1.8	1.3
Timor-Oriental	-	-	-	33.8	26.9	-	-	13.7	14.3	18.9	-	-	55.7	54.8	57.7	-	-	-	8.0	5.5
Togo	37.9	36.8	29.2	25.3	11.4	5.7	11.2 *	12.4	16.3	6.5	40.3	40.2	33.2	27.8	27.5	14.6	13.6	12.2	10.7	8.5
Trinidad & Tobago	12.6	15.8	13.0	12.0	7.4	6.4 *	6.4 *	5.2	5.0 *	4.3 *	8.3 *	7.6 *	5.3	4.3 *	3.6 *	3.1	2.9	2.9	2.7	2.1
Tunisie	0.9 *	1.1 *	0.8 *	1.1 *	0.4 *	3.1	4.5	2.9	3.4	2.8	18.5	30.9	16.8	9.0	10.1	5.2	4.1	3.1	2.3	1.5
Turquie	0.5 *	0.6 *	0.8 *	0.8 *	0.2 *	2.3 *	3.8	3.0	1.1	1.7	25.2 *	24.1	19.1	15.6	9.5	7.4	5.6	4.2	3.1	1.9
Turkmenistan	-	9.2	9.0	5.5	3.2 *	-	8.6 *	7.1	7.1	5.5 *	-	30.8 *	28.1	18.8	13.8 *	-	9.0	8.2	7.1	5.5
Ouganda	23.2	26.4	28.4	21.9	25.5	3.1	5.9	5.0	6.3	4.8	47.6	45.7	44.8	38.7	33.7	17.9	16.5	14.7	10.9	6.6
Ukraine	-	3.9 *	4.1 *	1.3 *	1.2 *	-	1.7 *	8.2	1.3 *	1.3 *	-	10.8 *	22.9	7.5 *	7.4 *	-	2.1	1.8	1.5	1.0
Uruguay	8.6	5.0	4.0 *	4.2 *	3.3 *	3.6 *	3.1 *	2.3	3.0	1.3	18.5 *	15.2 *	12.8	13.9	10.7	2.3	2.1	1.7	1.4	1.1
Ouzbékistan	-	4.1 *	11.5	14.7	4.2 *	-	10.7	8.9	4.5	5.8 *	-	39.5	25.3	19.6	17.9 *	-	7.0	6.4	5.5	4.3
Vénézuela	14.1	14.8	16.6	11.7	1.3 *	5.7	3.8	3.9	4.8	3.5 *	18.6	18.9	17.4	16.2	12.8 *	3.0	2.6	2.1	1.8	1.5
Vietnam	45.6	35.4	28.1	19.0	11.0	11.1	13.5	9.0	10.7	5.7	61.3	52.5	43.0	33.2	19.4	5.1	4.2	3.5	3.0	2.4
Yemen	28.9	29.3	29.6	30.6	26.1	14.3	17.4	15.4 *	15.2	13.3	52.4	50.4	54.2 *	57.7	46.6	12.5	11.1	9.6	7.5	5.1
Zambie	33.8	34.3	42.9	49.4	47.8	6.3	5.4	5.7	5.6	6.0	46.4	58.1	57.9	45.8	40.1	19.3	18.8	16.9	12.7	8.7
Zimbabwe	42.7	46.3	43.7	41.6	33.4	1.7	5.3	8.5	7.3	3.3	31.0	28.5	33.7	35.8	27.6	7.5	9.5	10.3	9.7	8.9

Note : Les données sur la sous-alimentation pour la période 2014-2016 sont des estimations provisoires.

- = Données non présentées ou indisponibles. Certains pays, à l'instar des pays post-soviétiques

avant 1991, n'avaient pas les frontières actuelles dans l'année donnée ou la période de référence donnée.

*estimations de l'IFPRI

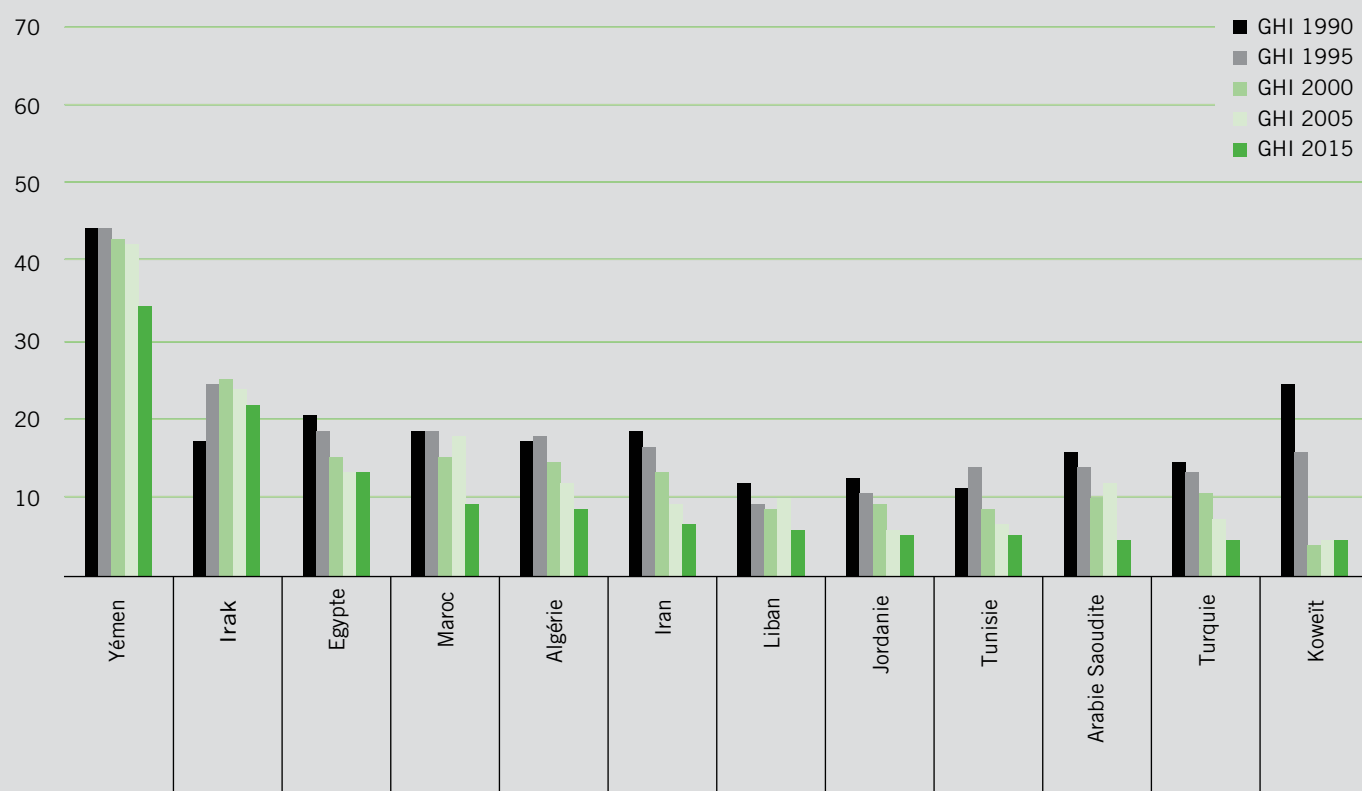
SCORES GHI 2015

Pays	1990	1995	2000	2005	2015	Pays	1990	1995	2000	2005	2015
avec les données de	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'10-'16	avec les données de	'88-'92	'93-'97	'98-'02	'03-'07	'10-'16
Afghanistan	47.4	55.9	52.5	44.9	35.4	Liberia	54.4	55.2	46.8	41.5	30.8
Albanie	21.4	19.1	21.1	17.1	13.2	Libye	-	-	-	-	-
Algérie	17.1	18.0	14.8	12.2	8.7	Lituanie	-	9.4	6.7	5.1	<5
Angola	67.3	66.8	58.3	45.3	32.6	Macédoine	-	11.2	7.9	8.6	5.9
Argentine	7.7	7.2	5.3	5.0	<5	Madagascar	44.8	45.1	44.1	44.4	36.3
Arménie	-	21.8	17.4	14.1	11.2	Malawi	58.9	55.9	45.3	39.1	27.3
Azerbaïdjan	-	28.3	27.2	16.7	10.0	Malaisie	20.4	17.4	15.5	14.6	10.3
Bahrain	-	-	-	-	-	Mali	51.9	51.3	43.9	38.3	29.6
Bangladesh	52.2	50.3	38.5	31.0	27.3	Mauritanie	40.0	36.6	33.5	29.6	22.6
Biélorussie	-	<5	<5	<5	<5	Ile Maurice	18.2	17.0	16.1	15.2	12.9
Bénin	46.1	42.6	38.2	33.3	21.8	Mexique	16.8	16.9	10.8	8.9	7.3
Bhoutan	-	-	-	-	-	Moldavie	-	16.0	15.3	15.7	9.1
Bolivie	38.9	35.1	30.5	27.2	16.9	Mongolie	32.0	39.3	33.1	27.0	14.7
Bosnie-Herzégovine	-	10.8	9.6	6.8	<5	Monténégro	-	-	-	-	<5
Botswana	31.3	34.3	33.2	31.2	23.1	Maroc	18.7	18.8	15.7	17.7	9.5
Bésil	18.2	15.0	12.0	6.7	<5	Mozambique	64.5	63.2	49.2	42.4	32.5
Bulgarie	8.1	10.2	9.4	9.2	8.5	Myanmar	56.3	53.3	45.1	37.4	23.5
Burkina Faso	53.0	46.1	48.4	49.6	31.8	Namibie	35.8	37.0	32.5	28.8	31.8
Burundi	-	-	-	-	-	Népal	44.5	40.3	36.9	31.6	22.2
Cambodge	46.9	45.2	45.0	29.8	22.6	Nicaragua	38.3	32.2	25.6	17.8	13.6
Cameroun	39.8	43.7	40.4	34.0	24.2	Niger	64.7	62.7	53.0	42.8	34.5
Rép. Centrafricaine	51.9	51.0	51.4	51.0	46.9	Nigeria	47.7	47.1	41.0	35.2	32.8
Tchad	65.0	60.6	52.0	53.1	46.4	Corée du Nord	30.1	35.9	40.4	32.4	28.8
Chili	6.8	<5	<5	<5	<5	Oman	20.1	18.4	13.1	11.4	-
Chine	25.1	23.2	15.9	13.2	8.6	Pakistan	43.6	40.9	37.9	38.3	33.9
Colombie	16.7	13.0	11.4	10.7	8.8	Panama	21.5	18.4	20.1	18.1	9.6
Comores	-	-	-	-	-	Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	-
Rép. dem. Congo	-	-	-	-	-	Paraguay	17.2	15.8	13.5	12.0	10.5
Congo	38.9	41.1	38.1	33.5	26.6	Pérou	30.7	25.0	20.9	18.8	9.1
Costa Rica	7.5	7.0	6.1	5.7	<5	Philippines	30.7	28.9	26.2	22.1	20.1
Côte d'Ivoire	33.8	32.1	31.4	32.7	26.3	Qatar	-	-	-	-	-
Croatie	-	8.6	6.1	<5	<5	Romanie	9.1	9.6	8.6	6.1	5.3
Cuba	8.0	13.5	6.1	<5	<5	Fédération de Russie	-	11.7	10.4	7.2	6.6
Djibouti	56.1	56.1	48.5	46.1	33.2	Rwanda	53.9	66.3	58.5	44.5	30.3
Rép. dominicaine	26.3	20.3	19.4	18.1	10.8	Arabie Saoudite	15.8	14.3	10.4	11.8	5.1
Equateur	23.8	19.7	20.2	19.0	14.0	Sénégal	36.8	36.9	37.9	28.5	23.2
Egypte	20.5	18.9	15.1	13.1	13.5	Serbie	-	-	-	-	7.1
Salvador	22.4	18.6	16.8	13.1	11.1	Sierra Leone	58.8	56.0	53.5	52.4	38.9
Erythrée	-	-	-	-	-	Slovaquie	-	8.2	8.0	7.4	5.2
Estonie	-	10.0	6.8	5.6	<5	Somalie	-	-	-	-	-
Ethiopie	71.7	67.3	58.6	48.5	33.9	Afrique du Sud	18.7	16.5	18.6	21.0	12.4
Fidji	12.5	11.2	10.1	9.3	8.7	Soudan du Sud	-	-	-	-	-
Gabon	23.2	20.8	18.5	16.2	12.5	Sri Lanka	31.3	29.7	27.0	25.9	25.5
Gambie	36.4	35.4	27.9	26.3	21.5	Soudan	-	-	-	-	-
Géorgie	-	31.8	15.2	10.2	8.5	Surinam	18.5	16.5	16.5	13.1	10.4
Ghana	45.7	36.8	29.9	23.3	15.5	Swaziland	22.8	25.8	30.4	27.4	26.0
Guatemala	28.8	27.8	28.0	23.9	21.1	Syrie	-	-	-	-	-
Guinée	47.8	45.8	44.4	38.0	28.8	Tadjikistan	-	40.3	40.4	36.5	30.3
Guinée-Bissau	46.1	42.1	44.2	41.8	30.3	Tanzanie	42.2	45.2	42.5	36.4	28.7
Guyane	25.4	22.7	19.0	17.3	14.4	Thaïlande	28.4	22.3	17.6	13.6	11.9
Haïti	52.1	52.1	42.8	45.4	37.3	Timor-Oriental	-	-	-	42.7	40.7
Honduras	26.5	24.7	20.4	17.8	13.4	Togo	42.5	44.1	38.6	36.4	23.0
Inde	48.1	42.3	38.2	38.5	29.0	Trinidad & Tobago	13.7	14.7	12.3	11.4	8.3
Indonésie	34.8	32.5	25.3	26.5	22.1	Tunisie	11.5	14.2	8.9	6.7	5.6
Iran	18.5	16.5	13.7	9.5	6.8	Turquie	14.5	13.4	10.5	7.6	5.1
Irak	17.4	24.3	24.9	23.6	22.2	Turkmenistan	-	24.5	22.2	17.5	12.9
Jamaïque	12.5	10.7	8.8	8.2	8.1	Ouganda	39.8	40.9	39.3	32.2	27.6
Jordanie	12.8	10.5	9.8	6.5	5.8	Ukraine	-	7.1	13.4	<5	<5
Kazakhstan	-	15.4	10.7	12.3	8.0	Uruguay	12.2	9.4	7.6	8.1	5.7
Kenya	34.8	40.0	37.9	36.6	24.0	Ouzbékistan	-	23.7	21.9	18.5	13.3
Koweït	24.3	16.0	<5	<5	5.0	Vénézuéla	16.3	15.3	15.2	13.1	7.0
Kryghizistan	-	24.1	20.2	14.3	9.4	Vietnam	44.6	38.8	30.3	24.6	14.7
Laos	52.9	51.1	48.7	36.9	28.5	Yemen	44.4	44.4	42.9	42.1	34.2
Lettonie	-	7.7	8.3	5.4	<5	Zambie	47.0	49.0	50.9	46.7	41.1
Liban	12.1	9.4	9.0	10.4	6.4	Zimbabwe	33.3	38.1	40.8	39.2	30.8
Lesotho	25.8	28.5	32.7	30.2	23.5						

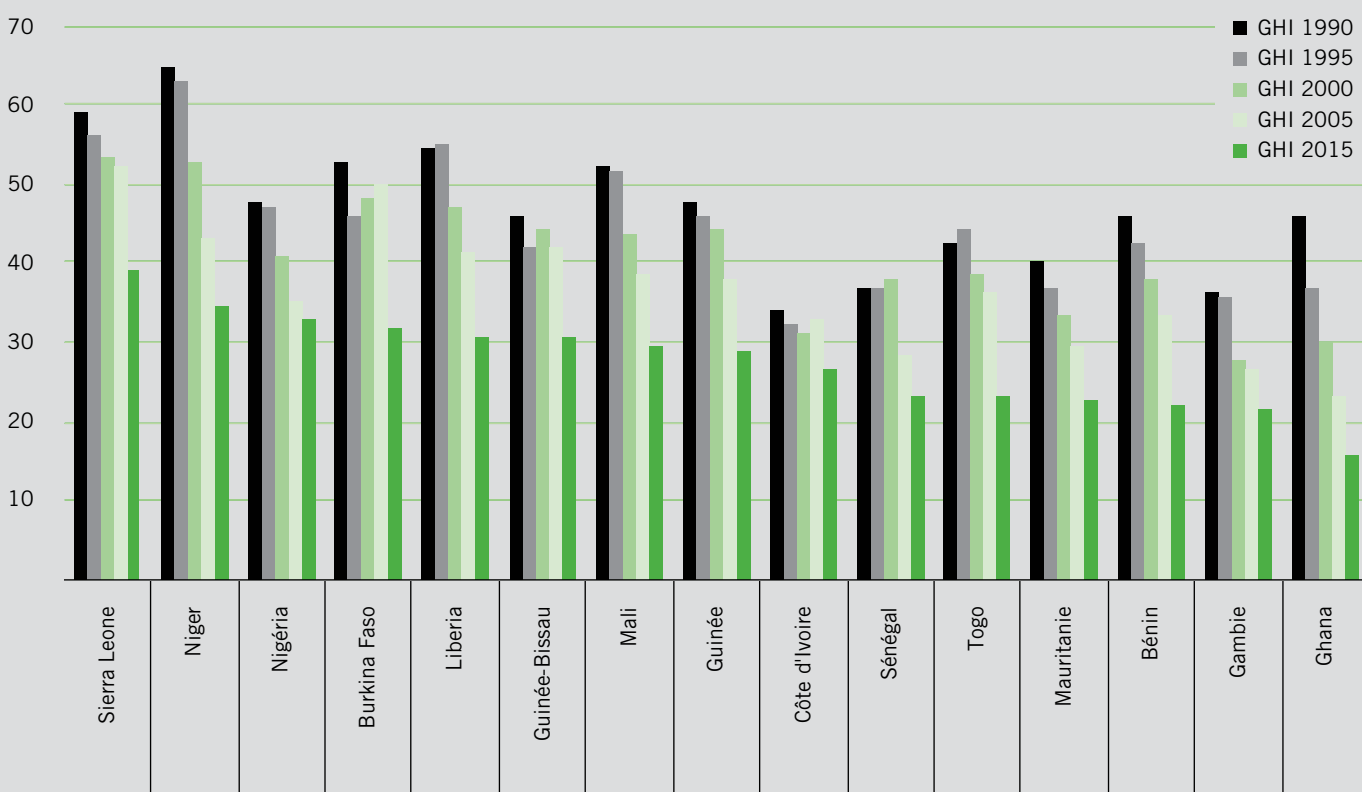
- = Données non présentées ou indisponibles. Certains pays, à l'instar des pays post-soviétiques avant 1991, n'avaient pas les frontières actuelles dans l'année donnée ou la période de référence donnée.

Note : Les scores GHI 2015 couvrent également l'année 2016 puisque des projections provisoires sur la sous-alimentation pour la période 2014-2016 ont été intégrées dans leur calcul.

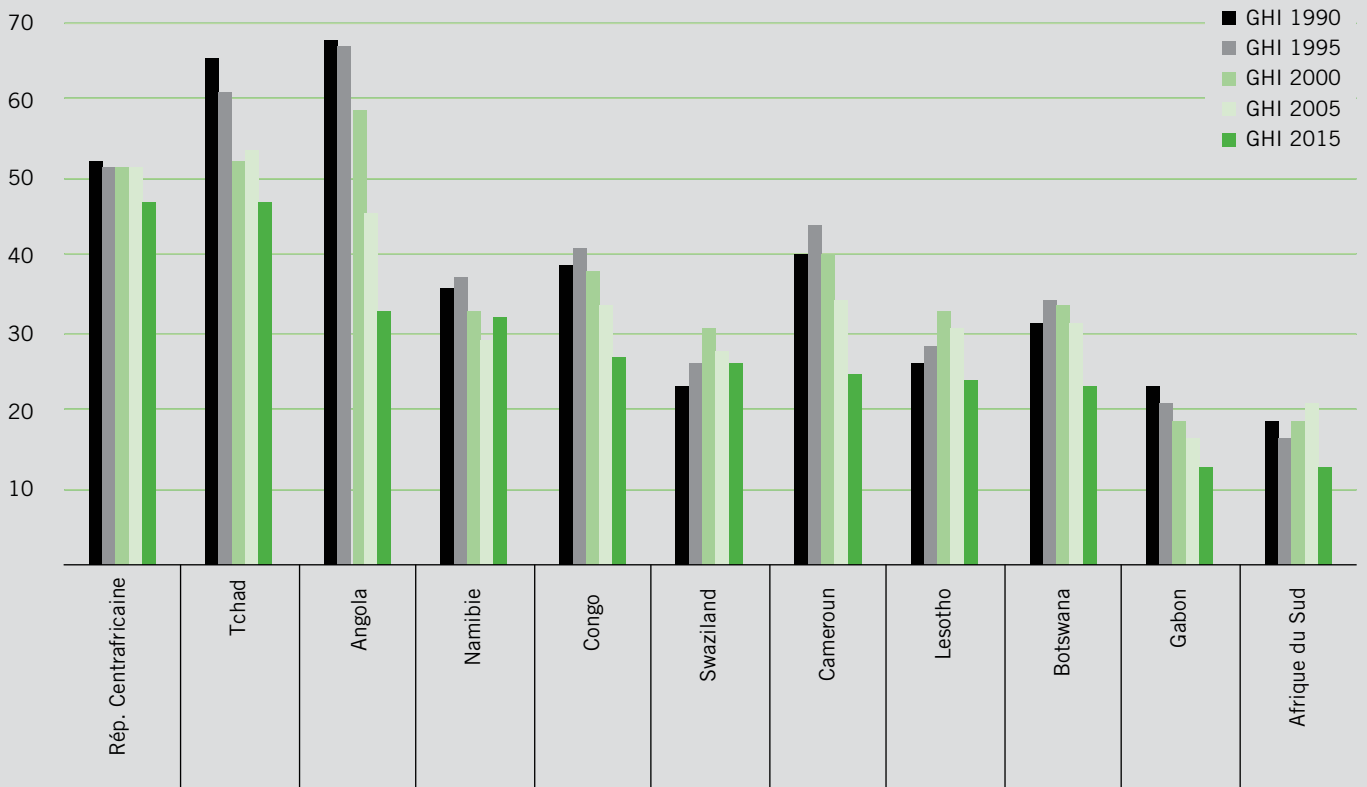
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



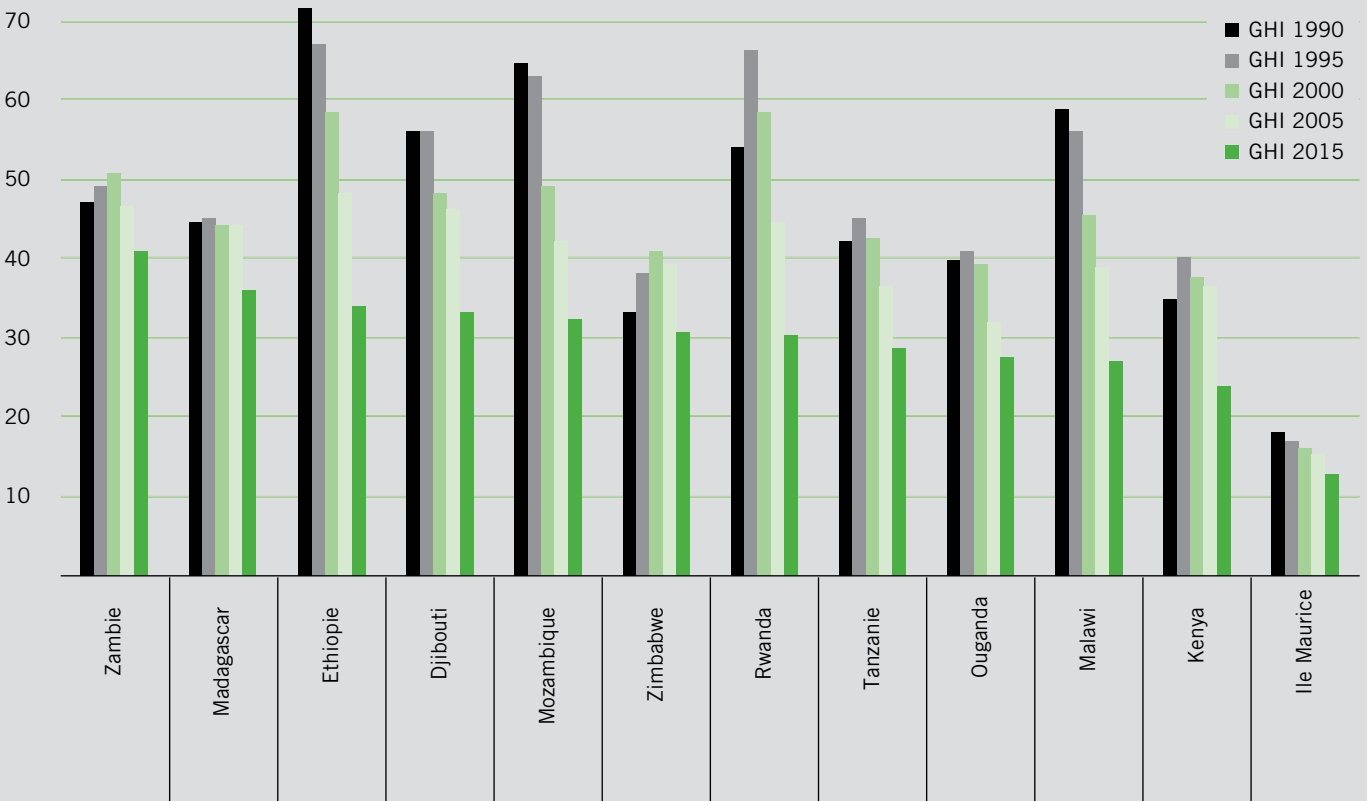
AFRIQUE DE L'OUEST



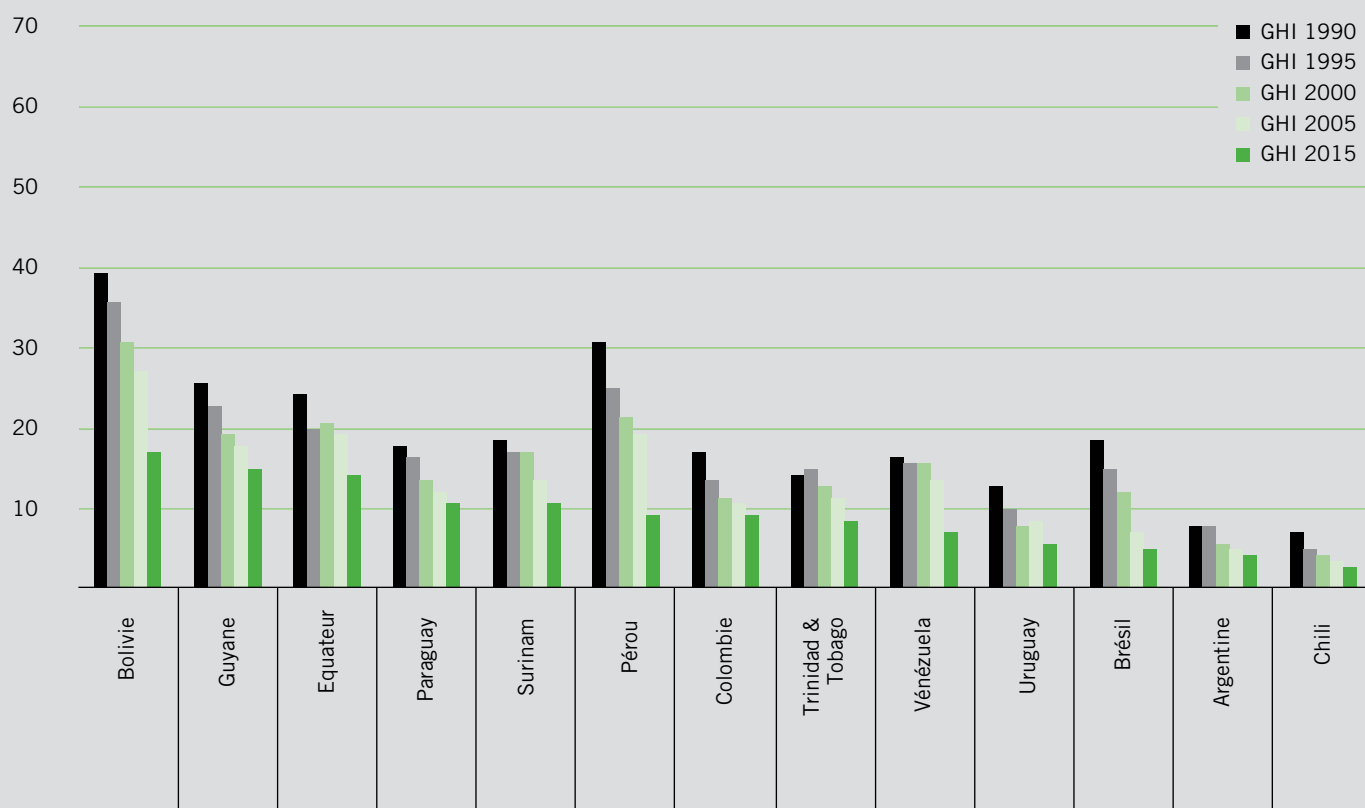
AFRIQUE CENTRALE ET DU SUD



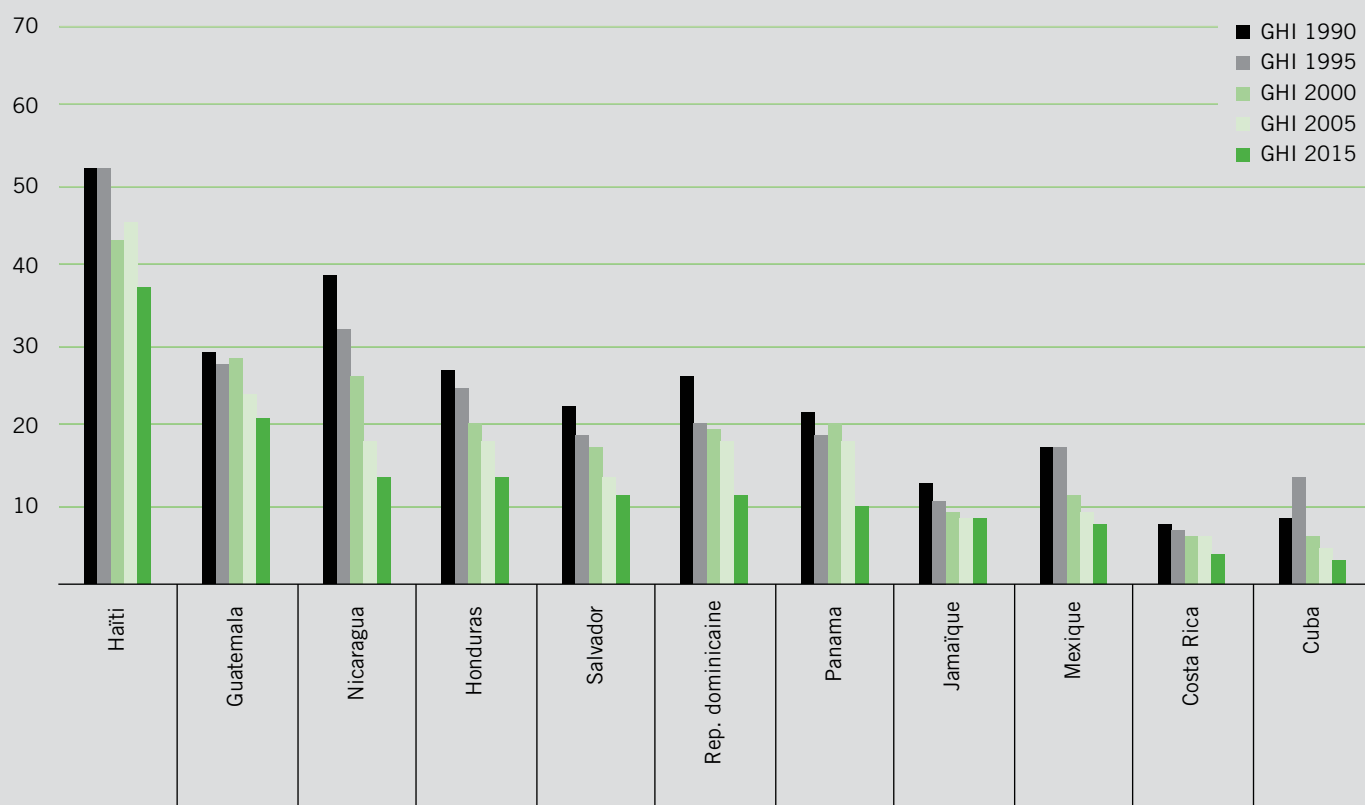
AFRIQUE DE L'EST



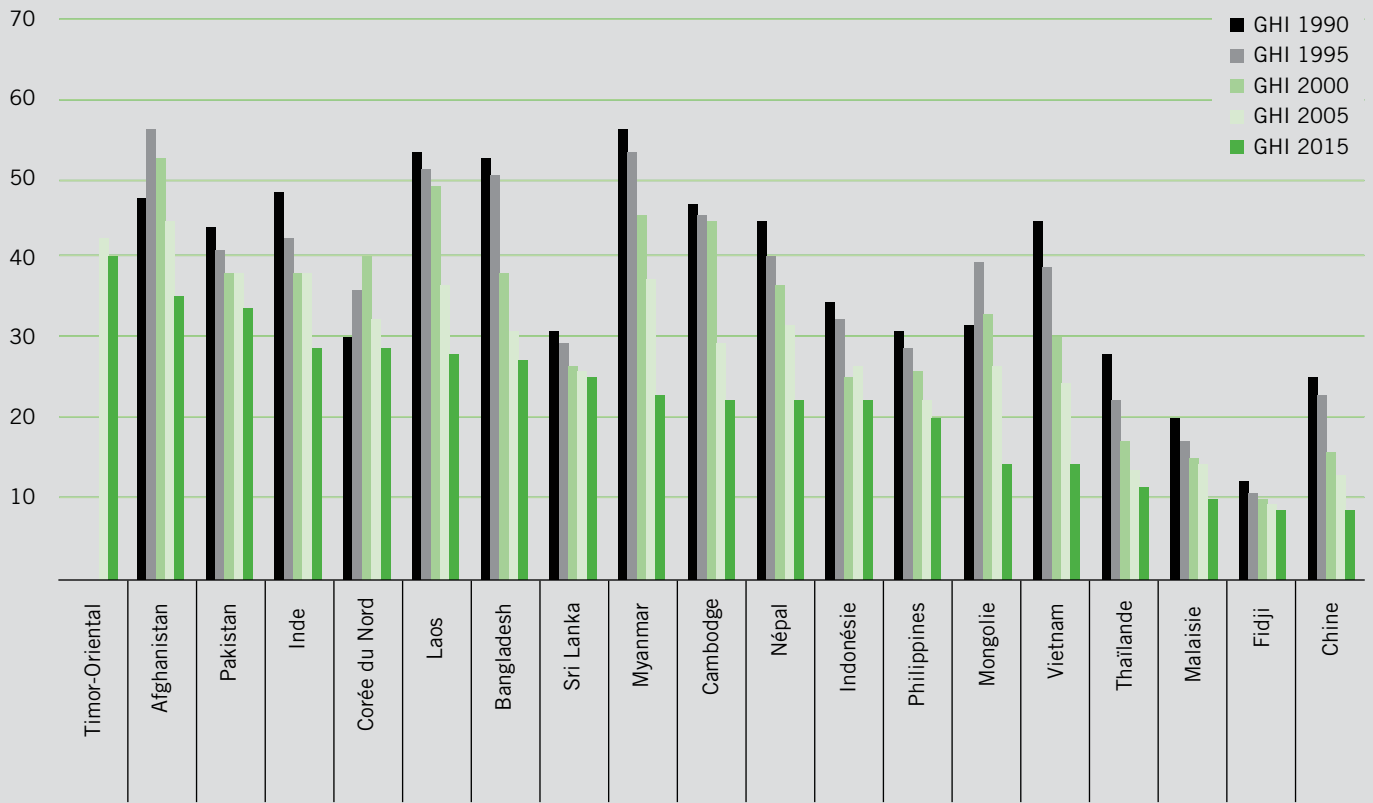
AMÉRIQUE DU SUD



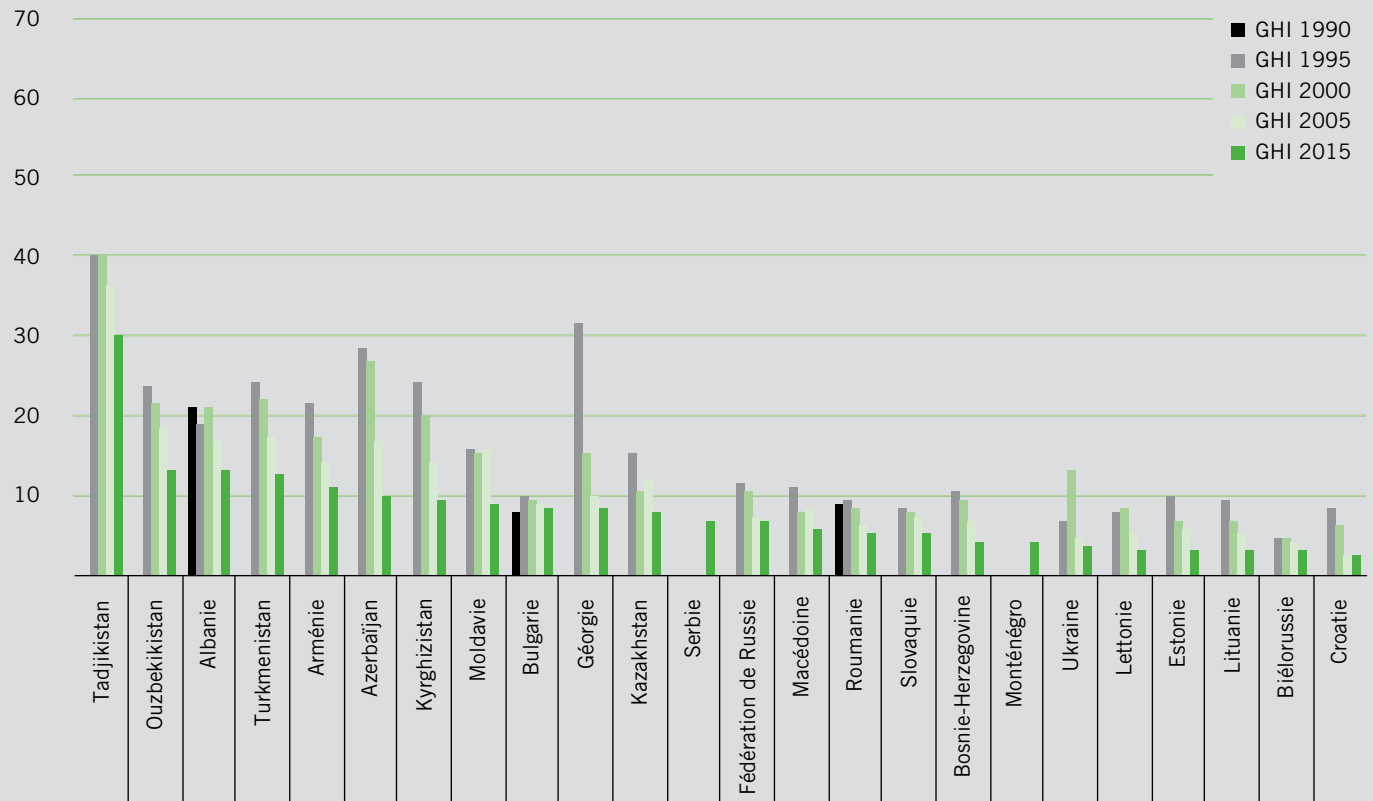
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES



ASIE DU SUD, DE L'EST ET DU SUD-EST



EUROPE DE L'EST ET COMMAUNAUTÉS DES ÉTATS INDÉPENDANTS



BIBLIOGRAPHIE

A

Acosta, A. M. et L. Haddad. 2014. The Politics of Success in the Fight against Malnutrition in Peru. *Food Policy* 44 : 26–35.

Africa Watch. 1991. « Evil Days. 30 Years of War and Famine in Ethiopia ». Consulté le 10 juillet 2015. <http://bit.ly/1L7IPp2>.

Alkire, S. et M. E. Santos. 2010. *Multidimensional Poverty Index : 2010 Data*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford. www.ophi.org.uk/policy/multidimensional-poverty-index/.

Anasrawi, A. 2000. « Iraq : Economic Embargo and Predatory Rule ». Extrait de *War, Hunger and Displacement : The Origins of Humanitarian Emergencies, Volume 2 : Case Studies*, édité par E. W. Nafziger, F. Stewart et R. Väyrynen, 89–118. Oxford : Oxford University Press.

Apps, P. 2015. « Breaking a Decades'-Long Trend, the World Gets More Violent ». Reuters, 20 mars. <http://reut.rs/1GyA1DD>.

Arief, A. 2014. *Crisis in the Central African Republic*. Washington : Congressional Research Service. 27 janvier. <http://fpc.state.gov/documents/organization/221774.pdf>.

Article 19. 1990. *Starving in Silence : A Report on Famine and Censorship*. Londres : Article 19. www.article19.org/data/files/medialibrary/3/censorship-famine-and-censorship.pdf.

AVERT. 2014. *Impact of HIV and AIDS in Sub-Saharan Africa*. Consulté le 15 juillet 2015. www.avert.org/impact-hiv-and-aids-sub-saharan-africa.htm.

Avula, R., S. Kadiyala, K. Singh, and P. Menon. 2013. *The Operational Evidence Base for Delivering Direct Nutrition Interventions in India: A Desk Review*. IFPRI Discussion Paper 1299. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

B

Banque mondiale. 2011. *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement*. Washington.

———. 2015a. « Angola Overview : Economic Overview ». Consulté le 9 juillet 2015. www.worldbank.org/en/country/angola/overview.

———. 2015b. « Peru Country Overview ». Consulté le 11 juillet 2015. www.worldbank.org/en/country/peru/overview.

Becker, J. 1996. *Hungry Ghosts : Mao's Secret Famine*. New York : Owl Books.

Black, R. E., C. G. Victora, S. P. Walker, Z. A. Bhutta, P. Christian, M. de Onis, M. Ezzati, S. Grantham-McGregor, J. Katz, R. Martorell et R. Uauy. 2013. « Maternal and Child Undernutrition and Overweight in Low-Income and Middle-Income Countries ». *Lancet* 382 (9890) : 427–451.

Boos, A. et K. Holm-Müller. 2015. « The Zambian Resource Curse and its Influence on Genuine Savings as an Indicator for 'Weak' Sustainable Development ». *Environment, Development and Sustainability*, 1–39. <http://bit.ly/1gvOR8y>.

Bredenkamp, C., L. R. Buisman et E. Van de Poel. 2014. « Persistent Inequalities in Child Undernutrition : Evidence from 80 Countries, from 1990 to Today ». *International Journal of Epidemiology* 43 (4) : 1328–1335.

Brinkman, H.-J. et C. S. Hendrix. 2011. *Food Insecurity and Violent Conflict : Causes, Consequences, and Addressing the Challenges*. Document hors-série No. 24. Rome : Programme Alimentaire Mondial.

Buhaug, H., J. Nordkvelle, T. Bernauer, T. Böhmelt, M. Brzoska, J. W. Busby, A. Ciccone, H. Fjelde, E. Gartzke, N. P. Gleditsch, J. A. Goldstone, H. Hegre, H. Holtermann, V. Koubi, J. S. A. Link, P. M. Link, P. Lujala, J. O'Loughlin, C. Raleigh, J. Scheffran, J. Schilling, T. G. Smith, O. M. Theisen, R. S. J. Tol, H. Urdal et N. von Uexkull. 2014. « One Effect to Rule Them All ? A Comment on Climate and Conflict ». *Climatic Change* 127 (3–4) : 391–397.

C

CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). 2014. *Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique : Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique*. Consulté le 15 juillet 2015. <http://unctad.org/fr/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=944>.

Collier, P. et A. Hoeffler. 2004. *Greed and Grievance in Civil War*, *Oxford Economic Papers* 56 : 563–595. <http://oep.oxfordjournals.org/content/56/4/563.full.pdf+html>.

Conquest, R. 1987. *The Harvest of Sorrow : Soviet Collectivization and the Terror Famine*. Oxford : Oxford University Press.

Cook, J. 2012. « Israel's Starvation Diet for Gaza. » *The Electronic Intifada*, 24 octobre, <http://electronicintifada.net/content/israels-starvation-diet-gaza/11810>.

Cotula, L. 2013. *The Great African Land Grab : Agricultural Investments and the Global Food System*. Londres : Zed Books.

CRED (Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes). 2013. *People Affected by Conflict 2013 : Humanitarian Needs in Numbers*. Louvain, Belgique.

D

Davis, M. 2002. *Late Victorian Holocausts : El Niño Famines and the Making of the Third World*. Londres : Verso.

De Châtel, F. 2014. « The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising : Untangling the Triggers of the Revolution ». *Middle Eastern Studies* 50 (4) : 521–535.

De Waal, A. 1997. *Famine Crimes : Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*, Londres : James Currey.

Devereux, S. 2000. *Famine in the Twentieth Century*. IDS (Institute of Development Studies) Document de travail 105. www.ids.ac.uk/publication/famine-in-the-twentieth-century.

———. 2007. « Introduction : From "Old Famines" to "New Famines" ». In *The New Famines : Why Famines Persist in an Era of Globalization*, édité par S. Devereux, 1–26. London : Routledge.

Drèze, J. 1991. « Famine Prevention in India » dans J. Drèze et A. Sen (eds.) *The Political Economy of Hunger : Vol. II : Famine Prevention*. Oxford : Clarendon Press.

Dyson, T. et C. Ó Gráda. 2002. *Famine Demography : Perspectives from the Past and Present*. Oxford : Oxford University Press.

E

Economist. 2015. « Nutrition in India. Of Secrecy and Stunting ». Consulté le 13 juillet 2015. <http://econ.st/1GV7vKE>.

F

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2015. *Indicateurs de la sécurité alimentaire*. (Dernière actualisation : 27 mai 2015). Consulté le 27 mai 2015. http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/#.Vb9J_HnAJRO

FAO, FIDA (Fonds international de développement agricole) et PAM (Programme alimentaire mondial). 2011. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2011 : quelles sont les conséquences de l'instabilité des cours internationaux pour l'économie et la sécurité alimentaire des pays? Rome : FAO. <http://www.fao.org/publications/sofi/2011/fr/>

FAO, FIDA et PAM. 2015. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux. Rome : FAO. <http://www.fao.org/hunger/fr/>

G

General Accountability Office. 2006. « Darfur Crisis : Death Estimates Demonstrate Severity of Crisis, but their Accuracy and Credibility Could be Enhanced ». Rapport GAO-07-24. Washington.

Déclaration de Genève. 2011. Global Burden of Armed Violence 2011 : Lethal Encounters. Cambridge : Cambridge University Press.

Gillespie, S., Haddad, L., Mannar, V., Menon, P., Nisbett, N. et le Groupe d'étude sur la nutrition maternelle et infantile. 2013. The Politics of Reducing Malnutrition : Building Commitment and Accelerating Progress. *Lancet* 382 (9891) : 552–569.

Goodkind, D., L. West et P. Johnson. 2011. « A Reassessment of Mortality in North Korea, 1993-2008 ». Document présenté lors de la rencontre annuelle de la Population Association of America, Washington. <http://bit.ly/1QLmDCJ>.

Grove, R. 1998. « Global Impact of the 1789–93 El Niño ». *Nature* 393 : 318–319.

Guha-Sapir, D., P. Hoyois et R. Below. 2014. Annual Disaster Statistical Review 2013 : The Numbers and Trends. Louvain : Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes.

———, et F. Vogt. 2009. « Cyclone Nargis in Myanmar : Lessons for Public Health Preparedness for Cyclones ». *American Journal of Disaster Medicine* 4 (5) : 273–278.

H

Harris, K., D. Keen, and T. Mitchell. 2013. When Disasters and Conflicts Collide : Improving Links Between Disaster Resilience and Conflict Prevention. Londres : Overseas Development Institute.

Hobsbawm, E. 1989. *The Age of Empire : 1875–1914*. Londres, Vintage.

———. 1996. *The Age of Extremes : A History of the World, 1914–1991*. Londres, Vintage.

Hossain, M. 2010. *From Protest to Freedom : The Birth of Bangladesh*. Dacca : Mofidul Hoque.

Howe, P. et S. Devereux. 2004. « Famine Intensity and Magnitude Scales : A Proposal for an Instrumental Definition of Famine ». *Disasters* 28 (4) : 353–372.

Human Security Report Project. 2013. *Human Security Report 2013 : The Decline in Global Violence : Evidence, Explanation, and Contestation*. Vancouver : Human Security Press. <http://bit.ly/1ljcEkL>.

Humphreys, M., J. Sachs et J. E. Stiglitz, eds. 2007. *Escaping the Resource Curse*. New York : Columbia University Press.

I

IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre / Centre de surveillance des déplacements internes). 2014. Chad : Regional Instability Overshadows the Fate of Remaining IDPs. Consulté le 9 juillet, 2015. <http://bit.ly/1eRZ00W>.

IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires)/Welthungerhilfe/Concern. 2007. *Le défi de la faim 2007 : Global Hunger Index : Faits, Déterminants et Tendances*. Washington, Bonn et Dublin.

IGME (Groupe Inter-agence pour l'). 2014. Info Estimations de la mortalité infantile, Estimations de la mortalité infantile chez les moins de cinq ans. (Actualisé le 16 septembre 2014). Consulté le 18 mai 2015. www.childmortality.org.

Inde, Ministère de la promotion de la femme et l'enfant et UNICEF, Inde. 2014. *Etude rapide sur l'enfance*. (2013–14). Delhi : UNICEF.

International Crisis Group. 2010. *War Crimes in Sri Lanka*. ICG Asia - Rapport no. 191.

International Rescue Committee. 2008. *Mortality in the Democratic Republic of Congo : An Ongoing Crisis*. New York.

IIPS (International Institute for Population Sciences) and Macro International. 2007. *National Family Health Survey (NFHS-3), 2005–6: India: Volume I. Demographic and Health Surveys*. Mumbai, India: IIPS.

Islam, S. et L. E. Susskind. 2013. *Water Diplomacy : A Negotiated Approach to Managing Complex Water Networks*. New York : RFF Press.

K

Kaldor, M. 1999. *New and Old Wars : Organized Violence in a Global Era*. Cambridge : Polity.

Kaldor, M., T. L. Karl et Y. Said. 2007. « Introduction ». Extrait de *Oil Wars*, édité par M. Kaldor, T. L. Karl et Y. Said. London : Pluto Press.

Keen, D. 2008. *Complex Emergencies*. Londres : Polity.

Kelley, C., S. Mohtadi, M. Cane, R. Seager et Y. Kushnir. 2015. « Climate Change in the Fertile Crescent and Implications of the Recent Syrian Drought ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 112 (11) : 3241–3246.

Kiernan, B. 2008. *The Pol Pot Regime : Race, Power, and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975–79*, Troisième édition. New Haven, CT : Yale University Press.

L

Lambers, W. 2015. « Ukraine War : Shelling and Hunger Killing Civilians ». *Huffington Post*. Consulté le 11 juillet 2015. <http://huff.to/1JxvZH4>.

Lowe, K. 2012. *Savage Continent : Europe in the Aftermath of World War II*. Londres : St. Martin's Press

M

Mallory, W. H. 1926. *China : Land of Famine*, New York, American Geographical Society.

Malthus, T. 1798. *An Essay on the Principle of Population* (1926 edition). Londres : Macmillan.

Marcus, D. 2003. « Famine Crimes in International Law ». *The American Journal of International Law* 97 (2) : 245–281.

Martorell, R. 2008. *Malnutrition and Hunger. Perspectives du Consensus de Copenhague 2008*. Copenhagen Consensus Center. <http://bit.ly/1QZzYd4>.

Maxwell, D. et N. Majid. 2015. *Famine in Somalia : Competing Imperatives, Collective Failures, 2011–12*. Londres : Hurst.

Maystadt, J-F., M. Calderone et L. You. 2014. « Local Warming and Violent Conflict in North and South Sudan ». *Journal of Economic Geography*. doi :10.1093/jeg/lbu033.

Maystadt, J-F. et O. Ecker. 2014. « Extreme Weather and Civil War : Does Drought Fuel Conflict in Somalia through Livestock Price Shocks? ». *American Journal of Agricultural Economics* 96 (4) : 1157–1182.

Mazurana, D., A. Marshak, J. H. Opio, R. Gordon et T. Atim. 2014. The Impact of Serious Crimes during the War on Households Today in Northern Uganda. Secure Livelihoods Research Consortium, document de synthèse 5. Londres : Overseas Development Institute.

McClelland, C. et M. Soque. 2015. « Hunger Causes World's Worst Child Death in Oil-Rich Angola ». Bloomberg Business. Consulté le 10 mai, 2015. <http://bloom.bg/1zzACWS>.

MEASURE DHS. 2015. Demographic and Health Surveys. Calverton, Maryland, USA. Consulté le 22 mai, 2015. www.dhsprogram.com.

Mongolia. 2013. Achieving the Millennium Development Goals. Fifth National Progress Report 2013. Consulté le 11 juillet, 2015. <http://bit.ly/1eRZy2k>.

N

Natsios, A. 2001. The Great North Korean Famine : Famine, Politics and Foreign Policy. Washington : US Institute of Peace Press.

Neely, S. 2007. A Concise History of the French Revolution. New York : Rowman et Littlefield.

Newman, L. F., ed. 1990. Hunger in History : Food Shortage, Poverty and Deprivation. Oxford : Blackwell.

O

OMS (Organisation mondiale de la santé). 2013. Rapport 2013 sur le paludisme dans le monde. Consulté le 15 juillet 2015. http://www.who.int/malaria/publications/world_malaria_report_2013/report/fr/

———. 2015. The WHO Global Database on Child Growth and Malnutrition. www.who.int/nutgrowthdb/en/.

ONU (Organisation des Nations Unies). 2015. Objectifs de Millénaire pour le Développement et l'après-2015. Consulté le 14 juillet 2015. <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

O'Sullivan, M., A. Rao, R. Banerjee, K. Gulati et M. Vinez. 2014. Levelling the Field : Improving Opportunities for Women Farmers in Africa. Washington : Groupe de la Banque mondiale. Consulté le 15 juillet, 2015. <http://bit.ly/1jCf2Wh>.

P

PAM (Programme Alimentaire Mondial). 2015. "Ukraine Crisis." Consulté le 12 juillet 2015. www.wfp.org/ukraine-crisis.

———. 2015b. Somalia Brief. <http://bit.ly/1GYSelw>.

Pingali, P. L. 2012. Green Revolution : Impacts, Limits, and the Path Ahead. Proceedings of the National Academy of Sciences, 109 (31) : 12302–12308.

Pinker, S. 2012. The Better Angels of Our Nature : Why Violence Has Declined. Londres : Penguin.

PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 2012. Eradicate Extreme Hunger and Poverty : Where Are We? Consulté le 11 juillet 2015. <http://bit.ly/1JXTppq>.

———. 2015. Rwanda 2014 - Rapport national sur le développement humain. Consulté le 9 juillet 2015. <http://bit.ly/1UQ2j4Z>.

PS21 (Project of the Study of the 21st Century). 2015. « Death Toll in 2014's Bloodiest Wars Sharply Up on Previous Year ». Consulté le 18 mai 2015. <http://bit.ly/1BWPFHG>.

R

Raleigh, C. et D. Kniverton. 2012. « Come Rain or Shine : An Analysis of Conflict and Climate Variability in East Africa ». Journal of Peace Research 49 (1) : 51–64.

Raleigh, C., A. Linke et J. O'Loughlin. 2014. « Extreme Temperatures and Violence ». Nature Climate Change 4 : 76–77.

Rasella, D., Aquino, R., Santos, C. A., Paes-Sousa, R. et M. L. Barreto. 2013. « Effect of a Conditional Cash Transfer Programme on Childhood Mortality : a Nationwide Analysis of Brazilian Municipalities ». Lancet 382 (9886) : 57–64.

Roaf, J., R. Atoyán, B. Joshi, K. Krogulski et analystes du FMI (Fonds Monétaire International). 2014. 25 Years of Transition : Post-Communist Europe and the IMF. Regional Economics Issues Special Report. Consulté le 11 juillet, 2015. <http://bit.ly/1Ho4Nk7>.

Rocha, C. 2009. « Developments in National Policies for Food and Nutrition Security in Brazil ». Development Policy Review 27 (1) : 51–66.

S

Sachs, J. D. et A. M. Warner. 2001. The Curse of Natural Resources. European Economic Review 45 (4) : 827–838.

Sommer, A. et W. Mosley. 1972. « East Bengal Cyclone of November 1972 : Epidemiological Approach to Disaster Assessment ». The Lancet 299 (May 13) : 1029–1036.

U

Ukraine, Ministère de l'Economie. 2010. Objectifs de Développement du Millénaire. Ukraine 2010 Rapport National. Consulté le 11 juillet 2015. <http://bit.ly/1eS27kU>.

USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). 2014. « Ethiopia : Nutrition Profile ». Consulté le 10 juillet 2015. <http://1.usa.gov/1LYUSVr>.

UNICEF. 1999. Résultats des enquêtes de 1999 sur la mortalité maternelle et infantile en Irak : Rapport Préliminaire. New York. <http://bit.ly/1HS58cQ>.

———. 2009. Childinfo : Nutritional Status (version actualisée en novembre 2009) : consulté le 14 juin 2015. <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition>.

———. 2009. Tracking Progress on Child and Maternal Nutrition. A Survival and Development Priority. Consulté le 15 juillet 2015. http://www.unicef.org/publications/files/Tracking_Progress_on_Child_and_Maternal_Nutrition_EN_110309.pdf

———. 2013. Childinfo : Nutritional Status (actualisé en février 2013). Consulté le 26 mars 2014. www.childinfo.org/malnutrition_nutritional_status.php.

———. 2015. Childinfo : Multiple Indicator Cluster Surveys (MICS). Consulté le 21 mai 2015. www.childinfo.org/mics_available.html.

———. 2015. Malnutrition Current Status and Progress. Consulté le 12 juillet 2015. [www.data.unicef.org/nutrition/malnutrition](http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition).

———, OMS (Organisation mondiale de la Santé) et Banque mondiale. 2015. Levels and Trends in Child Malnutrition : UNICEF-OMS-Banque mondiale : Joint Malnutrition Estimates, juin 2015. New York, Genève et Washington. <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition>

Urquhart, C. 2006. « Gaza on Brink of Implosion as Aid Cut-off Starts to Bite ». The Guardian, 15 avril. www.theguardian.com/world/2006/apr/16/israel.

US Census Bureau. 2013a. World Population : Historical Estimates of World Population. Consulté le 26 mai 2015. <http://1.usa.gov/1s8DBOV>.

———. 2013b. World Population : Total Midyear Population for the World : 1950–2050. Consulté le 26 mai 2015. <http://1.usa.gov/12jAHON>.

US GAO (General Accountability Office). 2006. "Darfur Crisis: Death Estimates Demonstrate Severity of Crisis, but their Accuracy and Credibility Could be Enhanced." Report GAO-07-24. Washington, DC.

USAID (United States Agency for International Development). 2014. "Ethiopia: Nutrition Profile." Accessed July 10, 2015. <http://1.usa.gov/1LYUSVr>.

V

von Braun, J., and T. Olofinbiyi. 2007. *Famine and Food Insecurity in Ethiopia. Case Study 7-4 of the Program: Food Policy for Developing Countries: The Role of Government in the Global Food System*, edited by P. Pinstrup-Andersen and F. Cheng. Ithaca, NY: Cornell University. <http://bit.ly/1GYT4oo>.

von Grebmer, K., H. Fritschel, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, R. Pandya-Lorch et Y. Yohannes. 2008. *Global Hunger Index : Le défi de la faim 2008*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

von Grebmer, K., B. Nestorova, A. Quisumbing, R. Fertziger, H. Fritschel, R. Pandya-Lorch et Y. Yohannes. 2009. *2009 Global Hunger Index : Le défi de la faim : Crise financière et inégalité des genres*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

von Grebmer, K., M. T. Ruel, P. Menon, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, Y. Yohannes, C. von Oppeln, O. Towey, K. Golden et J. Thompson. 2010. *2010 Global Hunger Index : Le défi de la faim : La crise de la sous-alimentation infantile*. Bonn, Washington, DC et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

von Grebmer, K., M. Torero, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, D. Wiesmann, Y. Yohannes, L. Schofield et C. von Oppeln. 2011. *2011 Global Hunger Index : Le défi de la faim : Hausse et volatilité des prix alimentaires*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

von Grebmer, K., C. Ringler, M. W. Rosegrant, T. Olofinbiyi, D. Wiesmann, H. Fritschel, O. Badiane, M. Torero, Y. Yohannes, J. Thompson, C. von Oppeln et J. Rahall. 2012. *2012 Global Hunger Index : Le défi de la faim : Assurer une sécurité alimentaire durable dans un monde sous contraintes en eau, en énergies et en terres*. Bonn, Washington et Dublin : Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

von Grebmer, K., D. Headey, C. Béné, L. Haddad, T. Olofinbiyi, D. Wiesmann, H. Fritschel, S. Yin, Y. Yohannes, C. Foley, C. von Oppeln et B. Iseli. 2013. *2013 Global Hunger Index : Le défi de la faim : Construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable*. Bonn, Washington et Dublin : Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

von Grebmer, K., A. Saltzman, E. Birol, D. Wiesmann, N. Prasai, S. Yin, Y. Yohannes, P. Menon, J. Thompson, A. Sonntag. 2014. *2014 Global Hunger Index : Le défi de la faim invisible*. Bonn, Washington et Dublin : Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.

W

Whiteside, A. et F. Henry. 2011. « The Impact of HIV and AIDS Research : A Case Study from Swaziland ». *Health Research Policy and Systems*, 9 (suppl 1) 1–9.

Wiesmann, D. 2004. *An International Nutrition Index : Concept and Analyses of Food Insecurity and Undernutrition at Country Levels*. Development Economics and Policy Series 39. Frankfurt : Peter Lang.

———. 2006a. *2006 Global Hunger Index : A Basis for Cross-Country Comparisons*. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

———. 2006b. *A Global Hunger Index : Measurement Concept, Ranking of Countries, and Trends*. Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper 212. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

———, H.-K. Biesalski, K. von Grebmer et J. Bernstein. 2015. *Methodological Review of the Global Hunger Index (GHI) and Suggestions for Improvement*. <full URL TK >

———, J. von Braun et T. Feldbrügge. 2000. *An International Nutrition Index : Successes and Failures in Addressing Hunger and Malnutrition*. ZEF Discussion Papers on Development Policy No. 26. Bonn, Allemagne : Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF) [Centre de recherche pour le développement de l'Université de Bonn].

———, L. Weingärtner et I. Schöninger. 2006. *Le défi de la faim : Global Hunger Index : Fats, Déterminants et Tendances*. Bonn et Washington : Deutsche Welthungerhilfe et Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

World Peace Foundation. 2015. « Mass Famine : The End of Mass Famine? ». Consulté le 27 mai. <http://fletcher.tufts.edu/World-Peace-Foundation/Program/Research/How-Mass-Atrocities-End/Mass-Famine>.

Z

Zarni, M. avec T. Taneja. 2015. « Burma's Struggle for Democracy : A Critical Appraisal », extrait de *Advocacy in Conflict : Critical Perspectives on Transnational Activism*, édité par A. de Waal, 45–67. Londres : Zed Books.

PARTENAIRES



Qui sommes-nous ?

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) fête cette année ses 40 ans d'existence. L'IFPRI développe des solu-

tions de politique publique étayées par la recherche en vue de réduire de manière durable la pauvreté et d'enrayer la faim et la malnutrition.

Notre approche

Notre recherche se focalise autour de six axes stratégiques : assurer une production alimentaire durable, promouvoir des systèmes alimentaires sains, améliorer les marchés et commerce, transformer l'agriculture, construire la résilience et renforcer les institutions et la gouvernance.

Notre vision

Un monde sans faim et malnutrition



Qui sommes-nous ?

Créée en Irlande en 1968, Concern Worldwide est une ONG internationale humanitaire engagée dans la réduction de la souffrance et l'éradication de la

pauvreté extrême. Nous travaillons dans 27 des pays les plus pauvres du monde, grâce à 2900 personnels engagés et compétents, basés à Londres, New York, Belfast, Dublin et sur le terrain.

Notre mission

Notre mission vise à aider les personnes vivant dans une pauvreté extrême à connaître des améliorations importantes qui dureront et se développeront sans le soutien constant de Concern Worldwide. Ainsi, Concern Worldwide travaille directement avec les populations pauvres, mais également avec des partenaires locaux et internationaux qui partagent notre vision, afin de créer des sociétés justes et pacifiées, où les populations pauvres peuvent exercer leurs droits fondamentaux. Pour remplir cette mission, nous nous engageons dans des activités de développement de long terme, nous répondons aux situations d'urgence, et nous cherchons à nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté via un travail d'éducation au développement et de plaidoyer.

Notre vision

Un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression ; où nous avons tous accès à des conditions de vie décentes, et des opportunités et choix essentiels pour permettre une vie longue, saine et créative ; un monde où tout le monde est traité dans la dignité et le respect.



Qui sommes-nous ?

Welthungerhilfe est l'une des plus importantes agences d'aide non gouvernementales en Allemagne. Notre ONG a été fondée en 1962 sous l'ombrelle de l'Organisation des

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). A cette époque, nous étions la section allemande de la Campagne mondiale contre la faim, une des premières initiatives lancées au niveau mondial pour lutter contre la faim

Notre mission

Nous combattons la faim et la pauvreté avec pour objectif de rendre notre action superflue. Nos interventions d'aide intégrée couvrent aussi bien les opérations d'urgence en réponse aux catastrophes que le développement de projets à long terme. En 2014, nous sommes intervenus auprès des populations de 41 pays au travers de 385 projets différents

Notre approche

L'aide à l'auto-assistance est notre principe de base ; cette approche nous permet de renforcer les structures de bas en haut et de garantir le succès durable de nos projets, grâce au travail que nous menons avec nos partenaires locaux. En outre, nous informons le grand public et nous avons un rôle consultatif en ce qui concerne les politiques nationales et internationales. Ce faisant, nous espérons parvenir à changer les conditions qui contribuent à la faim et la pauvreté

Notre vision

Un monde dans lequel nous pouvons tous mener une vie autonome et indépendante, dans la dignité et la justice, libérés de la faim et de la pauvreté..

Alliance 2015

A propos de l'Alliance2015

L'Alliance2015 est un partenariat regroupant sept des principales organisations non gouvernementales (ONG) européennes œuvrant dans le domaine de la solidarité internationale et du développement – ACTED (France), CESVI (Italie), Concern Worldwide (Irlande), Hivos (Pays-Bas), IBIS (Danemark), People in Need (République Tchèque) et Welthungerhilfe (Allemagne). Ensemble, les membres de l'Alliance2015 œuvrent en faveur des Objectifs de Développement durable, en coopérant à différents niveaux dans les pays en développement ainsi que sur des campagnes de plaidoyer pour influencer l'opinion publique et les décisions politiques en Europe.

PARTENAIRES



ACTED Agir aujourd'hui | Investir pour demain

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

Indépendante, privée et à but non lucratif, l'ONG française ACTED (statut association loi 1901) œuvre dans le respect d'une impartialité politique et religieuse stricte, selon les principes de non-discrimination et de transparence, et les valeurs de responsabilité, d'impact, d'esprit d'entreprise et d'inspiration.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED a pour vocation de soutenir les populations vulnérables de par le monde et de les accompagner dans la construction d'un futur meilleur en apportant une réponse adaptée à des besoins précis. Nos équipes viennent en aide aux populations touchées par les crises grâce à une approche à la fois globale et locale, multidisciplinaire et adaptée à chaque contexte. En assurant le lien entre Urgence, Réhabilitation et Développement, les équipes d'ACTED garantissent que les interventions effectuées en temps de crise soient utiles et pérennes, car seul un soutien sur le long terme - en demeurant sur place après l'urgence et en impliquant les communautés - permet de rompre le cycle de pauvreté et d'accompagner les populations sur la voie du développement durable.

ACTED est aujourd'hui présente sur 4 continents et nos équipes interviennent dans 35 pays auprès de 8 millions de personnes afin de faire face aux situations d'urgence, pour soutenir les projets de réhabilitation et accompagner les dynamiques de développement.



ZÉRO EXCLUSION CARBONE, PAUVRETÉ

Qui sommes-nous ?

Depuis son lancement en 2008, le Forum Mondial Convergences est devenu un événement incontournable pour échanger sur les solutions innovantes de lutte contre la pauvreté, la précarité et le changement climatique. Rassemblant des personnalités emblématiques et des experts internationaux, il favorise des échanges pour répondre aux défis sociaux et environnementaux qui touchent les pays du Sud et du Nord.

Notre vision

En jetant des passerelles entre les différents acteurs publics, privés et solidaires pour la réduction de la pauvreté, Convergences formule un projet de collaboration à grande échelle indispensable pour une alternative économique et des solutions pertinentes, donnant lieu à des débats d'idées, du plaidoyer et suscitant des actions innovantes.

Notre engagement

Développer les convergences et les partenariats innovants : chaque année, Convergences rassemble à Paris 7000 professionnels et organisations autour de 350 intervenants dans le cadre du Forum Mondial avec une vision partagée « Zéro exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté »



Informer, sensibiliser et mobiliser les jeunes aux enjeux de sécurité alimentaire

Food Right Now est une campagne européenne de sensibilisation, de mobilisation et d'éducation au développement à destination des jeunes, lycéens et étudiants, et aux enseignants/formateurs. Elle est menée conjointement par plusieurs ONG membres de l'Alliance2015 en Allemagne, en Italie, en Irlande, en République Tchèque et en France par ACTED

Mobiliser les jeunes sur l'éradication de la pauvreté et de la faim dans le monde mais aussi sur l'ensemble des enjeux liés au développement

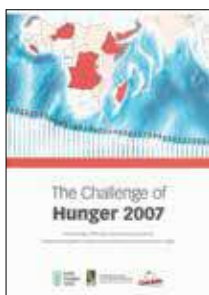
L'objectif est de sensibiliser, informer et mobiliser les jeunes aux enjeux de sécurité alimentaire. Au-delà d'une action d'information sur ces enjeux, ce campagne veut directement mobiliser les jeunes citoyens européens en faveur d'actions contre la faim, en tant qu'ambassadeurs auprès de leurs réseaux sociaux mais également en tant que porteurs de solutions et d'engagements.

10 ANS DE SUIVI DE LA FAIM DANS LE MONDE

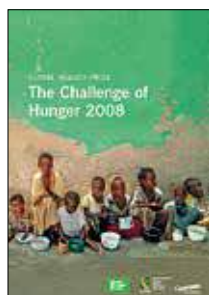
Depuis 2006, le GHI dresse l'état de la faim dans le monde, par région et par pays.



Cas d'études dans les pays post-conflits : Afghanistan et Sierra Leone



Mesures pour réduire la malnutrition aiguë et la faim chronique



Le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté



Crises financières et inégalité des genres



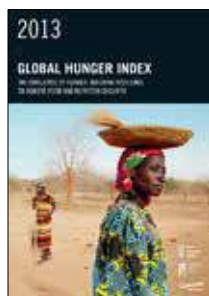
La crise de la sous-nutrition infantile



Hausse et volatilité des prix alimentaires



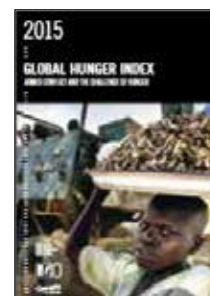
Assurer une sécurité alimentaire durable dans un monde sous contraintes en eau, en énergies et en terres



Construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable



Le défi de la faim invisible



Conflits armés et le défi de la faim

Plus d'informations sur le GHI 2015 disponibles sur www.ifpri.org/ghi/2015

Ressources du GHI pour les chercheurs et praticiens du développement :

- Cartes interactives ;
- Dataverse data files ;
- Global Hunger Index Linked Open Data (LOD) disponible en format description de ressources (RDF) et langage ontologique web (OWL) pour réutilisation dans d'autres applications et analyses ;
- Global Hunger Index SPARQL Endpoint.

Global Hunger Index pour appareils mobiles :

Téléchargez le rapport via Google Books, Google Play, Amazon et iTunes.

Deutsche Welthungerhilfe e.V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de

Président et Secrétaire général :

Dr. Till Wahnbaeck

Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI)

2033 K Street, NW
Washington D.C. 20006-1002, Etats-Unis
Tel. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Directeur général :

Dr. Shenggen Fan

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net

Directeur général :

Dominic MacSorley

Editeurs : Andrea Sonntag (Conseillère principale - Right to Food and Nutrition Policy, Welthungerhilfe), Larissa Neubauer (Chargée des politiques et relations extérieures, Welthungerhilfe), Jennifer Thompson (Chargée de plaidoyer en sécurité alimentaire, Concern Worldwide), Olive Towey (Responsable du plaidoyer, Irlande & UE, Concern Worldwide), Klaus von Grebmer (Chercheur associé émérite, IFPRI), Sandra Yin (Rédacteur en chef, IFPRI).

Citation recommandée : K. von Grebmer, J. Bernstein, A. de Waal, N. Prasai, S. Yin et Y. Yohannes. 2015. 2015 Global Hunger Index: Armed Conflict and the Challenge of Hunger. Bonn, Washington DC, et Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute et Concern Worldwide.

Conception graphique : David Popham (Designer, IFPRI).

Graphisme : muelhausmoers corporate communications gmbh, Cologne, Germany



Impression : Imprimerie Centrale de Lens

Auteurs :

Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires : Klaus von Grebmer (Directeur de recherche émérite), Jill Bernstein (Consultant indépendant), Nilam Prasai (Documentaliste), Sandra Yin (rédacteur en chef), Yisehac Yohannes (Analyste de recherche) ; World Peace Foundation/Université Tufts : Alex de Waal (Directeur général/enseignant-chercheur)

Numéro de commande :

460-9494

ISBN:

978-0-89629-966-5

DOI :

<http://dx.doi.org/10.2499/9780896299665>

Crédits photos :

Photo de couverture : Panos/Sven Torfinn, 2003 ; page 2 : Welthungerhilfe/Imke Lass, 2015 ; page 6 : Welthungerhilfe/Ronald Brockmann, 2014 ; page 12 : Panos/Hossein Fatemi, 2013 ; page 20 : Reuters/Esam Al-Fetori, 2011.

Remerciements :

Nous remercions tout particulièrement Doris Wiesmann (Consultant indépendant), qui a piloté le développement de la formule de calcul actualisée du Global Hunger Index. Nous souhaitons également souligner le travail de révision de cette formule, interne et externe, effectué par Hans Konrad Biesalski (Professeur de chimie biologique et médecine nutritionnelle à l'Université de Hohenheim), Lawrence Haddad (Directeur de recherche, IFPRI), Marie Ruel (Directeur du département Pauvreté, Santé et Nutrition, IFPRI) et Harold Alderman (Directeur de recherche, IFPRI). Un merci particulier à Kelvin Pollard (Démographe senior, Population Reference Bureau) pour ses conseils en matière d'estimations de la population mondiale. Merci également au comité de lecture de l'IFPRI, dirigé par Gershon Feder, pour avoir révisé le présent rapport.

Traduit en français par Antonia Estrada.

Edition par Caroline Pasquier avec les équipes d'ACTED et de Convergences.

Commentaire :

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur les cartes de ce rapport ne constituent en aucune façon la reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Welthungerhilfe, Concern Worldwide ou ACTED.



La version française du GHI 2015 a été produite avec le soutien de la Fondation EDF et du Conseil régional d'Ile-de-France dans le cadre d'un projet de sensibilisation aux enjeux de développement.

Pour en savoir plus sur le GHI, visitez le site : www.ifpri.org/ghi/2015



Food Right Now est une campagne de mobilisation et d'éducation au développement menée par l'Alliance2015.

Civil Society Participant



MILANO 2015
FEEDING THE PLANET
ENERGY FOR LIFE

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Membre de l'Alliance2015

**International Food Policy
Research Institute**

2033 K Street, NW
Washington, D.C. 20006-1002, USA
Tel. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Membre de l'Alliance2015

ACTED

33, rue Godot de Mauroy
75009 Paris, France
Tel. +33 1 42 65 33 33
www.acted.org
www.foodrightnow.fr
Membre de l'Alliance2015

